



DAR 2017

DAR CENTRALE

LA MINISTRE DES ARMÉES



© V. Bernard / EC-PAO / Défense

Le lien entre les armées et la Nation n'est pas une incantation, c'est un impératif. À l'heure où la France s'apprête à consacrer des moyens exceptionnels à nos armées, où les Français vivent au quotidien près de militaires en service : il est plus que jamais nécessaire d'expliquer, de partager, de faire comprendre l'ampleur des missions et la grandeur des risques que nos forces prennent chaque jour pour la sécurité et la liberté des Français.

Créer un lien entre le ministère des armées et le monde civil est plus que jamais nécessaire. Ce ne sont pas deux mondes séparés, deux ensembles parfaitement disjoints : au contraire. Univers civils et militaires doivent dialoguer, échanger. Les entreprises doivent accéder plus facilement à nos ingénieurs. Nous devons faire sauter les barrières entre nos directions et nos PME. Tous les Français doivent, enfin, savoir quelles opportunités leur offrent nos armées.

Dans cette mission, chacun a sa place et peut jouer son rôle. Par son périmètre élargi, son implantation et son action, la DAR revitalise les territoires. Par ses liens avec les associations, les collectivités locales et l'ensemble des acteurs de la société civile et du monde associatif, elle est l'un des fers de lance de ce mouvement si précieux qui lie nos armées et notre Nation.

Florence PARLY
Ministre des armées



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION



L'organisation territoriale de l'État et des collectivités territoriales a beaucoup évolué ces dernières années. Malgré l'arrêt des déflations, le ministère doit accompagner aujourd'hui des évolutions majeures dans les territoires et continue l'adaptation de la carte de ses implantations.

Ce nouvel environnement rend plus indispensable encore de consolider les relations et la visibilité de la Défense auprès de ses interlocuteurs locaux. Acteur majeur des territoires, le ministère dispose de nombreuses entités porteuses d'opportunités de développement territorial, notamment au profit des acteurs économiques.

Dans ce contexte, les missions et l'organisation de la DAR ont évolué en 2017 vers un positionnement innovant, en s'appuyant sur l'expertise territoriale de l'ancienne «Délégation à l'accompagnement des restructurations», qui accompagnait les mesures de revitalisation économique destinées à soutenir les territoires concernés par les restructurations de Défense.

En lien avec les autorités militaires concernées au titre de l'organisation territoriale de la Défense, la Délégation à l'accompagnement régional assure désormais un rôle d'accompagnateur des actions conduites en région par le ministère des armées au profit de tous les organismes qui y sont rattachés, afin d'apporter la vision économique et locale du ministère et de faciliter les mises en relation.

En quelques mois, la DAR a déjà noué de nombreux partenariats et soutenu beaucoup de projets. Les pages qui suivent témoignent de cette activité dont je souhaite qu'elle s'amplifie encore au cours des prochaines années au service des acteurs civils et militaires engagés pour renforcer le lien Armées-Nation.

Jean-Paul BODIN

Secrétaire général pour l'administration

LE DÉLÉGUÉ À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL



Dès l'automne 2016, la DAR, organisme directement rattaché au Secrétaire général pour l'administration, s'est mise en ordre de marche pour mener à bien les nouvelles missions qui lui ont été confiées. En premier lieu, le réseau a été renforcé afin d'assurer une représentation de la délégation dans chaque région administrative. Les recrutements opérés ont largement tenu compte de la nécessité de disposer d'une équipe de délégués dont les compétences et les cultures professionnelles sont variées. Certains sont militaires, officiers des armes ou ingénieurs de l'armement. D'autres sont civils, venant du ministère des armées, d'autres départements ministériels ou bien encore des services de l'État en région et des collectivités territoriales.

Cette diversité est indispensable au fonctionnement optimal du réseau. Les délégués sont en effet appelés à rencontrer des acteurs et à traiter des dossiers qui se caractérisent par leur pluralité et, pour beaucoup d'entre eux, par leur nouveauté, quand bien même subsistent les missions traditionnelles liées aux restructurations.

En s'appuyant sur l'expertise et le savoir-faire de ses délégués, et au travers de son activité, la DAR s'attache également à porter une vision locale des relations entre le monde de la défense et les territoires. C'est la raison pour laquelle le choix a été fait d'une présentation régionale du rapport d'activités, mettant en évidence l'impact des activités de défense dans chacune des 13 régions, au travers des actions conduites et des témoignages recueillis, qu'ils concernent le suivi des contrats de restructurations ou les nouvelles missions.

Au-delà de l'exposé des actions conduites par la DAR, ce document permettra à chacun de mesurer combien la présence des armées, indépendamment de ses activités opérationnelles, contribue fortement à la cohésion sociale et nationale.

Jean-Christophe ERARD

Délégué à l'accompagnement régional

LA DÉFENSE DANS LES TERRITOIRES

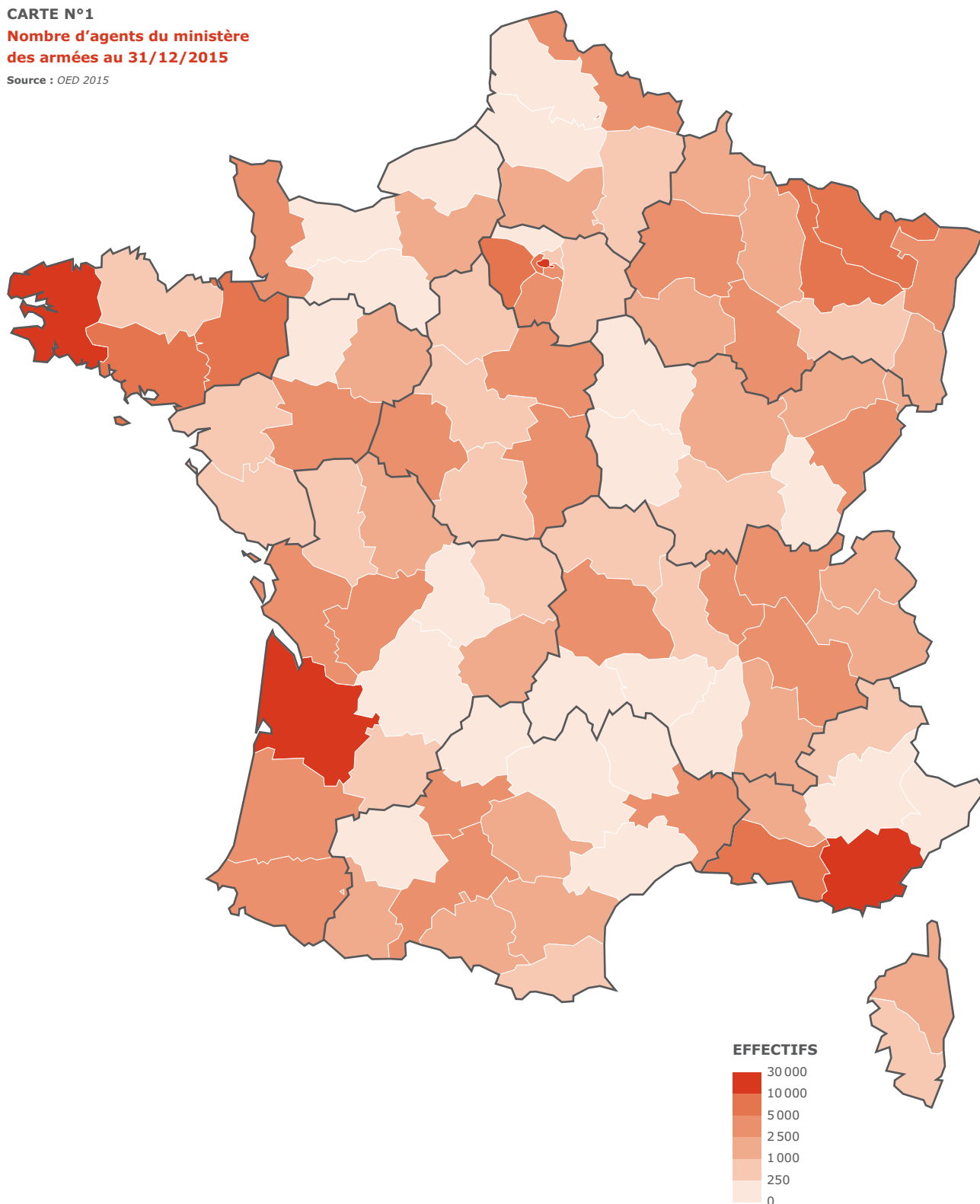
Le ministère des armées dispose d'implantations réparties sur tout le territoire. Mais, au-delà, son activité génère un volume important de commandes publiques, elles-mêmes pourvoyeuses d'emplois locaux.

IMPLANTATION ET EFFECTIFS DE LA DÉFENSE

CARTE N°1

Nombre d'agents du ministère
des armées au 31/12/2015

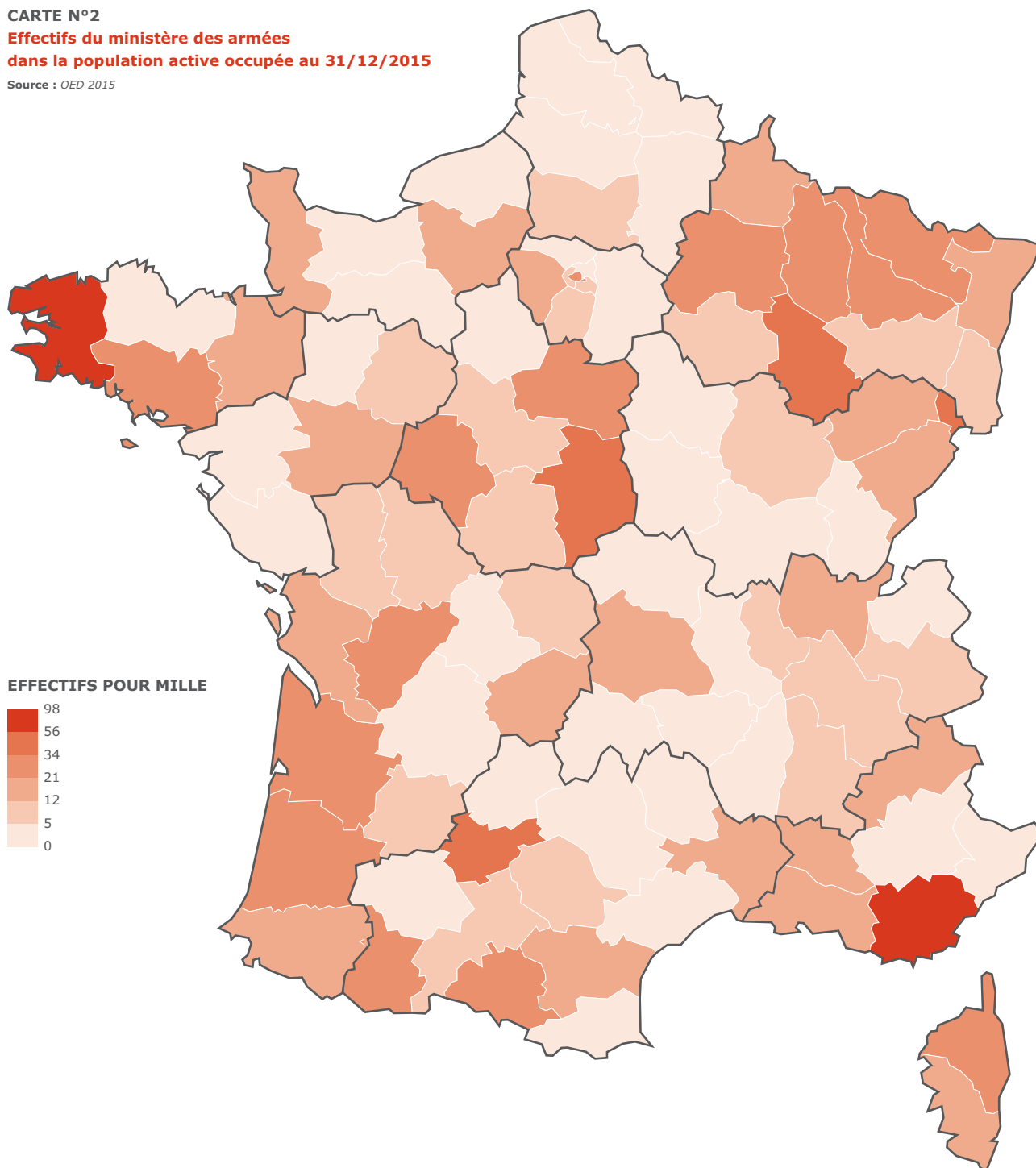
Source : OED 2015



CARTE N°2

Effectifs du ministère des armées dans la population active occupée au 31/12/2015

Source : OED 2015



L'implantation des unités militaires est très variable selon les départements et apparaît fortement concentrée sur certains d'entre eux (Carte n°1). Toutefois, la carte n°2 décrivant la part effective des armées dans la population active occupée montre combien le ministère participe au dynamisme des territoires. Pour mémoire, au plan national, la part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 13,9‰.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

En tant qu'employeur, le ministère des armées verse 8,16 milliards d'euros de masse salariale.

Il est par ailleurs le 1^{er} investisseur de l'État et contribue au développement et à la croissance de notre économie. Avec près de 14 milliards d'euros dont 4,3 milliards investis dans les domaines hors armement (informatique, santé, infrastructure, moyens généraux...), il offre aux entreprises, notamment aux PME et ETI, de nombreuses opportunités sur l'ensemble du territoire, dans un esprit de relation fournisseur responsable. Le ministère soutient au quotidien l'effort d'innovation et les entreprises innovantes afin de rechercher les meilleurs équipements et le meilleur service de soutien aux forces et aux combattants.

UN NOUVEAU DISPOSITIF TRANSVERSE AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL

Les 13 délégués régionaux (DR) ci-contre sont en fonction auprès des préfets de régions, au sein des secrétariats généraux aux affaires régionales (SGAR). Civils ou militaires, ils disposent d'une connaissance approfondie des territoires et de leurs acteurs, qu'il s'agisse des services de l'État, des élus ou des représentants du monde économique et social. Ils assurent des missions d'expertise au profit des préfets de régions et de départements pour des sujets concernant la défense, hors emploi opérationnel des forces et armement.

Ces DR jouent également un rôle significatif dans la politique de soutien aux entreprises mise en œuvre dans le cadre du «Pacte Défense PME», notamment pour faciliter l'accès des PME aux marchés du ministère des armées en lien avec la mission achats (SGA/MA).

Avec la DGA, la DAR anime les pôles régionaux à l'économie de Défense (PRED). Acteur impliqué dans le renforcement du lien Armées-Nation, elle apporte son soutien territorial à l'implantation des centres du Service militaire volontaire (SMV) ainsi qu'à la politique de recrutement des réservistes. Plus généralement, elle s'emploie à faciliter les relations entre les acteurs locaux de la Défense et les PME en région. Dans tous les domaines, les DR doivent s'adapter aux attentes et aux besoins constatés localement. Ils doivent donc faire preuve d'agilité et recourir à des méthodes et pratiques innovantes.

Les plaquettes régionales qui suivent donnent de nombreux exemples d'actions réalisées dans ce cadre dans les 13 régions de la Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

UNE AIDE À LA REVITALISATION DES TERRITOIRES QUI SE POURSUIT

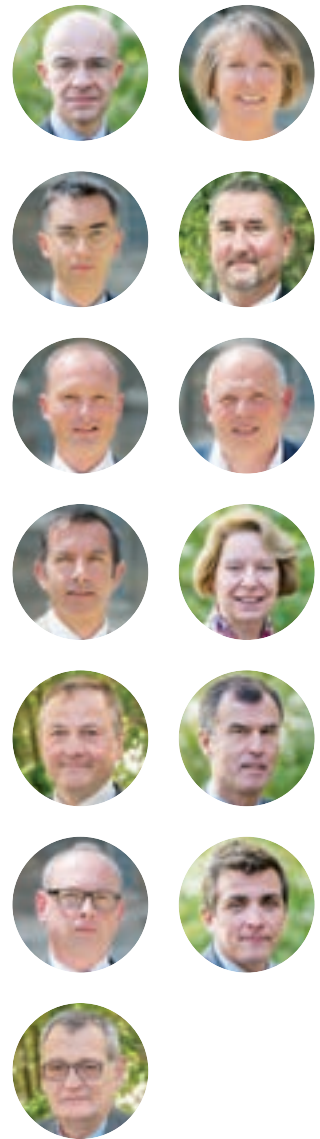
La DAR poursuit sa mission d'accompagnement des territoires concernés par les restructurations de Défense. Elle concourt à la préparation, au suivi et à l'accompagnement des décisions de restructuration des organismes du ministère des armées, en coordination étroite avec l'état-major des armées. En lien avec la Mission d'accompagnement des réorganisations (MAR) et la Mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI), elle s'assure de la prise en compte globale des problématiques concernant les sites restructurés. La décision ministérielle pour l'année 2018 a été signée par la ministre le 26 juillet 2017.

Dans l'exercice de ses missions «historiques», la DAR représente la ministre des armées dans les instances présidées par les préfets et associant les collectivités territoriales, les acteurs économiques locaux (entreprises, y compris les PME) et les services de l'État. Elle a en particulier pour interlocuteur privilégié le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), service du Premier ministre à vocation interministérielle, qui conduit des politiques contractuelles pour lutter contre les inégalités territoriales et préside les comités techniques interministériels (3 en 2017) dédiés aux contrats de restructuration de défense, avec la DAR.

La DAR suit plus de 60 contrats sur l'ensemble du territoire dont 28 toujours en cours en 2017. Les autres ne peuvent plus faire l'objet d'avenant mais continuent à produire des réalisations et générer des paiements. Le délégué à l'accompagnement régional est amené à se rendre aux plus importantes réunions des comités de pilotage sous la présidence des préfets de départements (proposition d'avenant ou clôture par exemple). À raison d'un déplacement en moyenne par semaine, il a ainsi effectué en voiture ou train plus de 15 000 km en 2017.

Les délégués régionaux initient, accompagnent et encouragent toutes les initiatives permettant un rebond économique durable des collectivités, avec le souci d'une réutilisation efficace des emprises de la Défense libérées et avec l'objectif constant de trouver des débouchés. S'il n'existe pas de délégués implantés outremer, les dossiers de ces territoires sont néanmoins suivis, en lien avec la DGOM (direction générale des outre-mer) et le CGET (commissariat général à l'égalité des territoires), par le délégué également chargé de la région Île-de-France.

Ils apportent une expertise générale de l'économie locale et participent à la préparation, la mise en œuvre et au suivi d'exécution des Contrats de Redynamisation de Sites de Défense (CRSD). À ce titre, la DAR instruit les demandes de subvention au Fonds pour les Restructurations de Défense (FRED) des collectivités territoriales et des entreprises et oriente les petites et moyennes entreprises vers les services concernés du ministère.



À la mémoire d'André
Pietrucci, délégué régional
Champagne-Ardenne,
décédé le 20 février 2018.
Ce premier rapport annuel
lui est dédié.

CI-DESSUS

Bertrand Droguet
Françoise Bros-jacquot
Benoît Fredefon
François Piquet
Matthieu Mainette
Didier Pilard
Florent Galko
Sylvie Coudert
Éric Padiou
Pierre Ricard
Olivier Félix
Benoît Pichard
André Pietrucci

© DR - SGA/COM



ZOOM SUR LES PME

Champs : entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015.

	2015
Paielements directs aux PME (M€)	1 356,9
Nombre de PME	22 040

Ces données générales sont reprises et détaillées par région dans chacune des treize plaquettes qui présentent l'activité de la DAR en 2017. Elles caractérisent l'empreinte de la défense.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

470 M€ ont été prévus au titre des lois de programmation militaire 2009-2014 et 2014-2019 pour l'accompagnement économique des restructurations de défense. Sur cette période, la part du ministère des armées au travers du fonds pour les restructurations de défense (FRED) est de 322 M€.

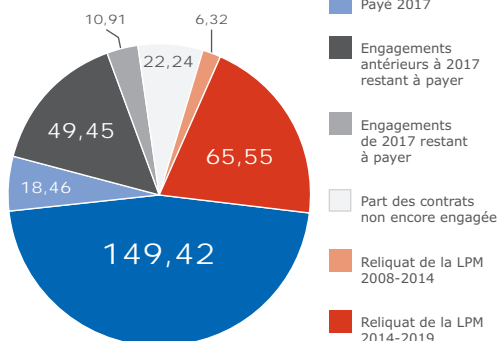
Le premier graphique présente les crédits alloués au FRED depuis 2007. Il fait apparaître les paiements effectués, le montant des engagements qui se concrétiseront dans les années à venir ainsi que la part non utilisée des dotations inscrites en LPM.

Le second présente l'utilisation des crédits qui se répartissent entre l'accompagnement d'opérations d'infrastructures des collectivités, l'aide directe aux entreprises que ce soit pour la création d'emploi ou des investissements et des actions diverses de soutien à l'économie.

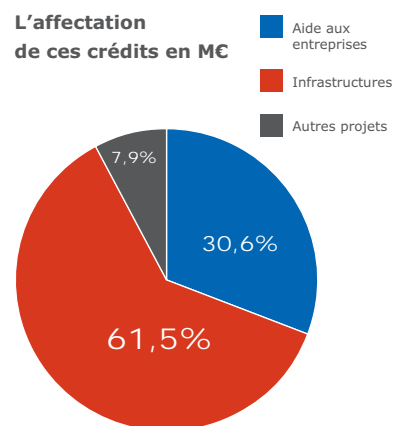
Sur **322 M€** de dotation, **250 M€** de crédits sont fléchés. **67 contrats locaux (CPER, CRSD, PLR...)** portent **202 M€**. Le solde (**48 M€**) correspond à des actions ponctuelles ou indirectes, principalement en faveur des entreprises.

Pour l'ensemble de ces actions, **228 M€** ont été engagés depuis 2008 dont **168 M€** déjà payés pour subventionner des opérations réalisées.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



TÉMOIGNAGES

JEAN-PIERRE BOSSER

Général, chef d'état-major de l'armée de Terre

Depuis 2015, l'armée de Terre a connu plusieurs ruptures : la première est celle d'un engagement massif sur le territoire national, pour faire face à une menace terroriste avérée ; la deuxième est celle de l'adoption d'un nouveau modèle, «Au Contact», qui organise l'armée de Terre en 12 commandements de niveau divisionnaire ; la troisième est celle d'une remontée en puissance, avec la recréation de 33 unités élémentaires et de 2 régiments.

Ces ruptures, outre leurs impacts physiques, ont nécessité une adaptation intellectuelle et culturelle. On ne reconstruit pas comme on a déconstruit : il y faut de la volonté, de l'intelligence et de l'innovation. Dans cette entreprise, l'armée de Terre a pu s'appuyer sur la Délégation à l'accompagnement régional. En particulier, le réseau des délégués régionaux a joué un rôle important auprès de tous les acteurs, civils ou militaires, concernés par ces restructurations.

Nous entrons aujourd'hui dans une période nouvelle. La prochaine loi de programmation militaire inscrira dans la durée la remontée en puissance de notre outil militaire. L'armée de Terre, acteur majeur des territoires, s'inscrit avec détermination dans cette dynamique, propice aux bâtisseurs. Pour réussir cette transition, elle sait pouvoir compter sur le soutien de la Délégation à l'accompagnement régional, dans un esprit de transparence et de confiance.



© M. Fanel - Armée de Terre

MARYLINE GYGAX GENERO

Médecin général inspecteur, directrice centrale du service de santé des armées

Depuis dix ans, le service de santé des armées (SSA) a entrepris la restructuration de l'ensemble de ses cinq composantes. Après la formation, la recherche biomédicale de défense et le ravitaillement sanitaire, l'effort du modèle SSA 2020 se porte désormais sur les hôpitaux militaires et la médecine des forces. A ce titre, la délégation à l'accompagnement régional (DAR), au travers de ses conseillers régionaux, est un interlocuteur indispensable à l'accompagnement de la valorisation de la restructuration. En effet, cet accompagnement permet aux responsables de terrain du SSA de potentialiser l'acceptabilité de la nécessaire adaptation de son organisation avec les acteurs locaux des territoires.

Enfin, sa connaissance fine des PME permet de faciliter les relations et d'orienter les savoir-faire industriels vers les besoins du SSA.

Cette précieuse synergie concourt à permettre au SSA de garantir aux forces armées le soutien médical dont il a la mission. Ce challenge est possible grâce à la faculté d'anticipation du Service dans les techniques innovantes en santé.



© Cdr E. Chetel

PHILIPPE PONTIES

Général, directeur du service national et de la jeunesse

La délégation à l'accompagnement régional est un acteur clé de l'action engagée en région par la direction du service national et de la jeunesse en liaison avec les officiers généraux de zone de défense pour structurer son réseau et améliorer la visibilité de son action auprès de nos concitoyens. La très bonne connaissance des acteurs du monde économique privé par la DAR est en outre un atout précieux pour la montée en puissance du service militaire volontaire et l'organisation des prochaines rencontres régionales «jeunesse et défense au cœur des territoires», destinées à valoriser l'action du ministère des armées en faveur de la jeunesse et rappeler l'empreinte humaine, économique, industrielle de la défense en région. Par sa proximité naturelle avec les services déconcentrés de l'État, la DAR joue enfin un rôle croissant et structurant dans la déclinaison de partenariats avec les directions régionales de la DSNJ pour la mise en œuvre de politiques publiques.



© ECPAD



SUITE AU VERSO ●●●→

PATRICK DESTREMAU

Général, sous-chef d'état major «performance» de l'état-major des armées

La délégation à l'accompagnement régional et la sous-chefferie performance de l'état-major des armées contribuent à leur niveau à la consolidation des relations entre le ministère des armées et les interlocuteurs locaux. Dans ce cadre le conseil au commandement territorial apporté par les délégués régionaux aux officiers généraux de zone de défense et de sécurité est nécessaire et utile. Ces interactions fluidifient la circulation de l'information et facilitent la mise en relation des acteurs du monde des armées avec leurs partenaires des régions.



© W. Coller - EMA

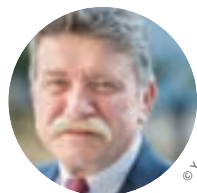
MICHEL LALANDE

Préfet de la région des Hauts-de-France

L'action au sein du SGAR de la déléguée pour les Hauts-de-France à la délégation à l'accompagnement régional de la défense est essentielle à deux titres.

Le premier concerne la mise en œuvre des mesures de compensation au bénéfice des territoires qui ont été impactés par les restructurations du ministère de la défense, et pour lesquels l'armée constituait le plus souvent le principal moteur de développement économique. L'action de la délégation est déterminante en lien avec les sous-préfets d'arrondissement et les préfets de département pour articuler les actions de compensation dans le cadre de contrats de développement qui répondent au besoin des territoires concernés et leur ouvrent des perspectives de développement durable.

Le second concerne le travail en mode projet que la déléguée régionale anime avec les chargés de mission du SGAR pour mettre en lien le ministère des armées avec les services de l'État en région sur des politiques publiques prioritaires telles que la cohésion sociale ou le développement économique (sous l'angle de l'intelligence économique notamment) ou bien encore sur la politique des achats en lien avec la plateforme régionale des achats du SGAR.



© Y. Maheir - MJD/COM

JEAN BOUVEROT

Chef de la mission achats au ministère des armées

La part importante des achats du ministère des armées auprès des petites et moyennes entreprises (PME), la nécessaire prise en compte de l'empreinte territoriale et l'augmentation du volume des marchés intégrant une solution innovante nécessitent de renforcer l'action de sourcing des acheteurs. Les délégués à l'accompagnement régional viennent naturellement en soutien des acheteurs. L'année 2017 a donc été marquée par le développement d'une bonne collaboration entre la fonction achats et la DAR. Les délégués ont une connaissance du territoire et de ses acteurs que les acheteurs n'ont pas. En revanche, ils ont nécessairement besoin des acheteurs pour répondre aux interrogations des acteurs institutionnels sur l'achat local.



© DR

Par ailleurs, les préfets de région ont mis en place des Plateformes Régionales Achats (PFRA) destinées à réaliser l'achat de l'administration civile déconcentrée. Leur interlocuteur est le délégué régional qui peut coordonner les actions ministérielles et assurer une bonne fluidité de l'ambition locale de l'État. Il serait quand même peu compréhensible que le ministère des armées organise une rencontre locale avec des PME qu'une PFRA reproduirait quelques mois plus tard, avec les mêmes acteurs !

Le délégué est ainsi précieux pour l'achat en soutenant l'action de sourcing direct local. La coopération entre les acheteurs et la DAR a également été fructueuse sur d'autres sujets comme l'accès au label des Relations fournisseurs et de l'Achat Responsable (ISO 20400) ou la définition d'une première politique d'achat local qui peut conduire à renforcer encore les coopérations locales.

Nul doute qu'avec une telle préparation en 2017, l'année 2018 soit celle de la coopération efficace au bénéfice de tous les acteurs !

DAR CENTRALE

TÉMOIGNAGES



DAR 2017

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née de la fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes, la région Auvergne-Rhône-Alpes, qui comporte douze départements, est la deuxième région française la plus peuplée. Elle est marquée par une forte proportion de territoires montagneux sur trois massifs (le Massif central, les Alpes, le Jura), un large réseau de villes et enfin des zones rurales très peu denses.

L'espace est caractérisé par plusieurs continuum d'agglomérations et de communes à forte densité. À l'Ouest, le pôle métropolitain Vichy - Clermont-Ferrand se structure et conforte sa place de métropole d'équilibre. Les concentrations urbaines sont très marquées dans les bassins lyonnais et stéphanois et le long des grands axes de communication. Le couloir alpin, le «genevois français», l'aire clermontoise et la basse vallée du Rhône constituent aussi des zones d'urbanisation denses. Les petites entreprises (micro et PME) sont un peu plus présentes dans la région qu'au niveau national. La région présente un paysage industriel varié.

Son industrie conserve des positions solides dans la métallurgie, le caoutchouc, la chimie, l'aéronautique, la pharmacie. Auvergne-Rhône-Alpes se caractérise par la grande diversité de ses productions agricoles, même si l'élevage reste prépondérant et occupe la majorité des terres.



LES CHIFFRES-CLÉS

- 70 000 km² (dont 70% zone de montagne) ;
- 7,8 millions d'habitants ;
- 12,4% du PIB national ;
- 11 pôles de compétitivité.

Source : SGAR ARA

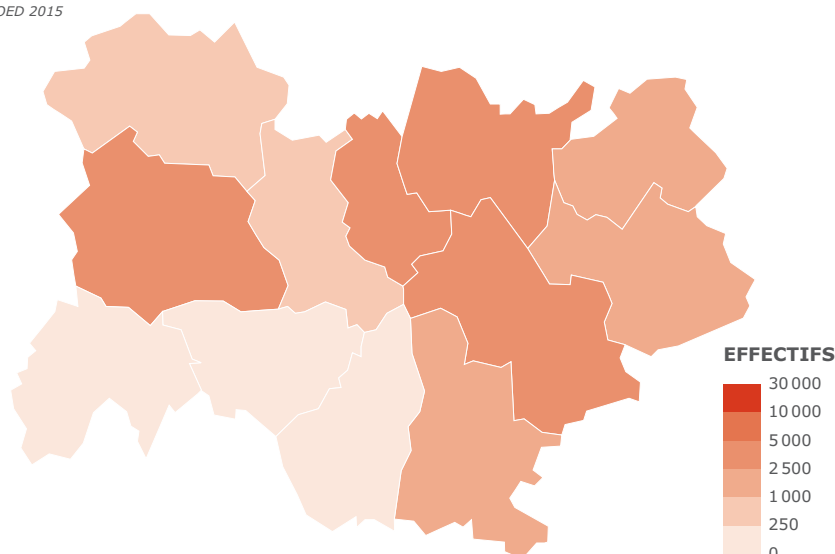


LA DÉFENSE EN RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Tir mistral au 93^e RAM de Varcès.

© MINDEF

Défilé des troupes à pied :

1^{er} Régiment de Spahis.

© R. Senoussi - DICOD

École du Service de santé

des armées de Lyon Bron

© D. Viola - DICOD



Environ 19 000 personnels sont présents en Auvergne-Rhône-Alpes soutenus par cinq bases de défense.

Dans les départements alpins sont implantés le 27^e bataillon de chasseurs alpins (BCA) à Annecy-Cran-Gevrier, l'école militaire de haute montagne à Chamonix, le 13^e BCA de Chambéry-Barby et le 7^e BCA, le 93^e régiment d'artillerie de montagne et l'état-major de la 27^e brigade d'infanterie de montagne à Varcès.

À l'Ouest, le 28^e régiment de transmission à Issoire, le 92^e régiment d'infanterie et l'état-major de la 3^e Brigade légère blindée constituent, avec la 13^e base de soutien du matériel à Clermont-Ferrand et son détachement de Moulins, la présence militaire auvergnate.

L'Ain accueille le 68^e régiment d'artillerie d'Afrique, le régiment médical et le centre d'instruction élémentaire de conduite à la Valbonne et, à Ambérieu-en-Bugey, la base aérienne 278 et l'atelier industriel de l'aéronautique. Dans la Drôme, sont stationnés le 1^{er} régiment de Spahis à Valence, le groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de terre à Chabeuil et dans la Loire les établissements du commissariat des armées.

De nombreux services interarmées, dont l'hôpital d'instruction des armées Desgenettes, sont implantés dans le Rhône, siège de l'état-major de la région terre Sud-Est, du 7^e régiment du matériel et de la base aérienne 942 Mont-Verdun.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la région Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à presque 600 M€ soit 7% de la masse salariale de la totalité du ministère. En 2015, les paiements directs aux PME se sont élevés à 124 M€ pour 2524 entreprises bénéficiaires.

Les revenus liés à la défense (masse salariale, commande publique, pensions, transferts sociaux, ...) représentent 2,4 milliards d'euros, soit 6,2% du total national.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	595,2
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	7,6
Paiements directs aux PME (M€)	124
Nombre de PME	2 524

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



DE GAUCHE À DROITE
**Établissement de logistique
du commissariat des armées
de Portes-lès-Valence.**

© ELoCA

SMV à Ambérieu.

© C. Artigues - Armée de l'Air

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Au près de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

La stratégie de l'État pour les années 2016-2017 en région Auvergne-Rhône-Alpes visait à développer des approches interministérielles adaptées, en donnant du sens et de la cohérence à cette nouvelle région, et en favorisant les synergies et les complémentarités. Les actions de la déléguée à l'accompagnement régional de la défense en région s'inscrivent dans cette stratégie.

ENCOURAGER LES ACTIONS PARTENARIALES DANS LE DOMAINE DES ACHATS

La création de la direction des achats de l'État a renforcé le rôle des préfets de région. Sous leur autorité, une capacité de pilotage et de mutualisation via les plates-formes régionales achats (PFRA), a été constituée au sein des SGAR.

Promouvoir des actions concertées en région avec la plate-forme achats-finances du Centre-Est (PFAF CE) et l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) permet, grâce à une connaissance mutuelle des organisations, des échanges de bonnes pratiques. La participation du ministère des armées aux côtés des autres acheteurs publics lors des rencontres régionales achats est très appréciée des entreprises.

ASSURER UN ACCUEIL DE PROXIMITÉ POUR LES PME

Dans le cadre du Pacte Défense PME, l'animation du pôle régional à l'économie de défense (PRED) en binôme avec la correspondante de la DGA en DIRECCTE permet d'assurer un point de contact et une mise en relation avec des acheteurs, mais également d'orienter les entreprises en recherche de personnels qualifiés vers l'agence de reconversion de la défense (ARD).

Une coordination s'instaure également avec les correspondants régionaux réserves défense (CRED) afin de permettre une mise en relation avec des entreprises non seulement sensibles aux questions de défense mais également soucieuses de contribuer au lien Armées-Nation.

FAVORISER LES ÉCHANGES D'INFORMATION SUR LE FONCIER PUBLIC

Le préfet de région s'appuie sur la conférence régionale de l'immobilier public (CRIP) pour impulser, favoriser et coordonner la mise en œuvre de la politique immobilière de l'État dans chaque région.

La déléguée régionale relaie alors ces informations aux différents services du ministère intéressés (ComBdD, DPMA, SID, ...).

MOBILISER LES ADMINISTRATIONS CIVILES

Lorsque des thématiques nécessitent un investissement particulier des services de l'État en région et des collectivités territoriales, la mise en relation au bon niveau de responsabilité est un atout pour la réussite des projets. Grâce à sa bonne connaissance de l'organisation territoriale, la déléguée peut être saisie à tout moment comme, par exemple, lors de la mise en place d'un centre de service militaire volontaire ou pour recruter des correspondants défense dans les quartiers «politique de la ville» (QPV).



© DR - SGA/COM

Françoise BROS-JACQUOT
Déléguée régionale

Attachée hors classe, elle a occupé plusieurs postes au sein du ministère des armées en lien avec les services déconcentrés de l'État et participé à la réorganisation des services régionaux et départementaux. Elle est déléguée régionale en Auvergne Rhône-Alpes depuis mai 2014.



© DR

Christian JUMEL
Réserviste

Ancien ingénieur en chef des études et techniques d'armement, il a collaboré à la DATAR et tenu le poste de délégué régional aux restructurations de défense en Rhône-Alpes et Auvergne. Il est chargé de mission à temps partiel auprès de la DAR.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Ardèche.

Clermont-Ferrand.

Lyon.

© AdobeStock

Mont Blanc.

© DR - DAR ARA



CI-DESSUS

Cuisine centrale de la Ville de Lyon.

© M. Chaulet

Construction de la ZAC des Alpins.

© B. Aubailly - SAS73

Ecocentre de Varennes-sur-Allier.

© SPL277

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

9,69 M€ dont part contrats locaux : **8,32 M€**

Part commission nationale : **1,37 M€**

Les engagements à venir proviennent du contrat de Varennes-sur-Allier. Avec celui de Bourg-Saint-Maurice, ces contrats représentent l'essentiel des crédits du FRED sur la région (79% du total). Le paiement 2017 correspond au tiers de ces contrats.

LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) DU RHÔNE

Ce PLR a été signé le 7 décembre 2011 pour une durée de trois ans après les fermetures de l'établissement spécialisé du commissariat de l'armée de terre à Rillieux-la-Pape et du détachement du 7^e régiment du matériel à Saint-Priest.

Doté de 14,5 M€, dont 1 M€ de crédits État (1/3 de fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) et 2/3 de fonds pour les restructurations de la Défense (FRED), il avait pour objectif de favoriser le retour à l'emploi des publics fragilisés.

Sur le site de Rillieux-la-Pape, la ville de Lyon a créé sa cuisine centrale de restauration scolaire pour un peu plus de 9 M€ (35 000 repas par jour préparés par 75 personnes). La pépinière d'entreprises Cap Nord a accueilli près de 100 entreprises (300 emplois créés en 10 ans). Elle informe et conseille plus de 200 porteurs de projets chaque année.

Les objectifs du PLR ont été atteints en trois ans grâce à l'action commune de l'État, des collectivités locales et des chambres consulaires.

LE CONTRAT DE REDYNAMISATION DE SITE DE DEFENSE (CRSD) DE BOURG SAINT MAURICE

Le 7^e bataillon de chasseurs alpins implanté à Bourg-Saint-Maurice (Savoie) a rejoint en novembre 2012 la commune de Varcis (Isère). Le CRSD a été signé le 20 février 2012, pour une durée de trois ans, sur le périmètre des cantons de Bourg-Saint-Maurice et d'Aime avec pour objectifs de réhabiliter le site et d'aider à la création de 600 emplois.

Conclu à hauteur de 39,5 M€ dont 6 M€ de crédits État (4 M€ du FRED, 2 M€ du FNADT), ce contrat est complété par 3,6 M€ de crédits de droit commun relevant des différents dispositifs de l'État. Après une prolongation de 2 ans, il est arrivé à échéance le 19 février 2017 alors que 12 actions sont encore en cours de réalisation. L'emprise, d'une valeur de 13,5 M€, a fait l'objet d'une cession à l'euro symbolique à la commune de Bourg-Saint-Maurice.

La bibliothèque/médiathèque «Maison d'Emilien» de Séez, ouverte depuis le 13 juin 2015, constitue un véritable outil de dynamisation du fond de vallée.

Le développement de l'offre foncière pour les entreprises témoigne de la volonté de pallier la pénurie de foncier à vocation économique du territoire. Sur la durée du contrat, le fonds pour les restructurations de la défense (FRED) a accompagné directement la création de 134 emplois en CDI.

LE CRSD DE VARENNES-SUR-ALLIER

La dissolution du détachement air (DA) 277, effective au 31 août 2015, a donné lieu à la signature, le 22 avril 2016, d'un CRSD pour un montant de 17,6 M€ dont 5,5 M€ de crédits État (3,6 M€ du FRED et 1,9 M€ du FNADT).

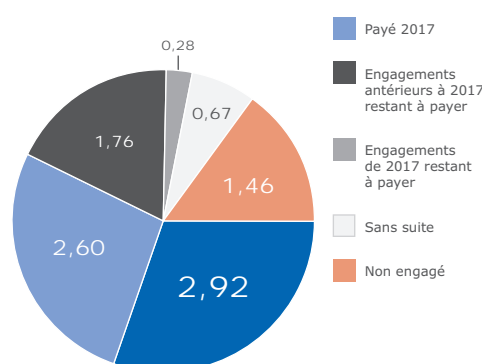
Signé pour une durée de 4 ans, avec pour objectifs la reconversion du site du DA et la création d'au moins 350 emplois directs, il arrivera à échéance le 22 avril 2020.

La mobilisation d'aides directes aux entreprises pour la création d'emplois pérennes, accordées au titre du FRED, a permis la création de 85 emplois sur les 135 programmés à ce jour.

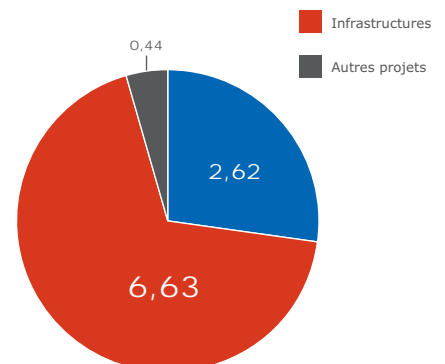
La réhabilitation du site, dénommé «Eco Centre», est engagée au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles entreprises (17 sont installées et emploient 72 personnes).

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES TÉMOIGNAGES

ROGER LITAUDON

Maire de Varennes-sur-Allier, président de la communauté de communes entr'Allier, Besbre et Loire, Président de la SPL 277

Au moment de la fermeture du DA277 sur notre commune de Varennes-sur-Allier, la mairie et la communauté de communes ont été confrontées à une alternative simple : accompagner l'agonie de notre territoire ou relever le défi d'une redynamisation réussie.

C'est évidemment la seconde voie qui a été choisie, avec un contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) très ambitieux visant sur 5 ans à réinvestir le site avec des activités qui conduiraient à des recrutements supérieurs aux départs constatés, soit 350 emplois.

Nous n'avions que notre détermination et la certitude d'être en capacité de réussir ce challenge vital pour notre devenir.

Fort heureusement, le soutien inconditionnel depuis deux ans de Madame Françoise Bros-Jacquot, déléguée régionale Auvergne-Rhône-Alpes de la délégation à l'accompagnement régional de la défense (DAR), assistée de M. Christian Jumel, réserviste, nous a permis de comprendre un peu mieux les arcanes de l'administration, d'ouvrir les portes indispensables à la concrétisation des actions prévues, de traduire en termes compréhensibles par nos interlocuteurs nos diverses demandes.

L'accès aux bons services de l'État, à l'interlocuteur militaire idoine en fonction du sujet ou les structures à solliciter pour obtenir des aides logistiques ou financières sont quelques-uns des sujets sur lesquels l'accompagnement de la DAR a été précieux, voire déterminant.

La relation de confiance forte qui s'est instaurée permet de travailler dans la sérénité, avec une grande efficacité et en optimisant les enveloppes financières dédiées à ce projet global, ce qui a déjà entraîné de nombreuses réussites d'implantations et nous permet d'être en avance sur notre plan de marche.

Nous ne doutons pas que la poursuite de ce chemin commun avec la même détermination et le même état d'esprit conduiront à terme à atteindre, voire dépasser nos ambitions initiales et nous remercions très sincèrement les deux acteurs mis à notre disposition par la DAR pour leur engagement permanent à nos côtés.

CHRISTIAN BARDOT

Ancien Commissaire en chef des armées et membre de la Commission défense de la commune d'Annoisin-Chatelans (38)

En tant que réserviste opérationnel, ancien militaire d'active et membre de la Commission défense de ma commune dans l'Isère, je participe depuis 2015 à l'organisation d'un Forum citoyen annuel, au départ inspiré des Journées nationales de la réserve (JNR).

Le but est un renforcement de l'esprit citoyen par la mise en valeur du «lien Armées-Nation», du «parcours de citoyenneté», de «l'engagement citoyen» en proposant de multiples possibilités, qu'elles revêtent des formes militaires ou civiles, ces dernières étant peut-être moins connues. La priorité était donnée à la Jeunesse, notamment à ceux en recherche d'orientation.

En 2017, j'ai naturellement fait appel à Madame Françoise Bros-Jacquot, Déléguée à l'accompagnement régional de la défense pour la région Auvergne-Rhône-Alpes afin de faire participer des entreprises, partenaires de la défense, à cette manifestation. Non pas pour proposer des emplois, mais pour illustrer concrètement le lien Armées-Nation. Sa réponse a été très favorable.

C'est ainsi que deux entreprises locales et partenaires de la défense DECOMATIC SA et BYBLOS Group sont venues aux côtés de la vingtaine d'exposants présents (autres entreprises civiles, institutions publiques ou militaires, associations dont la Société des membres de la Légion d'Honneur). Plus précisément, les thèmes liés à la Garde Nationale, la réserve civique, le service civique et le service militaire volontaire ont été développés.



SUITE AU VERSO ●●●→



L'apogée de ce Forum a été sa table ronde initiée par le brillant et érudit exposé de M. Armand Bonnamy, Délégué Général du Souvenir Français pour l'Isère, sur le thème des valeurs républicaines. Mais sans doute le plus percutant ont été les témoignages de trois jeunes salariés d'entreprises (dont Byblos Group) et réservistes, manifestement épanouis et heureux de l'être ainsi que le témoignage de M. Lemahieu, Secrétaire général de DECOMATIC SA.

PHILIPPE CHATAGNE

Capitaine, correspondant réserve entreprise défense (CRED) pour la région Auvergne-Rhône-Alpes

CRED auprès de la Garde Nationale, j'avais comme objectif en 2017 l'augmentation des signatures de partenariats défense avec les entreprises et les institutionnels de la région. Afin de diffuser massivement les informations sur le dispositif ministériel, il a fallu organiser, en marge des manifestations patriotiques, des événements dédiés au partenariat réserve entreprise défense.

En parfaite coordination avec la déléguée régionale de la DAR, j'ai participé à l'organisation de diverses manifestations sur le territoire, notamment, un forum citoyen qui s'est tenu dans le département de l'Isère, une intervention en plénière en convention de la CPME de la Loire et sur la fin de l'année une matinale dédiée à la Garde Nationale au sein du MEDEF Rhône-Alpes. La matinale du MEDEF fut honorée par la présence du gouverneur militaire de Lyon.

Ces manifestations de sensibilisation ont donné lieu à des parutions dans la presse régionale ayant permis un rayonnement de nos actions.

Plusieurs conventions ont été signées ayant pour certaines un impact national (URSSAF, MEDEF, GROUPE CASINO etc..).

Seul nous ne pouvons rien et ensemble nous avons pu.

GUY LÉVI

Secrétaire général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes

Secrétaire général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, je suis chargé, sous l'autorité du préfet de région, de coordonner la politique de l'État en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, animer les relations entre l'État et le conseil régional, veiller à la bonne coordination des services de l'État et à la mise en œuvre de la réforme territoriale.

La DAR est parfaitement intégrée à l'équipe du SGAR et son appui aux préfets de département dans la mise en œuvre des contrats de redynamisation des sites de défense a largement fait ses preuves.

Les nouvelles missions confiées courant 2017 à la déléguée à l'accompagnement régional de la défense répondent à un besoin permettant de mieux travailler avec le ministère des armées. Elles sont totalement en phase avec l'évolution de l'organisation du SGAR qui dispose désormais de deux pôles «Animation et coordination des politiques publiques» et «Modernisation et moyens de l'État». D'ores et déjà des projets très divers portant particulièrement sur l'immobilier ou les achats ont pu être évoqués et aboutir à des résultats concrets car les interlocuteurs utiles au sein du ministère des armées en région ou en centrale ont été rapidement identifiés.



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Issue de la fusion en 2016 de la Bourgogne et de la Franche-Comté, cette région comprend huit départements, une population de 2,8 millions d'habitants pour une surface de 48000 km² ce qui en fait une région moyenne (environ 4% de la population comme de l'économie nationales). La fusion s'est faite naturellement, selon la volonté de la majorité des élus des deux régions d'origine. Cet accord politique est un avantage pour sa cohérence territoriale et son développement économique.

L'économie y est fortement structurée par la géographie : trois massifs (Morvan, Jura, Vosges) constituent de vastes espaces tournés vers l'agriculture et sont séparés par quelques grandes vallées structurantes (Loire, Yonne, Saône, Doubs...) où se sont installées historiquement les voies de communication et l'industrie. L'axe principal de développement économique est une bande reliant Belfort à Chalon/Saône et passant notamment par Besançon et Dijon. Il y a également hors de cet axe quelques bassins secondaires mais néanmoins significatifs (Sens, Auxerre, Nevers, Mâcon, Vesoul).

Hormis quelques grandes industries du transport, de la santé ou de l'agroalimentaire, les acteurs économiques sont essentiellement des PME/TPE (85% de l'emploi salarié).



UNE RÉGION MOYENNE ET CONTRASTÉE

- 4% du PIB pour 4% de la population nationale ;
- développement économique et population concentrés sur un axe Rhin-Rhône ;
- vastes espaces agricoles (élevage, vigne, céréales, bois, fromages...) : 4^e rang national ;
- filières d'excellence et innovation (automobile, agroalimentaire, microtechniques, nucléaire) : 4 pôles de compétitivité, R&D au 6^e rang national.

Source : INSEE - Portrait de la Bourgogne Franche-Comté - Avril 2016

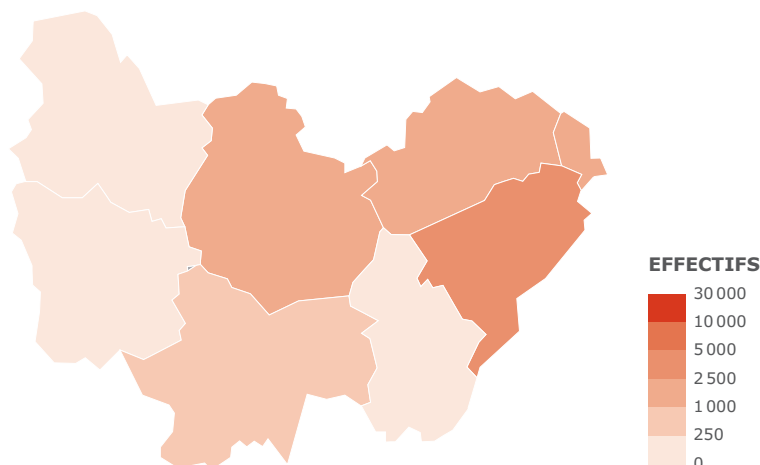


LA DÉFENSE EN RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

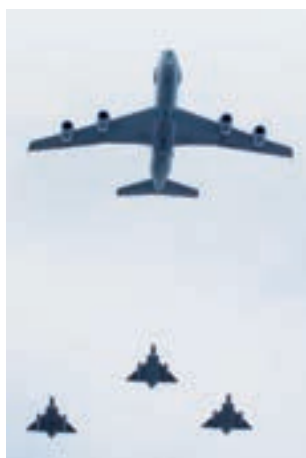
Fantassins embarqués sur VBCI (S4 3^e Cie 35^e RI) de la Task Force Bison du 35^e RI de Belfort.

© JR. Drahi - Armée de Terre

3 Mirages 2000 RDY

de l'EC 01.002 «Cigognes» de la BA 116 de Luxeuil (Haute-Saône) accompagnent un E-3F «Awacs».

© R. Senoussi - DICOD



Le ministère des armées emploie un peu plus de 9 200 personnels (civils et militaires) dans la région Bourgogne-Franche-Comté.

Les formations militaires se concentrent essentiellement au nord-est de la région (ex Franche-Comté) :

- ↳ 2 états-majors (1^{er} division et 7^e brigade blindée à Besançon),
- ↳ 6 régiments (511^e régiment du train à Auxonne, 19^e régiment du génie et 6^e régiment du matériel à Besançon, 13^e régiment du génie à Valdahon, 1^{er} régiment d'artillerie à Bourgoigne et 35^e régiment d'infanterie à Belfort)
- ↳ 1 camp de manœuvre (Valdahon)
- ↳ 1 base aérienne (BA 116 à Luxeuil).

Dans le reste de la région, ne restent que le lycée militaire d'Autun et la base pétrolière interarmées de Chalon/Saône, ainsi que quelques services communs à Dijon (bureau des archives et réserves de l'armée de l'air, centre du service national et de la jeunesse, service qualité de la direction générale pour l'armement...).

Le soutien à ces unités stationnées dans le territoire repose sur 3 bases de défense : Belfort, Luxeuil et Besançon. Cette dernière couvre l'essentiel de l'ex-région Bourgogne. Ces soutiens concernent à la fois les domaines administratifs (financier, médical, ressources humaines...) et techniques (infrastructure, télécommunications, informatique...) avec des détachements au plus proche des unités soutenues.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

L'effectif de 9 200 personnels civils et militaires du ministère des armées pour la Bourgogne-Franche-Comté représente un peu plus d'1% de la population active occupée de la région, ce qui en fait une région faiblement militarisée (la moyenne nationale est de 1,4%).

La masse salariale brute correspondante représente 280,4 M€ qui contribuent à l'économie locale des bassins d'implantation des familles de ces personnels, donc essentiellement en ex-région Franche-Comté.

A contrario, les services du ministère des armées font travailler les entreprises sur toute l'étendue de la région pour la fourniture de biens et de services. En particulier un peu plus de 20 M€ de paiements directs au profit de 834 PME.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	280,4
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	10,7
Paiements directs aux PME (M€)	20,5
Nombre de PME	834

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



DE GAUCHE À DROITE
Installation du nouveau radar TRS 2215 sur l'ancienne BA102 Dijon-Longvic.
© D. Thévenard - USID Besançon
Reconditionnement de VAB de retour d'Opex par Renault Trucks Fourchambault.
© J.C. Erard - DAR BFC

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Au près de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

MCO DES VEHICULES BLINDÉS DE L'ARMÉE DE TERRE

Après la fermeture, en 2014, de la 15^e BSMAT, le site de Fourchambault a été cédé à l'agglomération de Nevers qui en a rétrocédé les bâtiments industriels à Renault Trucks Défense (RTD). Le ministère des armées a subventionné les études réalisées par l'agglomération et les nécessaires investissements de RTD grâce au FRED.

Deux ans après, c'est un triple succès :

- ↳ reclassement intégral des 138 personnels du ministère ;
- ↳ réemploi d'un site atypique (bâtiment de 400 mètres de long) ;
- ↳ revitalisation économique du bassin de Nevers.

RECONVERSION DE LA BA 102

Bien que fermée en 2016, la base aérienne de Dijon abrite encore quelques activités militaires, maintenues voire nouvelles (radar, télécommunications, archives, centre médical, soutien technique local...).

Par ailleurs, la zone-vie de l'ancienne BA102 a été cédée à la gendarmerie qui y a inauguré une école, à l'été 2016, dont la vocation principale est la formation initiale de 750 gendarmes par an. Le ministère de l'intérieur a également décidé d'installer plusieurs autres entités de la gendarmerie (centre régional d'instruction destiné aux gendarmes de la région Bourgogne-Franche-Comté, groupe régional d'investigation cynophile et centre national de formation à la sécurité publique destiné aux gendarmes mais également aux polices municipales).

La cohabitation des différents occupants nécessite de prendre en compte des logiques et des contraintes diverses (séparation des réseaux, mise aux normes aéronautiques civiles, statut juridique des voiries et des tréfonds, servitudes de passage, radioélectriques ou aéronautiques, souci de protection environnementale, proximité d'une zone urbaine dense...).

INNOVATION & TECHNOLOGIE

La DAR a aidé grâce au fonds FRED les projets d'investissement de trois PME du Pôle de performance Nevers Magny-Cours. En appui à la politique de technologies duales, le délégué régional les a mises en relation avec la DGA afin de permettre l'innovation dans le domaine des petits moteurs originellement destinés à l'automobile mais pouvant combler une lacune dans la propulsion des drones sans nécessiter un redéveloppement long et coûteux.

Certaines PME du Pôle des Microtechniques de Besançon souhaitent s'ouvrir à l'aéronautique. Le délégué régional leur a fait partager son expérience acquise dans la région voisine de Lorraine pour créer, fin 2016, le cluster «Aéro µTech».

Le délégué régional, compte tenu de son expertise passée dans les dispositifs médicaux, suit tout particulièrement les innovations dans le domaine de la santé. Il a participé à l'organisation d'une rencontre de la DCSSA avec les PME et a accompagné le lancement en 2016 du pôle «Business for Care» qui regroupe des industriels, des laboratoires pharmaceutiques, mais également de l'ingénierie spécialisée dans la santé, et en particulier la santé connectée, concept qui peut révolutionner les interventions médicales en Opex.



Éric PADIEU
Délégué régional

Après une carrière d'ingénieur militaire dans l'aéronautique et à l'international, il a dirigé le centre d'études et de recherche pour l'appareillage des handicapés. Il a été de 2008 à 2014 délégué régional aux restructurations en Lorraine et Alsace. Il est désormais, depuis 2015, délégué à l'accompagnement régional en Bourgogne Franche-Comté.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Ville d'Autun.

Château de Joux dans le Haut-Doux.

Récolte du Pinot Noir.

Hospice de Beaune.

© AdobeStock



CI-DESSUS

Hausse du trafic international d'aviation d'affaire à l'aéroport Dijon-Bourgogne.

© EDEIS

Baptême de la première promotion de gendarmes formés à Dijon-Longvic.

© École de gendarmerie de Dijon

LE CONTRAT DE REDYNAMISATION DE SITE DE DÉFENSE (CRSD) DE DIJON

La base aérienne de Dijon-Longvic (BA102) a fermé à l'été 2016, entraînant la suppression de 1 225 emplois directs. À ceux-ci, il convient d'ajouter 50 emplois indirects (fournisseurs, prestataires...) et 365 emplois induits dans le commerce et les services par les familles relevant des emplois précités. Cette situation a amené l'État et les collectivités locales à signer, le 13 novembre 2015, et pour une durée de quatre ans, un contrat de redynamisation du site de défense (CRSD), d'un montant total de 33 M€, doté par l'État de 6 M€ ; soit 4 M€ de fonds de restructuration de la défense (FRED) et 2 M€ de fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT).

Il comporte trois axes :

- ↳ la transformation de la partie aéronautique de la base militaire en aérodrome civil à vocation de développement économique (aviation générale et aviation d'affaires) ;
- ↳ la création de la cité internationale du vin et de la gastronomie (CIVG) sur l'ancien site de l'hôpital général de Dijon ;
- ↳ l'accompagnement des créations d'activité par les PME du périmètre dijonnais, par abondement à un fonds participatif animé par l'agence de développement de Dijon-Métropole.

Fin 2017, le bilan est largement positif : installation de 14 entreprises en zone aéroportuaire, soit plus de 100 emplois, activité de l'aviation d'affaire et de l'aviation générale en hausse. Avec le fonds d'accompagnement DevEmploi c'est ainsi un bilan provisoire de plus de 230 emplois créés dans l'agglomération. Le plus gros volume reste à venir avec l'ouverture de la CIVG, qui prévoit la création de 800 emplois directs et 1 600 emplois induits pour la filière touristique régionale.

En outre, hors CRSD, la zone-vie de l'ancienne BA102 a été cédée à la gendarmerie qui y a inauguré une école à l'été 2016, avec pour objectif la formation de 750 gendarmes par an. Profitant des opportunités offertes par le site, le ministère de l'intérieur a décidé d'y créer d'autres entités de la gendarmerie (centre régional d'instruction, formation de réservistes opérationnels, etc).

LE CRSD DE LUXEUIL

Le secteur de Luxeuil dépend très largement de l'activité de la base aérienne Luxeuil-St-Sauveur (BA116) qui est le deuxième employeur de la Haute-Saône, après PSA. La transformation de la BA116, avec la suppression en 2014 de son escadron de défense sol-air, représentant 150 emplois directs, est venue s'ajouter à la perte de 600 emplois depuis 2008.

C'est dans ce cadre que l'État et les collectivités locales ont signé, le 12 juillet 2016, un CRSD d'une durée de 4 ans, d'un montant de 13,1 M€ dont 3,8 M€ de l'État (1,2 M€ de FRED, 0,5 M€ de FNADT et 2,1 M€ de dotation d'équipement des territoires ruraux). Le territoire est également classé en zone à finalité régionale (AFR) et en zone de restructuration de défense (ZRD), ce qui permet de subventionner les investissements des PME et de les exonérer de certaines charges.

Trois axes ont été retenus :

- ↳ développement de l'économie présente (tourisme, commerce et artisanat) ;
- ↳ soutien des entreprises du secteur (financement, offre foncière adaptée...) ;
- ↳ diversification de l'offre liée au tourisme thermal et de bien-être.

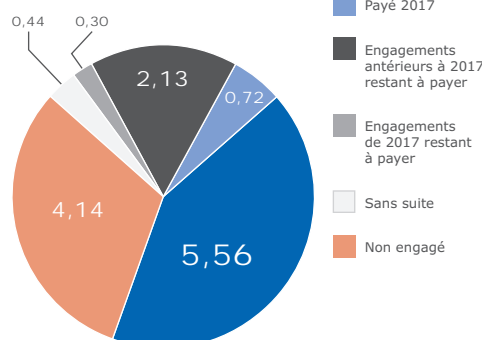
LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

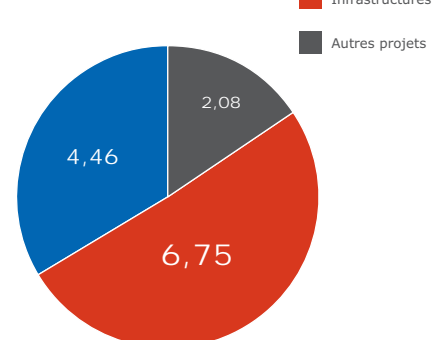
13,29 M€ dont part contrats locaux : **11,42 M€**
Part commission nationale : **1,87 M€**

Les contrats de 2016, Dijon et Luxeuil-les-Bains, sont engagés à hauteur de 21% de leurs crédits. Le contrat de Joigny est réalisé à 85% alors que celui de Château-Chinon, plus ancien, conserve encore 39% de ses crédits.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



BOURGOGNE-FRANCE-COMTÉ

TÉMOIGNAGES

MARTINE ABRAHAMSE-PLEUX

Directrice Générale de l'agence économique régionale Bourgogne Franche-Comté

Le ministère des armées, et notamment son délégué à l'accompagnement régional, Éric Padieu, a su initier des partenariats avec les agences de développement économique avant la fusion des régions. Par exemple dans le domaine de la santé avec l'ex agence ARDIE en Bourgogne, ou dans l'aéronautique avec l'ex ARD en Franche-Comté.

Plus localement, au titre de mes anciennes fonctions à Dijon Métropole nous avons coopéré avec succès pour la création d'emplois suite à la fermeture de la base aérienne 102 en mobilisant des fonds issus du FRED destinés à financer un fonds de prêt croissance notamment.

Gageons qu'avec l'agence économique régionale Bourgogne Franche-Comté, qui a vu le jour le 1^{er} octobre 2017, ces partenariats soient renforcés, voire étendus, en faveur du développement économique local.



OLIVIER KIM

Général, commandant la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté et le groupement de gendarmerie départementale de la Côte d'Or

J'apprécie tout spécialement l'action de la délégation à l'accompagnement régional (DAR) représentée par l'ingénieur en chef Éric Padieu.

Nous avons entretenu d'excellentes relations pour mener à bien la création de l'école de gendarmerie de Dijon. Par ailleurs, profitant du potentiel immobilier existant, j'ai pu créer au quartier Geille deux entités très utiles et rentables :

- le centre régional d'instruction de Dijon (CRI) qui a formé en 2017 plus de 955 gendarmes d'active et 285 réservistes de la région Bourgogne, soit 1 240 formations ;
- le groupe d'investigation cynophile (GIC), qui réunit 7 équipes cynophiles susceptibles d'être projetées dans toute la région Bourgogne.

Grâce à la gendarmerie et à la délégation à l'accompagnement régional, appuyées par la préfecture et les élus locaux, l'ancienne base aérienne 102, prestigieuse par son histoire, ne s'est pas transformée en friche militaire.

BENOÎT DE LA FIOLIE

Chargé de Mission téléphonie mobile à la Communauté de communes «Charny-Orée de Puisaye»

Pour le compte des collectivités territoriales de l'Yonne, je pilote la construction de 28 pylônes zones blanches téléphonie mobile telles que définies par l'arrêté du 8 février 2016. Un des pylônes, celui de Champlevais (89), était de grande hauteur (52 m hors tout). L'avis du ministère de la défense était indispensable. Le rôle de M. Éric Padieu, délégué à l'accompagnement régional de la défense, a été primordial pour nous mettre en relation avec le bon service, à savoir la Section environnement aéronautique de la SDRCAM Nord (à la BA705 de Tours). Grâce à son intervention, le délai d'instruction du permis de construire a été réduit à 4 semaines (au lieu des 5 mois habituels pour des infrastructures de cette taille).

Ainsi, le pylône de Champlevais a été le premier site à être construit en France suite à l'arrêté de 2016 malgré les contraintes administratives. Cela a permis aux 350 habitants de cette commune de profiter pleinement des services des opérateurs mobiles dès septembre 2017.

SUITE AU VERSO ●●●→



JOCELYNE GUÉRIN

Maire de Luzy (Nièvre)

Au printemps 2011, le Conseil Municipal engage la réflexion avec tous les acteurs pour l'avenir d'une superbe bâtisse en plein cœur de Luzy, fermée depuis 4 ans, «verrue» dans la rue principale de Luzy.

En même temps à Luzy toujours, un brillant chef de cuisine porteur d'un projet de restaurant étoilé. Cette réflexion conduit à la conception d'un projet économique, touristique et social d'attractivité, de valorisation de Luzy et du Territoire, et de son image.

Un choix politique porté par la Commune de Luzy : des partenaires tous convaincus, autour de ce projet alliant Public - Privé, Europe (FEDER / FEADER), État, Conseil Régional, Conseil Départemental. Acquisition + travaux = 2,5 millions. Grâce au FNADT, dans le cadre du plan local de redynamisation du bassin d'emploi de Château-Chinon, nous obtenons 82 732 €.

Toujours avec l'aide du ministère de la défense, grâce à au dispositif FRED, Jérôme Raymond, le patron de ce magnifique Hôtel Restaurant du Morvan, obtient 20 K€ pour subventionner 4 créations d'emploi. Engagement qui démontre l'intérêt d'un partenaire fort, au service de la dynamique des territoires ruraux. Juin 2015 : Ouverture des 3 enseignes : Hôtel du Morvan, la Table de Jérôme, le Bistrot du Morvan.



DAR 2017

BRETAGNE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La Bretagne représente un espace situé entre terre et mer, une péninsule à l'extrémité ouest de la France. La capitale régionale est Rennes dont l'agglomération concentre 13% de la population bretonne. La région regroupe 4 départements (Ille-et-Vilaine, Finistère, Morbihan et Côtes-d'Armor). La Bretagne, c'est : 27 208 km² (5% du territoire national) ; 2 730 km de côtes (1/3 du littoral français) ; 800 îles ou îlots ; 3,3 millions d'habitants (5% de la population française).

Avec un taux de chômage depuis plusieurs années inférieur à celui constaté en France métropolitaine (8,2% pour 9,4% au niveau national), l'économie de la région est très dynamique (PIB régional de 89,5 milliards d'euros soit environ 4% du PIB national), articulée principalement autour de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture, de la pêche et du domaine tertiaire des services, notamment la banque et la grande distribution.

Les secteurs industriels en Bretagne :

- ↳ l'agroalimentaire (viande, poissons, lait) ;
- ↳ l'automobile ;
- ↳ la construction et la réparation navale civile et militaire ;
- ↳ l'électronique et les télécommunications.



LA PLACE DE LA BRETAGNE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

- 1^{re} région pour la pêche ;
- 1^{er} bassin d'emploi agroalimentaire ;
- 1^{re} région pour le tourisme balnéaire avec 12,8 millions de touristes accueillis en 2016 ;
- 2^e région agricole (après Nouvelle-Aquitaine) autour de l'élevage et de la production légumière.

Sources : Région Bretagne - Chambre de commerce et d'industrie régionale - CESER - DIRECCTE



LA DÉFENSE EN RÉGION BRETAGNE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Saint-Cyr Coëtquidan : les Écoles.

Service de Soutien de la Flotte à Brest.

© D. Pilard - DAR Bretagne

Rafales au décollage sur la BAN de Landivisiau.

© P. Mayon - DICOD



Près de 22 000 militaires et 8 000 personnels civils sont présents en Bretagne. La région accueille la préfecture maritime de l'Atlantique, la deuxième base navale de France, base de stationnement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et l'État-major de zone de défense et de sécurité Ouest. On y trouve aussi 3 des 4 bases métropolitaines de l'aéronavale ainsi que 3 régiments de l'Armée de Terre. Depuis peu, la région concentre une large part des compétences du ministère en matière de cybersécurité autour du centre de la maîtrise des systèmes d'information de la direction générale de l'armement et du commandement des systèmes d'information et de communication.

La Bretagne est aussi un pôle important de formation des armées, notamment avec les Écoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan, l'École Navale et le Centre d'instruction naval de Brest pour la formation initiale.

Pour le soutien des unités et services du ministère, la région héberge 2 plateformes achats - finances, 2 établissements du service d'infrastructures de la défense, 3 bases de défense et un hôpital d'instruction des armées.

Les revenus liés à la défense en Bretagne représentent 3,3 milliards d'euros, soit 8,4% du total national.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la Bretagne s'élève à 891,2 M€ (données 2015), soit 10,9% de la masse salariale de la France métropolitaine.

La part des personnels des armées pour 1 000 habitants est de 9,1. Elle est supérieure à la moyenne nationale qui est de 4,2‰.

En 2015, les paiements directs du ministère des armées aux petites et moyennes entreprises (PME) se sont élevés à 103 M€ pour environ 1 500 entreprises bénéficiaires.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	891,2
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	26,6
Paiements directs aux PME (M€)	102,8
Nombre de PME	1 488

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



CI-CONTRE
**Réunion achats innovants
à la CCI de Rennes.**
© E. Rabot - SGA/COM

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Au près de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

AMÉLIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DES RELATIONS LOCALES ENTRE LES ARMÉES ET LES ADMINISTRATIONS CIVILES DU TERRITOIRE

Dans un environnement de plus en plus systémique, la conduite du changement en vue d'améliorer la performance de notre institution ne peut plus se faire sans interactions avec le territoire. Inversement, les politiques publiques développées localement ne peuvent se mettre en place sans tenir compte des contraintes spécifiques aux Armées liées à l'exercice de leurs missions et de leur entraînement.

C'est ainsi que les armées sont, par exemple, associées au processus d'élaboration du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, schéma prévu dans la loi portant la nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe).

Par ailleurs, les armées mènent depuis plusieurs années des actions en faveur de la jeunesse (journée défense et citoyenneté, commission Armées - jeunesse, cadets de la défense, protocole Armées / Éducation nationale / Agriculture, service militaire volontaire, ...). Les échanges, initiés au printemps 2017, entre la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), l'état-major de la zone de défense et de sécurité Ouest, l'établissement du service national Nord-Ouest permettent de révéler les synergies possibles et de les exploiter.

TRAITEMENT DES CAS INDIVIDUELS DE PME

Deux dossiers peuvent illustrer la réponse aux différentes saisines de la part de PME de la région :

- ↳ celui d'une PME en difficulté, fournisseur des armées, pour laquelle le ministère a pu payer très rapidement une facture, permettant ainsi d'assurer le versement des rémunérations des salariés dans les délais ;
- ↳ celui d'une start-up innovante pour laquelle les délais importants de passation d'un marché par le ministère pouvaient conduire à la mettre en difficulté et à freiner son développement.

Le contact direct des PME du territoire avec le ministère a aussi été suscité lors d'une rencontre organisée conjointement par la mission achats du ministère, la délégation à l'accompagnement régional et la chambre de commerce et d'industrie d'Ille-et-Vilaine le 29 septembre dernier au sujet de l'innovation dans deux domaines, celui du bâtiment, des travaux publics et du génie civil, ainsi que celui de l'agroalimentaire. Cette manifestation a permis de réunir une centaine d'entreprise, d'échanger sur les attentes du ministère en matière d'innovation et aux entreprises de présenter directement aux acheteurs des solutions innovantes.



Didier PILARD
Délégué régional

Ingénieur en chef des études et techniques de l'armement de 1^{re} classe, il a occupé plusieurs postes au sein des activités industrielles ou d'essais de la DGA et de Giat industries (devenu NEXTER) avant d'être nommé délégué régional depuis 2010 en Bretagne.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Rennes.
Quimper.
Vannes.
St-Brieuc, Port-du-Legué.

© AdobeStock



CI-DESSUS

Brest : reconversion du Plateau des Capucins.

© Brest Métropole - Panoramic

Bretagne

Rennes : Espace entreprises Biopôle.

© Rennes Métropole

LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) D'ILLE-ET-VILAINE

Le PLR d'Ille-et-Vilaine a été signé le 12 octobre 2011 pour une durée de 3 ans afin d'accompagner le bassin rennais dans les domaines du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres ou des rémunérations avec l'objectif de créer au moins autant d'emplois que ceux perdus. Les actions menées en étroite collaboration avec Rennes Métropole et la Région ont permis de renforcer les domaines d'excellence du territoire, notamment par l'accroissement de l'apport technique du numérique et de la robotisation dans les domaines agricoles ou agroalimentaires. Elles ont aussi permis de faciliter la transition des productions de SAGEM (groupe SAFRAN) de la téléphonie mobile vers des équipements pour l'aéronautique ou pour la défense. Enfin elles facilitent le développement des biotechnologies et le travail collaboratif dans le secteur des technologies de l'information et des communications.

À la clôture du PLR prononcée le 21 janvier 2015, ce sont 689 emplois qui ont été maintenus et 100 nouveaux emplois créés. 25 expérimentations et 5 projets collaboratifs ont été réalisés et 24 start-ups ont été accompagnées. En parallèle, le ministère des armées a soutenu directement 7 PME et 3 actions collectives qui ont permis la création de 86 emplois.

LE PLR DU FINISTÈRE

Le plan local de redynamisation du Finistère a été signé le 17 janvier 2012 pour une durée initiale de 3 ans. Il a été prorogé pour une durée supplémentaire de 2 ans par avenant signé le 17 janvier 2015. Ce plan a été mis en place suite à d'importantes réductions du nombre de personnels civils et militaires employés par le ministère des armées sur la période 2008-2014.

Il comporte 3 axes d'interventions pour favoriser la création d'emplois :

- ↳ l'édification dans le port de Brest d'une plateforme de 17 ha pouvant accueillir les infrastructures nécessaires au développement des énergies marines renouvelables (éoliennes off-shore ou hydroliennes) : cette nouvelle activité devrait permettre la création à terme de 550 emplois,
- ↳ l'affirmation du Pays de Brest dans le secteur de la réparation navale civile et militaire, ce qui a permis le maintien de 170 emplois par DAMEN SHIPREPAIR BREST,
- ↳ l'aide directe aux PME du Pays de Brest a soutenu 138 emplois industriels (au 17 janvier 2017).

LE RÉAMÉNAGEMENT DES RIVES DE LA RIVIÈRE PENFELD

Lancé en 1997 et piloté par le Comité Penfeld, le programme global de réappropriation par Brest Métropole des anciennes infrastructures militaires situées sur les rives de la rivière Penfeld a franchi en 2017 une importante étape.

La première phase terminée en 2009 a consisté en la transformation de l'enceinte fermée du Port du Château en port de plaisance offrant 750 places d'amarrage au cœur de Brest, faisant de cette ville, avec les 1 500 places au Moulin Blanc, le premier port de plaisance breton.

L'année 2017 est celle de l'achèvement du chantier de reconversion du Plateau des Capucins, espace de 16 ha avec 25 600 m² de surfaces couvertes d'architecture industrielle caractéristique du XIX^e siècle : les «Ateliers». Cette reconversion consiste à réaliser un éco-quartier, alliant 560 logements, 2 000 m² pour une Cité internationale et 25 000 m² de bureaux, commerces et services. La médiathèque François-Mitterrand de 9 700 m², a été inaugurée en février 2017. Les «Ateliers» sont reliés à la rive opposée de la Penfeld par un téléphérique urbain, le premier en France.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

9,70 M€ dont part contrats

locaux : **4,01 M€**

Part commission nationale : **1,19 M€**

Part CPER : **4,5 M€**

L'activité du FRED en Bretagne

était quasiment achevée

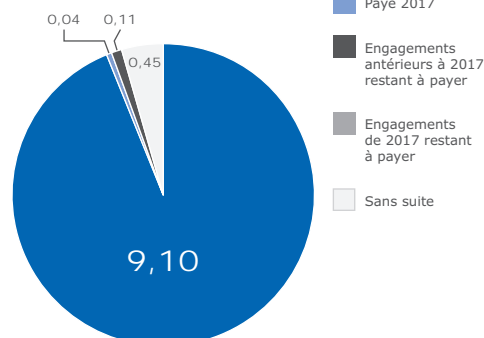
avant 2017. Seules quelques

entreprises doivent encore justifier

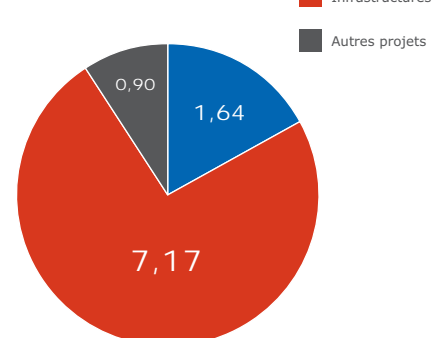
de la réalisation de leurs objectifs

conventionnels.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



BRETAGNE

TÉMOIGNAGES

JEAN-FRANÇOIS PARLANTI

Général de corps d'armée, officier général de la zone de défense et de sécurité Ouest

La transformation de la délégation à l'accompagnement des restructurations en délégation à l'accompagnement régional, ayant comme mission de faciliter les relations du ministère avec le monde civil, notamment dans le domaine économique, a permis d'approfondir la connaissance réciproque de la zone de défense et des acteurs territoriaux. Ce fut en particulier le cas lors de la rédaction, par les services de l'État, de l'état des lieux, première étape de l'élaboration du schéma régional pour l'aménagement, le développement durable et l'égalité des territoires (SRADDET), où les contraintes liées à la spécificité de nos missions opérationnelles ont été prises en compte.

Par ailleurs, les rencontres semestrielles que j'organise avec les 4 délégués régionaux présents sur la zone Ouest, permettent d'échanger au sujet des dossiers locaux comme ceux à forts enjeux de Tours ou de Châteaudun liés à la reconversion de sites devenus inutiles pour les Armées.



TREVOR HILL

Colonel, commandant la base de défense de Rennes

Dans l'aire de compétence de la Base de Défense de Rennes, le ministère des armées renforce sa présence et marque une empreinte croissante sur le territoire de la Métropole rennaise. Dans ce contexte, la gestion spécifique du patrimoine immobilier des Armées et la conception du Schéma directeur immobilier (SDI - BdD) constituent des processus majeurs qui génèrent de constantes interactions du COMBdD avec les collectivités locales, d'une part et la Préfecture de Région, comme celle du Département, d'autre part. Acteur socio-économique majeur en Ille-et-Vilaine, les Armées entretiennent également des relations suivies et constructives avec les forces vives du département.

Face à cet environnement porteur, mais complexe et évolutif, le délégué régional de la DAR en Bretagne - présent de longue date en tant qu'observateur avisé du tissu politique, social et économique local, fort de son réseau et de son entourage comptant parmi les interlocuteurs naturels du ministère des armées auprès des services de l'État en région - enrichit d'un éclairage nécessaire et toujours pertinent le dialogue que la Base de Défense entretient avec ces derniers.

Egalement tourné vers les collectivités territoriales, ainsi que vers les acteurs de l'emploi et du développement économique, le délégué régional contribue à créer une compréhension mutuelle ainsi que des synergies constructives avec les services spécialisés du ministère des armées, dans des domaines d'activité complémentaires ou transposables au monde civil... cela sans préjudice des spécificités et exigences de la mission régaliennne du ministère.

Contentieux, reconversion urbaine, politique domaniale... autant de sujets à forts enjeux dont la Base de Défense retire une grande satisfaction de ses échanges réguliers avec le délégué régional.

CYRIL CHARBONNIER

Commissaire au redressement productif - DIRECCTE Bretagne

Le Commissaire au redressement productif accompagne les entreprises fragiles et en difficulté dans le but de préserver l'outil industriel et l'emploi dans les territoires. Dans cette mission, je suis amené à solliciter l'ensemble des services de l'État, dont le délégué breton à l'accompagnement des armées (DAR). Ce fut notamment le cas pour une entreprise fournisseur de la Défense qui avait besoin du paiement rapide d'une facture pour rendre possible le versement des salaires. Le délégué régional a mobilisé les services du ministère des armées et obtenu le paiement de la facture en 3 jours. Cette intervention, aussi efficace que rapide, a certes permis le versement des salaires mais surtout le maintien d'un climat social apaisé sans lequel l'actionnaire n'aurait pas poursuivi son soutien à l'entreprise. Au plan territorial, cette intervention décisive a aussi contribué à éviter l'émergence d'une nouvelle friche industrielle.



SUITE AU VERSO ●●●→

PIERRE VILLENEUVE

Directeur de la plateforme régionale des achats

La DAR constitue un indéniable appui pour la PFRA Bretagne dans la mise en relation avec les services ou représentants du MINARM en région, qu'il s'agisse de la PFAF de Rennes ou de l'ESID. Partageant les mêmes préoccupations (améliorer l'accès des PME à la commande publique et rendre l'achat public plus performant), il constitue aussi un relais important de la mise en œuvre de la politique d'achat de l'État en région. Les échanges réguliers avec la DAR, comme son positionnement au sein du SGAR, contribuent à un partage et à une mise en commun des informations relatives au contexte économique de la Bretagne.

BRETAGNE

TÉMOIGNAGES



DAR 2017

CORSE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La Corse s'étend sur 8 700 km², elle se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé avec 1000 km de côtes.

La population insulaire, de 324 200 personnes, est concentrée sur le littoral et progresse en moyenne de 1,2% par an depuis 2009, soit le double du taux national mais uniquement du fait de l'excédent migratoire. Avec 37 habitants au km², la Corse se situe parmi les territoires les moins densément peuplés de France métropolitaine.

Le PIB par habitant (26 432 euros) reste 5% en deçà de la moyenne de France de province mais l'écart s'est fortement réduit en dix ans. Le tertiaire marchand, avec notamment les activités liées au tourisme, concentre 48% de la richesse créée dans la région. Le BTP représente 10% de la richesse produite en Corse contre 6,5% en moyenne de province. Les petits établissements dominent le tissu économique régional : 72% n'ont pas de salariés et 96% en ont moins de dix. La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (35,5%) et l'énergie (33,5%).

La Corse offre un patrimoine naturel très riche et diversifié avec de nombreux dispositifs qui permettent sa préservation, comme le Parc naturel régional de Corse qui recouvre 43% du territoire.



LES CHIFFRES-CLÉS

- Produit Intérieur Brut régional : 8,59 milliards d'euros ;
- Les communautés d'agglomération d'Ajaccio et de Bastia abritent 43% des habitants de l'île ;
- 8,9 millions de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse ;
- La viticulture représente 50% du potentiel économique agricole de la Corse ;
- 37% de résidences secondaires dans le parc de logements ;
- Le Conservatoire du littoral possède 17 000 hectares.

Source : INSEE, DIRECCTE, Région Corse



PHOTOS EN COUVERTURE

Bonifacio.

Ajaccio.

© AdobeStock

Bergerie à Scarpaccedie.

© P. Ricard - DAR Corse

Village de Lumio.

© AdobeStock

LA DÉFENSE EN RÉGION CORSE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



La Corse accueille deux bases de défense majeures, le 2^e régiment étranger de parachutistes de Calvi et la base aérienne 126 à Ventiseri-Solenzara, ainsi que l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n°5 à Corte mobilisée notamment dans le cadre de la campagne «feux de forêts».

La Corse affirme aussi son identité maritime par la présence de la base navale d'Aspretto à Ajaccio et par l'implantation des sept sémaphores de la marine nationale qui assurent la surveillance du trafic maritime.

L'armée est également présente à Bastia et Ajaccio, sièges respectifs des délégations militaires départementales de Haute-Corse et de Corse-du-Sud et des services de recrutement.

Les effectifs représentent plus de 2 500 civils et militaires essentiellement implantés en Haute-Corse.

Le patrimoine immobilier de la défense occupe 2 290 ha.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 21‰ en région ; elle est supérieure à la moyenne nationale (14‰).

Les revenus liés à la défense s'élèvent en Corse à 200 M€ par an (dont 73 M€ pour la masse salariale des personnels), soit 0,5% du montant de France métropolitaine.

En 2015, les paiements directs du ministère aux PME régionales se sont élevés à 10 M€ pour plus de 280 entreprises bénéficiaires.

La filière industrielle défense est limitée en Corse, même si des liens se développent avec les pôles de compétitivité SAFE et Cap Energies.

CI-DESSOUS

Mirages 2000 C sur la base de Solenzara.

Entraînement aux côtés du 2^e Régiment étranger de parachutistes (2^e REP) à Calvi.

© JJ. Chatard - DICOD



Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (M€)	72,7
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	21,2
Paiements directs aux PME (M€)	10,0
Nombre de PME	278

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



DE GAUCHE À DROITE

Citadelle d'Ajaccio.

© P. Ricard - DAR Corse

Base navale d'Aspretto.

© F. Bogaert - Marine Nationale

Les premières rencontres du délégué régional avec des personnalités et acteurs locaux ont permis de mettre en exergue certains sujets concernant la défense.

Concernant le foncier de la défense, dont les dossiers sont pilotés par la DPMA (direction des patrimoines, de la mémoire et des archives), la cession de la citadelle d'Ajaccio à la ville est en bonne voie et devrait se conclure à l'été 2018. Les sites de Saint-Joseph situé sur le boulevard maritime d'Ajaccio ainsi que le fort de Grosseto Prunetti (Porticcio), qui sont également des emprises délaissées par la défense, sont aussi en cours de cession.

L'importance de la base navale d'Aspretto est affirmée, les effectifs vont être renforcés et les hangars sont en cours de rénovation. Le projet de cité administrative a été abandonné et le ministère des armées ne prévoit pas de libérer du foncier sur cette base stratégique.

Pour les sapeurs-pompiers, il est urgent de trouver une solution pérenne pour l'hébergement saisonnier des renforts d'été et une recherche de foncier disponible est engagée.

Par ailleurs, concernant le logement des militaires de l'Unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n°5 de Corte, qui rencontre de plus en plus de difficultés, une recherche de solution est engagée avec le sous-préfet.

En matière d'achats publics, la PFRA du SGAR a engagé des actions pour faciliter l'accès aux marchés publics et la défense y participe. La CCI est sensible également à ces démarches facilitant l'accès aux marchés publics (achats locaux) et doit entreprendre des animations spécifiques auprès des entreprises en 2018.

Pour la ville d'Ajaccio et la communauté d'agglomération, les relations avec la défense peuvent se développer, par exemple, concernant les ressources humaines et les difficultés à attirer des compétences (liens avec la reconversion des militaires) ou encore le développement des liens armées / jeunesse dans les écoles de la ville et auprès du monde associatif.



Pierre RICARD
Délégué régional

Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, il a commencé sa carrière dans l'enseignement supérieur et le transfert technologique, puis il a occupé des postes liés à l'aménagement du territoire et à la conduite des politiques publiques notamment en cabinet ministériel et comme SGAR Auvergne. Il a pris ses fonctions de délégué à l'accompagnement régional PACA-Corse en mars 2017, date de la création du poste.



DAR 2017

CENTRE-VAL DE LOIRE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La région Centre-Val de Loire est constituée de six départements et 1 842 communes dont deux métropoles (Orléans et Tours). D'une superficie de 39 150 km² (7% du territoire national), elle s'étend de l'Île-de-France aux contreforts de l'Auvergne. D'une faible densité (66 hab./km²), sa population de 2,6 millions représente 4,1% de la population française.

Elle présente un patrimoine historique et culturel de renommée mondiale (Châteaux de la Loire, cathédrales de Bourges et de Chartres inscrites au patrimoine mondial par l'UNESCO...)

Sur un plan économique, le nord de la région bénéficie de la présence d'industries à forte valeur ajoutée, comme les activités liées à la cosmétique et à la pharmacie (Sanofi, Servier, Clarins, Christian Dior, Guerlain...). Le sud est une terre à vocation agricole, dont l'activité économique a été impactée par les restructurations des industries textiles et d'armement.

Sur un plan logistique, la région occupe au niveau national une position stratégique remarquable tant pour le ferroviaire, l'aérien que la route. Quatre centrales nucléaires en font la deuxième région de France pour la production d'électricité d'origine nucléaire.



9^e RÉGION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, 6^e RÉGION INDUSTRIELLE FRANÇAISE, C'EST UNE RÉGION LEADER AU NIVEAU NATIONAL POUR :

- la production pharmaceutique ;
- la production de parfums et cosmétiques ;
- l'industrie d'armement.

C'est également la 1^{re} région d'Europe pour la production céréalière.

Elle bénéficie avec les châteaux de la Loire d'une forte attractivité touristique.

Source : DIRECCTE (CVL)

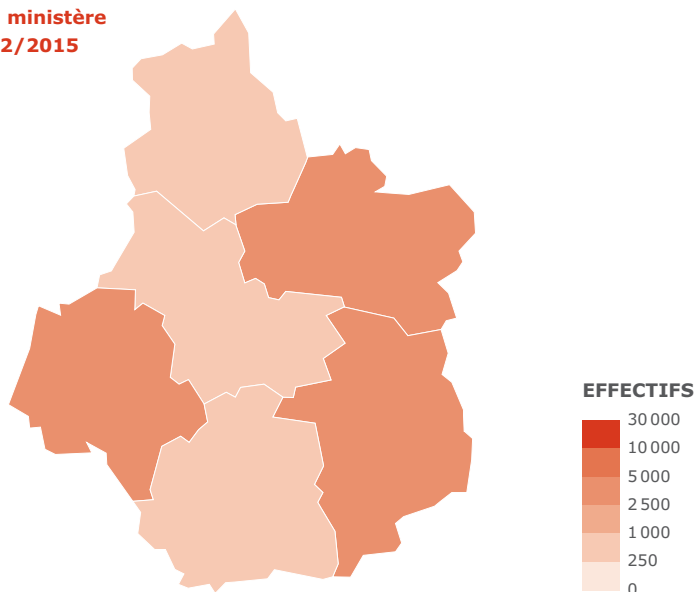


LA DÉFENSE EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Cérémonie d'accueil du premier A400 M Atlas de l'armée de l'Air sur la BA 123 d'Orléans.

© JJ.Chatard - DICOD

Char Leclerc équipant le 12^e RC.

© 12^e Régiment de Cuirassiers à Olivet (Loiret)

Unité d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

© ECPAD



La région compte de nombreuses bases aériennes dont l'activité est inégale. Si l'élément air rattaché (EAR) 279 de Châteaudun et la base aérienne (BA) 705 de Tours voient leur activité aéronautique se réduire, celle d'Orléans reste particulièrement dynamique. Il en est de même pour la BA 702 d'Avord, seconde plus importante base aérienne française après celle d'Istres. Concernant l'armée de terre, le 12^e régiment de cuirassiers, équipé du char Leclerc, compte 800 militaires particulièrement bien implantés à Olivet.

De nombreuses activités de soutien des armées sont localisées en région Centre-Val de Loire avec entre autres, dans le Loiret, la direction du service national et de la jeunesse et la direction des approvisionnements en produits de santé des armées. Les directions des ressources humaines des armées, récemment installées à Tours, ont permis d'anticiper les réductions d'effectifs induites par le départ programmé en 2021 de l'École de Chasse pour Cognac. Les écoles militaires de Bourges et l'établissement principal des munitions à Avord complètent ce panorama.

Le site d'essai de Bourges est particulièrement sollicité par les industriels de l'armement, très présents dans la région.

Les établissements et unités militaires de la région Centre-Val de Loire sont soutenus par trois bases de Défense (Avord, Tours et Orléans).

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Le tissu industriel dédié aux activités «Armement» est important. Il s'appuie sur de nombreux maîtres d'œuvres industriels et leurs réseaux de sous-traitants. Parmi les plus significatifs : TDA Armements, Junghans T2M et Thales Air Systems dans le Loiret, Roxel, Nexter Systems et Nexter Munitions, MBDA France (1 500 emplois) à Bourges et Selles Saint-Denis, Daher Aerospace et Thales Avionics dans le Loir-et-Cher ou encore Aerazur à Joué-lès-Tours. Au total, le secteur de la défense représente 9 000 emplois, principalement dans les départements du Cher et du Loiret. La communauté de communes «Bourges plus» a récemment initié des actions de promotion et de valorisation au profit des PME sous-traitantes.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	455,3
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	17,7
Paielements directs aux PME (M€)	55,8
Nombre de PME	936

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Au près de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

SOUTIEN AUX PME : ACCÈS AU RÉSEAU DES ACHETEURS DU MINISTÈRE

En novembre, la Mission Achats du ministère des armées en lien avec la CCI de Bourges a organisé une série de rencontres au profit des entreprises spécialisées santé et télécommunications. Ces entretiens entre acheteurs et chefs d'entreprises ont permis de mieux comprendre la politique achat du ministère et d'initier des pistes de partenariat.

En décembre, une action analogue ciblée vers les entreprises du bassin d'Orléans susceptibles de concourir aux activités de soutien de la base aérienne d'Orléans a été organisée.

ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

En relation étroite avec le général Godard, chef du projet «Châteaudun», le délégué régional permet de mobiliser et d'informer les acteurs locaux (élus, services régionaux de l'État, SGAR), de tenir informés les autorités et services du ministère du ressenti local et de faire œuvre de propositions :

- ↳ **le projet de technopole de la mobilité** : ce circuit automobile, destiné entre autres aux tests de nouvelles formes d'énergies et de démonstrateurs, pourrait voir le jour à l'emplacement de l'ancien mess de la base aérienne.
- ↳ **l'installation d'une ferme photovoltaïque** sur l'ex-établissement du matériel de l'armée de terre (ETAMAT) et sur l'EAR 279 : ce projet est soutenu par plusieurs entreprises intéressées.
- ↳ **le projet VARIALIFT**, installé sur le site de l'ex-ETAMAT pourrait permettre, à terme, de développer une filière de construction de ballons dirigeables dédiés au transport du fret lourd et à l'observation à moyenne et haute altitude.

SOUTIEN DE L'ACTIVITÉ DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

- ↳ **L'entreprise ENERGIESTRO**, identifiée par le délégué régional sur le bassin de Châteaudun développe un dispositif de stockage d'énergie solaire, qui pourrait intéresser les forces françaises projetées en opérations extérieures.
- ↳ **L'entreprise «Composites et Technologies»** à Châteaudun propose une utilisation révolutionnaire du carbone sur des pièces industrielles à haute technicité et dispose de compétences dans la résistance des matériaux. Le délégué l'a mise en relation avec le SSA.
- ↳ **Sur le site de Salbris**, l'activité de stockage de munitions s'arrêtera à l'été 2018, la plupart des agents ayant été reclassés. Le délégué s'efforce de maintenir un niveau d'information optimal entre les différentes parties prenantes intéressées par la reprise du site (autorités et services de l'État, collectivités territoriales et porteurs industriels).
- ↳ **Avenir de la plateforme aéroportuaire de Tours**. La fin de l'exploitation de la plateforme aéronautique de Tours est prévue à l'horizon 2021. Un groupe de travail est mis en place pour préparer la reconversion.
- ↳ **L'établissement central des matériels du service de santé des armées** était représenté à une journée achats organisée à Bourges. Le délégué a sensibilisé les acteurs institutionnels locaux et les entreprises sur les opportunités de coopération dans le domaine de la recherche et de l'innovation : sensibilisation à l'intelligence économique, aide à la protection intellectuelle des innovations via l'INPI, contact avec les porteurs d'initiatives locales et organisation de visites des installations de l'ECMSSA au profit du MEDEF et de la CPME.

DE GAUCHE À DROITE
Service interarmées
des munitions Salbris.

© ECPAD

Bâtiment d'ingénierie biologique
(BIB) de l'Établissement central
des matériels du Service de santé
des armées ECMSSA.

© Service Ingénierie Santé

Référente innovation



François PIQUET
Délégué régional

Administrateur civil hors classe, François Piquet a rejoint la DAR en 2016 après une carrière d'officier des troupes de marine et des fonctions variées comme celles de sous-préfet en Guyane et Mayenne et de directeur général de SPL dans le cadre du développement des énergies marines renouvelables en Normandie.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

La Brenne.

Amboise.

Pont de Langeais.

Orléans.

© AdobeStock

Trois contrats entre l'État et les collectivités locales ont permis ou permettent d'accompagner les restructurations mises en œuvre dans la région. Le CRSD de Châteauroux a été terminé en totalité en 2016, deux contrats ont généré des actions en 2017.

LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) DE CHARTRES

La fermeture de l'Établissement de ravitaillement sanitaire des armées (ERSA) de Chartres a conduit à la suppression de 128 postes. Le PLR, signé le 24 janvier 2012, (1 meuros de subvention d'État dont 700 000 euros de FRED) est arrivé à son terme le 24 janvier 2017 et a généré au total la création de 196 emplois directs.

Le soutien de l'activité des entreprises locales a permis la création de 50 emplois. Le soutien à la création d'emplois nouveaux et durables s'est concrétisé par l'accompagnement de 9 entreprises et la création de 120 emplois. Ces résultats ont été obtenus dans un contexte particulier de dispositifs de revitalisation déjà mis en place suite à la fermeture des entreprises ETHICON et PHILIPS (soutien à la création de 655 emplois).

La construction sur l'ancien site du centre mobilisateur d'une cité de l'innovation, inaugurée le 6 février 2017, a permis l'accueil et l'hébergement de 9 entreprises. L'ensemble des actions a permis le renforcement de l'attractivité du territoire et l'accompagnement de 564 projets.

Un bâtiment dédié à l'hébergement d'un pôle d'innovation numérique et d'un data center sera réalisé d'ici septembre 2018.

LE CONTRAT DE REDYNAMISATION DE SITE DE DEFENSE (CRSD) DE CHATEAUDUN

La transformation, en juillet 2014, de la Base Aérienne (BA) 279 de Châteaudun en élément air rattaché à la BA 123 d'Orléans-Bricy a impacté le site de Châteaudun par la suppression de 108 postes civils et militaires. Suite à cette décision, le CRSD de Châteaudun a été signé le 6 juillet 2015 pour un montant total de 17,3 M€, dont une participation de l'État de 3,5 M€.

Trois axes stratégiques de redynamisation territoriale structurent ce contrat :

- ↳ l'action en faveur de la formation initiale et continue a permis la relocalisation et le développement de la formation supérieure de l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) et de l'Institut de formation des aides-soignantes (IFAS) ;
- ↳ le soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes s'est traduit par la création du campus «les Champs du Possible», alliance de l'agriculture et du numérique, qui permet de développer la formation supérieure et d'accueillir à ce jour dix «Start-up» dans le domaine du numérique. Cet axe concerne également l'aide directe à la création d'une centaine d'emplois dans les entreprises locales ;
- ↳ la réhabilitation de l'ex-caserne Kellermann prévoit l'installation de services. Les opérations de dépollution pyrotechnique de la caserne achevées en 2017 vont permettre en 2018 la construction de logements étudiants, la création d'un espace de prévention de santé, l'installation de la nouvelle communauté de communes du Grand Châteaudun, la création de locaux pour associations, de salles d'exposition et l'aménagement d'un jardin public

À ce jour, le comité de pilotage restreint du CRSD de Châteaudun a décidé d'accompagner quatre entreprises pour la création de 33 emplois et le maintien de 144 emplois existants. Trois entreprises ont déposé des dossiers pour soutenir la création de 42 emplois début 2018.

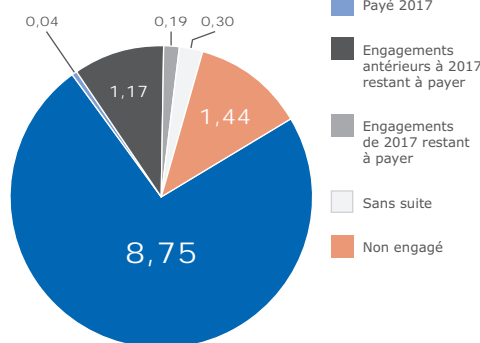
LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

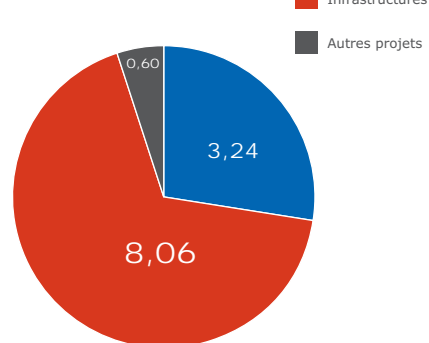
11,90 M€ dont part contrats locaux : **9,26 M€**
Part commission nationale : **2,64 M€**

Les engagements restant à payer comportent principalement de l'aide aux entreprises (1,02 M€). Le reste à engager, sur le contrat de Châteaudun, comprend 1,25 M€ de projets d'infrastructure.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



TÉMOIGNAGES

CHRISTIAN GODARD

Général, conseiller du gouvernement pour les armées
Chef du projet «Châteaudun»

La présence du délégué régional de la DAR m'a permis de disposer d'informations précieuses sur le ressenti des acteurs locaux. Outre les remontées d'information, la présence d'un DAR au niveau régional élargit de manière significative le spectre des acteurs susceptibles de s'impliquer aux côtés du ministère pour la réussite des projets (chambres consulaires, préfets de région, SGAR, DIRECCTE et DREAL).



CORALIE D'OUTREVILLE

Manager Pôle Entrepreneurs, référente innovation CCI du Cher

Grâce à l'appui et au soutien du délégué à l'accompagnement régional, le Business Meeting Défense du 23 novembre 2017 a été un franc succès.

Au programme de cette journée organisée par la CCI du Cher pour les offreurs de solutions : des rendez-vous qualifiés avec des acheteurs du ministère de la défense sur les secteurs Santé, Médecine et Télécom-TIC ainsi que des conférences : Cyber sécurité, protection des informations patrimoniales et accès des PME aux marchés du ministère des armées.

Résultats, 95% des participants satisfaits ou très satisfaits de la qualité des informations échangées.

Grace à M. Piquet des pistes de coopération ont été initiées avec le service de santé des armées pour les aider à trouver des fournisseurs qualifiés. L'édition 2018 est déjà en cours de préparation.

JÉRÉMIE BOUQUET

Adjoint au SGAR

Le positionnement du délégué à l'accompagnement régional du ministère des armées est une réelle opportunité pour le SGAR. Outre les informations qu'il nous transmet concernant les priorités et les actions de son ministère, il met en œuvre des actions en synergie avec les autres chargés de mission du SGAR et les directions régionales (DIRECCTE et DREAL essentiellement). Dans le cadre du lien armées nation il travaille en collaboration avec la déléguée aux droits des femmes et la direction du service national et de la jeunesse.

Son rôle de coordonnateur à l'intelligence économique pour la région nous est très utile et lui permet de faire profiter l'ensemble des acteurs du territoire (collectivités, entreprises, préfectures et sous-préfectures) des informations utiles concernant la politique et les opportunités liées aux achats de son ministère, à la reconversion des militaires et à la politique de réserve.

Il sera un relais et un interlocuteur précieux pour le projet de service national universel qui impactera d'autres politiques publiques.

PHILIPPE BENITO

Directeur du groupement d'employeurs «métiers partagés»

En tant que directeur du groupement d'employeurs «métiers partagés», membre de la CPME, j'ai eu l'occasion de coopérer avec le délégué à l'accompagnement régional sur deux thématiques : l'intégration de militaires et de réservistes au sein de mon entreprise, la présentation d'opportunités en lien avec différents projets portés par les armées : démantèlement d'aéronefs en ambiance amiantée, participation à un cluster d'entreprises porté par la CCI de Bourges. Ces initiatives donnent de la consistance au lien armées-Nation auquel je suis attaché. J'espère que d'autres opportunités se concrétiseront en 2018 comme la réalisation d'une vidéo me permettant de faire la promotion des initiatives que je mène au niveau de mon territoire.



SUITE AU VERSO ●●●→

ANNE COLIN-BASIN

Pharmacienne en chef, commandant l'Établissement Central des matériels des armées

L'établissement central des matériels du service de santé des armées était représenté à la journée achats organisée à Bourges le 23 novembre 2017. À cette occasion, des liens se sont noués avec le délégué à l'accompagnement régional qui nous a proposé son soutien pour sensibiliser les entreprises et les acteurs institutionnels locaux sur les opportunités de coopération dans le domaine de l'innovation : sensibilisation à l'intelligence économique, aide à la protection intellectuelle des innovations via l'INPI, contact avec les porteurs d'initiatives locales, organisation de visites des installations de l'ECMSSA au profit du MEDEF et de la CPME. Cette coopération nous a déjà permis de prendre contact avec des entreprises spécialisées et augure une coopération fructueuse.

PHILIPPE DUPRIEU

Vice-Président de la Communauté de Communes du Grand Châteaudun délégué pour le développement économique

Dans le cadre de la lourde restructuration effectuée sur le site de la Base aérienne de Châteaudun et que subit de plein fouet notre territoire, il faut souligner les efforts déployés par le délégué à l'accompagnement régional du ministère des armées et le Général Godard pour tenter d'amortir autant qu'il est possible, les pertes d'emploi et de potentiel économique que nous subissons. Ils ont été ainsi des facilitateurs dans des dossiers complexes comme l'utilisation de l'ETAMAT pour la construction de dirigeables par la société VARIALIFT, la conversion de l'ancien mess en un futur pôle de la mobilité... Ils ont contribué à mettre en relation les entreprises innovantes locales telles que Energiestro ou Composites et Technologies avec le ministère de la défense lui-même ou d'autres grands partenaires institutionnels... Enfin, à travers le CRSD et en particulier le dispositif d'aides à la création d'emplois, une attractivité financière supplémentaire est donnée au territoire... L'effort doit être poursuivi dans le temps car si les perspectives sont belles, nous devons tous travailler encore pour que les essais lancés soient transformés et que le territoire retrouve une réelle richesse.

ANTOINE SADOUX

Directeur du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et le Développement de l'Aéroport international de Tours Val de Loire

L'avenir de la plateforme aéronautique de Tours est un enjeu majeur pour le Val de Loire. Pour que la transition liée au départ de l'école de chasse se déroule au mieux, il faut que chacun se mobilise à son niveau. Au-delà des relations directes primordiales avec le commandant de la base aérienne et l'USID, les acteurs de l'échelon régional sont eux aussi indispensables au bon déroulement de cette transition. Le délégué à l'accompagnement régional par son positionnement au sein du SGAR est un excellent relais pour sensibiliser les acteurs locaux et faire remonter les informations sensibles. Son soutien pour obtenir de l'INSEE une étude d'impact devrait nous permettre de disposer d'éléments objectifs très utiles.

DANIEL JADEAU

Coordinateur CID - Centre de ressources des Industries de Défense

La mise en place du CID porté par Bourges Plus n'aurait, en aucun cas, pu être réalisée dans les délais prévus sans le soutien et les conseils de M. François Piquet. Du démarrage de la démarche en février 2017 jusqu'au lancement du dispositif durant la venue d'une délégation australienne composée d'officiels de haut rangs sur notre territoire en novembre 2017, le délégué régional a été un interlocuteur sachant guider, orienter et soutenir le coordinateur du dispositif au sein de Bourges Plus.

Nous le remercions particulièrement de sa disponibilité et de sa franchise tout au long du processus d'étude puis de sa mise en place. Nous souhaitons continuer cette collaboration en l'invitant à représenter le ministère des armées au sein du collège défense de la technopole de Bourges qui portera ce dispositif. Nous continuerons à le tenir systématiquement informé des diverses démarches et projets d'entreprises portés à notre connaissance ou à qui le CID portera appui.



DAR 2017

GRAND EST

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La Région Grand Est s'étend sur 57 500 km² et compte dix départements : Ardennes, Aube, Bas-Rhin, Haute-Marne, Haut-Rhin, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges. (5 552 388 habitants soit 8,4% de la population française). Carrefour européen, elle est la seule de France à être limitrophe de 4 pays : l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse.

Première région française en nombre de communes, la Région Grand Est se distingue par son caractère rural, 90% de celles-ci comptant moins de 2 000 habitants.

Avec près de 80% de son territoire dédié à l'agriculture et à la forêt, la région occupe les premières places du palmarès national pour ses productions agricoles, agroalimentaires (1^{er} employeur régional) et pour le nombre d'emplois dans la filière bois.

Riche d'espaces naturels remarquables, 6 Parcs Naturels Régionaux couvrent 15% de son territoire.

La Région Grand Est compte 5 aires urbaines de plus de 250 000 habitants : Metz, Mulhouse, Nancy, Reims et Strasbourg, sa capitale. Elle se situe au deuxième rang des régions industrielles de France. Par ailleurs, 30% de la population a moins de 25 ans.



LES CHIFFRES-CLÉS

- densité de la population : 97 hab./ km² contre 116 hab./ km² en France métropolitaine ;
- produit Intérieur Brut (PIB en 2014) : 150 Mds € soit 25 629 € par habitant ;
- balance commerciale: excédent de 4,7 milliards ;
- 92,7% des établissements du Grand Est ont moins de 10 salariés (moyenne nationale = 93,6%) ;
- la région Grand Est totalise 2 114 167 emplois au 1^{er} janvier 2016 ;
- le taux de chômage à la fin du 4^e trimestre 2016 s'élevait à 9,8%.

Sources : Conseil régional du Grand Est

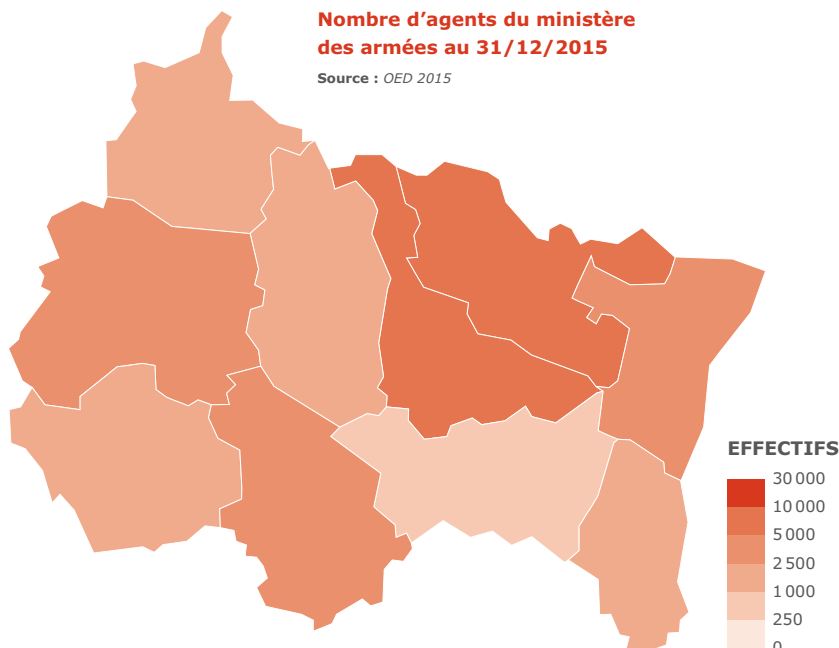


LA DÉFENSE EN RÉGION GRAND EST

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Visite du 16^e Bataillon de Chasseurs à Bitche (Moselle) par la MINARM, Florence Parly, à Bitche.

152^e Régiment d'Infanterie à Colmar (Haut-Rhin)

© V. Besnard - ECPAD

3^e Régiment d'Hélicoptères de Combat à Etain (Meuse).

© R. Connan - DICOD



À forte dominante terre, le Grand Est reste la troisième région française la plus «militarisée». Les effectifs sont d'environ 36 000 agents civils et militaires pour une masse salariale brute de 962 M€.

La région accueille pas moins de 10 bases de défense : Charleville-Mézières, Mourmelon-Mailly, Chaumont-St-Dizier, Verdun, Metz-Thionville, Phalsbourg, Nancy, Epinal, Strasbourg-Haguenau et Colmar. On notera également la présence structurante pour le territoire de trois grands camps nationaux : Mourmelon, Mailly et Suippes.

À Metz se situe l'État-major Interarmées de la Zone de Défense et de Sécurité (EMIAZDS) Est, ainsi que les services de la préfecture de la zone de défense. Dans cette même ville se trouvent nombre de structures de soutien (ESID, PFAF, DIRISI et CMG) dont les compétences territoriales recouvrent ou débordent la région administrative. À Strasbourg sont implantés l'état-major de la Brigade de renseignement ainsi que celui du Corps de Réaction Rapide Européen. Enfin à Nancy, pour ne citer que les organismes à vocation supra-régionale, se trouvent la Direction de l'Exploitation et la Logistique Pétrolière Interarmées (DELPIA) et le Centre Interarmées de la Solde.

En 2017 a été regroupé à Mourmelon l'état-major du commandement de l'entraînement des forces de l'armée de terre et a été créé, à Brienne-le-Château, la direction interrégionale Grand Est-Picardie du Service Interarmées des Munitions (SIMu).

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Contrepoint à sa forte tradition militaire, le Grand Est contribue relativement peu à l'économie de défense et, en particulier, dans le domaine de l'armement. En 2015 les paiements effectués au profit des PME (2415 fournisseurs) sont de 97,8 M€, ce qui place la région au 7^e rang national.

Les revenus liés à la défense représentent plus de 2 Mds € soit 5,3% du total national (7^e rang national).

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	962,7
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	18,2
Paiements directs aux PME (M€)	97,8
Nombre de PME	2 415

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Au près de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGARE, secrétariat général pour les affaires régionales et européennes.

Compte tenu de l'activité du ministère des armées dans cette grande région, elle est suivie par deux délégués.



CI-CONTRE

**Ancien mess des officiers
de Verdun reconverti en hôtel
de haut standing.**

© Ville de Verdun

DEPUIS LA PRÉFECTURE RÉGIONALE À STRASBOURG

La réforme précitée de la DAR a confirmé le rôle multisectoriel du délégué régional. Ses missions jusqu'alors centrées sur les restructurations de défense et le Pacte PME/défense se sont élargies et ses actions s'inscrivent en 2017 dans trois grands domaines :

ACTIONS AU TITRE DU PACTE-PME (PRED)

Faciliter l'accès des PME aux marchés défense passe par l'organisation de manifestations réunissant les PME, la mission achats du ministère et les acteurs locaux du domaine. En 2017 la rencontre a eu lieu le 30 juin à Strasbourg sur le thème de l'innovation dans le BTP. Par ailleurs, la création récente d'un club défense pourrait aider ce territoire à accroître son potentiel de développement, ce que les marchés de défense lui permettraient.

ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC LA MRAI SUR LE PATRIMOINE DÉFENSE

L'importance des surfaces inutilisées aux besoins des armées est une caractéristique forte du Grand Est. En 2017 la MRAI et la DAR ont été particulièrement actives pour l'aliénation du domaine passif à Metz, Strasbourg et Verdun.

ACTIONS EN FAVEUR DU LIEN ARMÉES/NATION

Ces actions sont diverses. Cela va des interventions en faveur des problématiques interministérielles du régiment de service militaire volontaire (RSMV) de Montigny-lès-Metz à des réunions de travail à l'EMZDS de Metz sur la Garde Nationale, le recrutement et la reconversion du personnel militaire.



Olivier FÉLIX
*Délégué régional
Alsace-Lorraine*

Officier de l'armée de terre, il a commencé sa carrière dans la maintenance opérationnelle. Après un passage de deux ans au sein de la DGA comme architecte des systèmes de soutien, il a occupé un premier poste en préfecture de région Corse en tant que chargé de mission Culture, Tourisme, Transport et Logement. Il a intégré la DAR en 2008 où il a successivement accompagné les restructurations en Picardie, puis en Lorraine, avant de rejoindre Strasbourg en 2016.



CI-CONTRE

Jean-Christophe Erard,
délégué à l'accompagnement
régional au ministère des armées
présente les sites militaires
en cours de restructuration
à Châlons-en-Champagne (Foire
de Châlons, septembre 2017).

© C. Manquillet

DEPUIS LA PRÉFECTURE DE LA MARNE À CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

ACTIONS AU TITRE DU PACTE-PME (PRED)

Dans le cadre de la foire de Châlons et d'une entente avec les organismes consulaires, le MEDEF et les collectivités territoriales, le délégué régional intervient sur leurs stands en collaboration avec l'ensemble des organismes du ministère des armées dans la région. Cette action permet de promouvoir l'accompagnement régional sur des thématiques ciblées auprès des PME.

Plusieurs manifestations ont été organisées par le groupement de soutien de la base de défense de Mourmelon : «speed-dating», concours des toques d'or (apprentis), petits déjeuners, ... afin de présenter les besoins du groupement de soutien auprès de 300 entreprises champardennaises.

En lien avec le délégué Lorraine Alsace, le territoire participe aux manifestations de la mission achats du ministère des armées ainsi qu'à celles de la PFRA Grand Est. En fin d'année, une rencontre avec tous les acheteurs publics s'est tenue à Strasbourg.

Tous les deux mois, un point «contact entreprises, règles et projets» est fait avec l'unité territoriale (UT) de la DIRRECTE et régulièrement avec le commissaire au redressement productif économique (CRPE).

ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC LA MRAI SUR LE PATRIMOINE DÉFENSE

Le délégué apporte son concours à la mission de réalisation des actifs immobiliers (MRAI), à l'unité du service d'infrastructure de la défense (USID) et au ComBdD, pour la cession des sites déclassés. En 2017, ont été vendus le dépôt de munitions de Connantray, la caserne Lohet à Châlons-en-Champagne et une partie de la base aérienne 112 de Reims.

Par ailleurs, il a été chargé par le Secrétaire général pour l'administration d'une mission exploratoire sur l'évolution du site de Châtres (Aube), Établissement logistique du commissariat des armées (ELOCA), en cours de restructuration. Cette réflexion est menée avec les acteurs territoriaux et consulaires.

ACTIONS EN FAVEUR DU LIEN ARMÉES/NATION

La mise en place du service militaire volontaire (SMV) à Châlons-en-Champagne nécessite une forte implication locale pour rechercher, avec l'appui du délégué régional, des sources de recrutement en lien, notamment, avec la DIRECCTE et les missions locales.

Des modalités concrètes de collaboration ont été mises en place avec les autorités militaires. Ainsi, sous l'autorité de l'OGZDS, les deux délégués régionaux du Grand Est et les DMD ont animé des tables rondes sur les enjeux et les objectifs à atteindre pour la réserve, la Garde Nationale et la reconversion du personnel militaire.



© DR. SGA/COM

André PIETRUCCI
Délégué régional
Départements 08, 10, 51 et 52

Administrateur civil général,
il a effectué une partie de sa carrière
en établissements publics tels que
l'UGAP et l'école Polytechnique.
Il a occupé des fonctions de directeur
général des services (DGS) de villes
telles qu'Ajaccio, d'intercommunalités
telles que Saint-Brieuc Agglo
et de la Région Franche-Comté.
Délégué régional Champagne
Ardenne depuis 2015, il était basé
à Châlons-en-Champagne où
il est décédé le 20 février 2018.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

DEPUIS LA PRÉFECTURE RÉGIONALE À STRASBOURG

L'année 2017 a vu la clôture du CRSD de Dieuze (57) et des PLR de Nancy-Toul (54) et de Verdun-Etain (55). Ne subsistent à ce jour que le PLR de Colmar-Meyenheim (68) et le CRSD de Drachenbronn.

LE PLR DE COLMAR-MEYENHEIM (HAUT-RHIN)

Ce contrat, d'un montant total de 8,5 M€ (dont 1,5 M€ de l'État), a été signé en décembre 2013 pour accompagner la restructuration de l'ex-base aérienne de Colmar-Meyenheim. Ce territoire bien situé dans la plaine d'Alsace entre Colmar et Mulhouse a principalement orienté sa redynamisation vers la création de zones d'activités. Le bilan de clôture prévu en 2018 devrait faire apparaître la création de plus de deux cents emplois.

LE CRSD DRACHENBRONN

Le contrat, signé en novembre 2016 pour un montant total de plus de 9M€ (dont 3M€ de l'État), accompagne la restructuration de l'ex-BA 901. Le territoire impacté se situe dans une zone relativement excentrée du Nord-Alsace. La redynamisation souhaitée par les acteurs locaux passe principalement par le développement touristique dont le projet phare est la création sur les hauteurs du parc régional des Vosges du Nord d'une structure ludo-sportive de 40 mètres de diamètre offrant une vue imprenable sur la plaine d'Alsace et la Forêt Noire. Dans une seconde phase la libération du foncier de la Défense devrait permettre la création d'un centre d'hébergement «nature et détente» destiné à valoriser l'offre touristique.



CI-DESSUS

**Office de Tourisme
du Pays de Bitche.**

© Office de Tourisme du Pays
de Bitche

**Sphère ludo sportive : vue
globale (CRSD Drachenbronn).**

© Comité de communes
de Wissembourg

DEPUIS LA PRÉFECTURE DE LA MARNE À CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE POUR LES DÉPARTEMENTS 08, 10, 51 ET 52

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

2017 a vu la clôture des PLR de la Marne et des CRSD de Givet (08) et de Langres (52). En 2018, les bilans des PLR et du CRSD de Reims seront opérés, celui de Châlons-en-Champagne (51) entamera sa troisième année d'existence.

LE CRSD DE REIMS

Signé en juillet 2013, ce contrat de plus de 13 M€, dont 3 M€ de l'État (2,05 de FRED et 0,95 de FNADT), accompagne la cession des 540 ha de la base aérienne 112 à Reims répartis sur les communes de Bétheny, Brimont et Courcy.

Sur la partie de Bétheny rétrocédée en 2017 à l'association «Terrasolis», regroupant les acteurs consulaires, territoriaux, scientifiques et économiques, s'installe la plate-forme expérimentale «TERRALAB». Elle est le support de la filière de croissance qui anticipe la mutation de l'agriculture et la bio économie de demain en lien avec le pôle agro-industriel et de recherche de Pommacle-Bazancour déclinée sur 3 volets :

- ↳ évènementiel (accueil de manifestations et de salons internationaux) ;
- ↳ pédagogique (valorisation de la biodiversité remarquable auprès des publics) ;
- ↳ économique (offres d'espaces dédiés à l'expérimentation d'engins agricoles connectés, à l'innovation et aux start-up, et aux équipements produisant de l'énergie à partir de déchets de toutes natures).

Dans 3 ans, ces projets financés par le FRED généreront 200 emplois et près de 1 500 dans 20 ans.

Avec tous les bâtiments de la base vie de l'ex-BA112, la commune de Courcy (1 000 hab.) associée à la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) «Alliance, sens et économie» a conçu un projet d'expérimentation de la «Microville 112 - Smart Human City» dont l'objectif est d'accueillir des activités partenariales, sociétales et créatives dont les acteurs co-construiront une dynamique de développement et d'innovation économique, technologique, environnementale, auto financée par les occupants. Dans 5 ans, 300 emplois devraient être créés.

PHOTOS EN COUVERTURE

- Cave à champagne.
- Cigognes (Alsace).
- Douaumont.
- Strasbourg.
- Châlons-en-champagne.
- Cathédrale de Reims.
- © AdobeStock
- Fort Maginot Simsherhof.
- © DAR



CI-CONTRE

Commercy : ancienne caserne transformée en centre de formation de Cockrill Maintenance Ingénierie (CMI).
© Scotch Architectes

Terralab, Microville 112, la labellisation UNESCO de l'agglomération d'Épernay associés à la Smart Agriculture et Planet A, financés par le FRED du CRSD de Châlons se sont associés pour présenter, sous l'égide du Grand REIMS, une candidature unique au titre de l'AMI «Territoires innovants de grande ambition» lancée par le CGI. Parmi 100 projets nationaux l'écosystème marnais «Inno-BioEco²» est lauréat pour 2018.

Les projets, permettant la cession de la partie Brimont, sont en cours de définition avec Terrasolis. 2017 a vu l'inauguration du centre de formation du stade de Reims «Raymond Kopa» pour accueillir et former des jeunes sur des terrains d'entraînement spécialisés. 12 emplois ont été créés.

LE CRSD DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

Le CRSD et le contrat d'accompagnement régional (CAR) associé, signés en août 2015, s'élèvent à un montant total de 130 M€ (dont 30 M€ de l'État). Ils s'accompagnent de la cession de sites militaires à l'euro symbolique ainsi que de la création d'une zone de revitalisation de défense générant des exonérations de charges fiscales et sociales aux entreprises qui s'implantent sur le territoire communautaire.

À mi-parcours 24,2 M€ ont été engagés, 41 projets structurants ont été décidés en COPIL représentant 19 M€ d'engagement voire réalisés dont :

- ↳ le soutien aux commerces et à l'artisanat, pour 600 K€ décidés 62 dossiers ont été étudiés soit la création de 72 emplois et un investissement généré de 3,2 M€ (axe 1 du CRSD) ;
- ↳ le déploiement de la fibre optique, l'aménagement du stationnement de l'aéroport de Vatry, l'étude rail/route, le lancement de l'opération «campus 3000», la smart agriculture, la plateforme industrielle de fonderie de l'ENSAM, l'aménagement du mess des entrepreneurs (axe 2 du CRSD) ;
- ↳ 100,3 M€ pour soutenir les filières de croissance notamment la création de SEM énergie pour l'implantation de 18 000 panneaux photovoltaïques sur la friche militaire Hawk en cours de cession, le projet D3R une filière de démantèlement des éoliennes et le soutien à l'investissement et à l'emploi, 62 dossiers ont été étudiés, 505 CDI sont provisionnés et l'investissement généré serait de 34 M€ (axe 3 du CRSD) ;
- ↳ 1,75 M€ pour la rémunération des 2 chargés de mission, l'étude de marketing territorial, les animations de la foire de Châlons et le DAVOS de l'agriculture dans le cadre du projet «Planet A» ainsi que la création de l'IHDEA (axe 4 du CRSD).

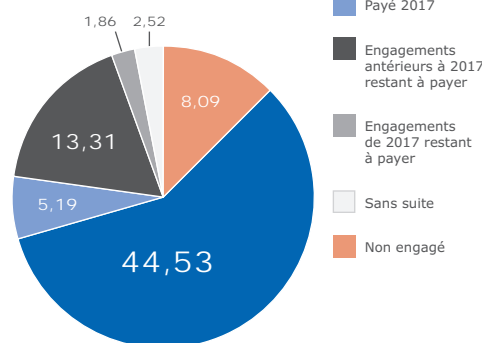
Montant total du FRED sur la région depuis 2007
77,04 M€ dont part contrats locaux : **68,10 M€**

Part commission nationale : **5,99 M€**
Part CPER : **2,95 M€**

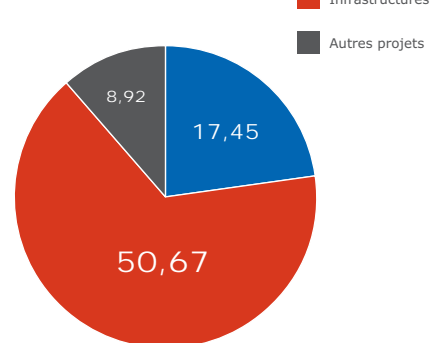
La Meuse et la Moselle portent 48,6 M€ de dotation (63%) et la Marne 17 M€ (23%). Fin 2017, 39,21 M€ de crédits d'infrastructure (77%), principalement sur la Lorraine, ont déjà été payés. Le reste à engager (dont la moitié des «autres projets») est concentré sur la Marne (7,5 M€) et en Alsace.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



TÉMOIGNAGES

GRAND EST

DEPUIS LA PRÉFECTURE RÉGIONALE À STRASBOURG

SERGE STRAPPAZON

Président de la Communauté de Communes du Pays de Wissembourg,
principal maître d'ouvrage du projet de redynamisation du site de l'ex BA 901
de Drachenbronn (Bas-Rhin)



Pour la préparation et la mise en œuvre du contrat de redynamisation de Drachenbronn, le délégué régional a mis à notre disposition l'ensemble de ses savoir-faire professionnels dès la phase de rédaction du document. Menée avec l'appui d'un cabinet spécialisé, cette première phase correspond à celle où le diagnostic territorial a été posé, où les conséquences prévisibles de la fermeture du site ont été identifiées, les besoins définis, et la vision partagée. Il a contribué avec les différents partenaires publics et privés à construire un projet territorial pertinent et cohérent. Dans un second temps, il a apporté son appui à l'exécution du projet avec le lancement des opérations qui verront leur pleine concrétisation au cours de l'année 2018. Il est à nos côtés, en lien étroit avec les services de l'État, pour, entre autres, faciliter la mobilisation des fonds affectés aux projets du CRSD. Son expérience nous est particulièrement précieuse dans le processus de transfert du foncier militaire à notre communauté de communes.

BENOIT VIDON

Sous-préfet de l'arrondissement de Verdun (Meuse)

L'intervention du délégué régional est particulièrement nécessaire dans l'arrondissement de Verdun. En effet, compte tenu de l'importance des questions de mémoire et du souvenir militaire dans le département de la Meuse, des implantations militaires en Meuse toujours très significatives, la qualité de l'investissement personnel du délégué permet d'établir le lien entre les politiques publiques menées par le ministère des armées et les projets portés par les collectivités locales. En effet le tissu économique local, la taille des collectivités locales rendent les reconversions de sites militaires souvent complexes et longues. Le délégué assure également un retour d'expérience sur les réalisations effectuées.

En 2017 le délégué s'est investi dans les dossiers suivants :

- le suivi du Plan Local de Redynamisation de Verdun-Etain : le PLR signé en 2011 est en cours de finalisation et l'aide du délégué permet d'assurer une bonne fluidité dans la gestion des dossiers de financement. Il a également permis de préparer la clôture du PLR.
- l'intervention au titre de la gestion des «délaisés» militaires : la ville de Verdun et les environs disposent en effet d'un grand nombre de sites militaires désaffectés. Si beaucoup ont déjà été cédés et revalorisés, il subsiste quelques sites dont la cession ou la réutilisation restent problématiques, eu égard notamment aux conditions économiques prévalant localement.

À ce titre un appui du délégué est particulièrement précieux pour permettre de porter les projets de réutilisation, d'accompagner l'élaboration des projets permettant de pallier une ingénierie des collectivités souvent insuffisante. La disponibilité et la réactivité du délégué sont également nécessaires pour assurer une bonne cohérence de la politique de restructuration militaire et de sa bonne perception sur le territoire.

Son expérience permet d'aborder les dossiers sur place avec les interlocuteurs locaux, de mobiliser les intervenants utiles avec lesquels il a l'habitude de travailler, et facilite l'aboutissement des projets.

SUITE AU VERSO ●●●→



DEPUIS LA PRÉFECTURE À CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

BENOIST APPARU

Ancien ministre, maire de Châlons-en-Champagne (Marne)

À Châlons-en-Champagne, la présence de l'Armée était très importante tant au niveau du nombre de militaires installés sur le territoire qu'au niveau de l'ancienneté de l'implantation des régiments. Son départ a donc eu un impact très lourd sur la vie locale et cela justifie l'ampleur des moyens mobilisés dans le Contrat de Redynamisation du Site de Défense et son Contrat d'Accompagnement à la Restructuration.

En effet, l'enjeu pour Châlons, ce n'est rien moins que d'inventer le nouvel ADN économique du territoire. Ce n'est pas le plus facile et cela peut prendre du temps de faire émerger de nouvelles filières de croissance. Or le temps (des contrats) nous est compté.

C'est pourquoi il nous faut des personnes efficaces et j'ai plaisir à reconnaître que nous disposons, avec le Délégué régional à l'accompagnement, d'une personne réactive, investie, connaissant parfaitement les différents circuits de décisions des administrations et sachant, de ce fait, mobiliser les bons interlocuteurs pour parvenir à les fédérer autour des projets.

Ce qui est le plus agréable et le plus précieux pour l'écu que je suis, c'est que le Délégué régional n'est pas le genre de personne à répondre : «ce n'est pas possible.» Lui, il répond «on ne l'a jamais fait... mais on va voir comment on va pouvoir le faire». Voilà l'esprit dans lequel nous travaillons quasiment au quotidien pour mettre en œuvre ce CRSD.

DENIS GAUDIN

Sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Marne

Le préfet de la Marne m'a confié la responsabilité administrative et l'animation pour l'État du CRSD de Châlons-en-Champagne, dossier engagé depuis déjà une année, à mon arrivée.

Il a été tout à fait utile, et également appréciable pour moi, de trouver sur place le Délégué Régional de la DAR, personne «sachante» et disponible, connaissant aussi bien les arcanes du ministère de la défense, ses représentants locaux et régionaux, encore nombreux ici malgré les restructurations passées, que les différents sites disponibles, leurs potentialités et leur état général.

Sa juxtaposition, géographique et opérationnelle, aux services économiques de la préfecture facilite son rôle de personne ressource et fluidifie le travail en cohérence avec mes propres équipes.

Son positionnement de «go between» entre le monde militaire et toutes ses composantes (jusqu'à l'officier en charge des zones naturelles dans les camps militaires!), les élus de la ville, de la communauté d'agglomération et leurs collaborateurs permet un travail rapide et efficace au bénéfice - il ne faut jamais l'oublier - de l'économie locale, de l'attractivité du territoire et donc, in fine, des populations.



DAR 2017

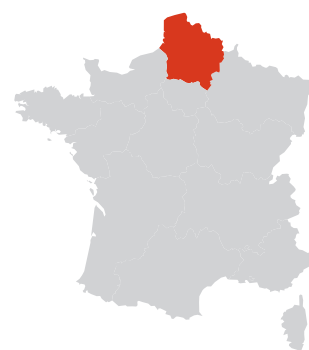
HAUTS-DE-FRANCE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Issue de la fusion des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, la région Hauts-de-France étend ses cinq départements sur 31 814 km². Lille, son chef-lieu, est au cœur de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai.

Troisième région française par le nombre d'habitants derrière l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes avec plus de 6 millions d'habitants, la plus dense après l'Île-de-France, elle est la plus jeune de France métropolitaine avec 32,7% de moins de 25 ans. À la fois très urbanisée et rurale (67% du territoire est occupé par l'agriculture), plus étendue que la Belgique avec laquelle elle partage 300 kilomètres de frontière, elle bénéficie d'un réseau d'infrastructures exceptionnel (ferroviaire, fluvial, portuaire, aéroportuaire et routier).

Sa façade maritime de 180 kilomètres sur la Mer du Nord et la Manche compte trois ports majeurs (Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer). Quatre parcs naturels régionaux témoignent de la diversité des territoires. Positionnée au cœur d'un bassin réunissant 78 millions de consommateurs et cinq capitales européennes dans un rayon de 300 kilomètres, la région a un niveau de développement se traduisant par un PIB de 152 milliards d'euros, soit le quatrième rang français.



UN POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

- des secteurs d'excellence : industrie agroalimentaire, constructions automobile et ferroviaire, industrie aéronautique, logistique, commerce digital, productions végétales, santé et nutrition, nouveaux matériaux, tertiaire, industries créatives... ;
- 3^e région pour les investissements internationaux ;
- 8 pôles de compétitivité ;
- des grands projets : Canal Seine-Nord Europe, renouveau du bassin minier.

Sources : Insee, Conseil régional Hauts-de-France, Ceser Hauts-de-France

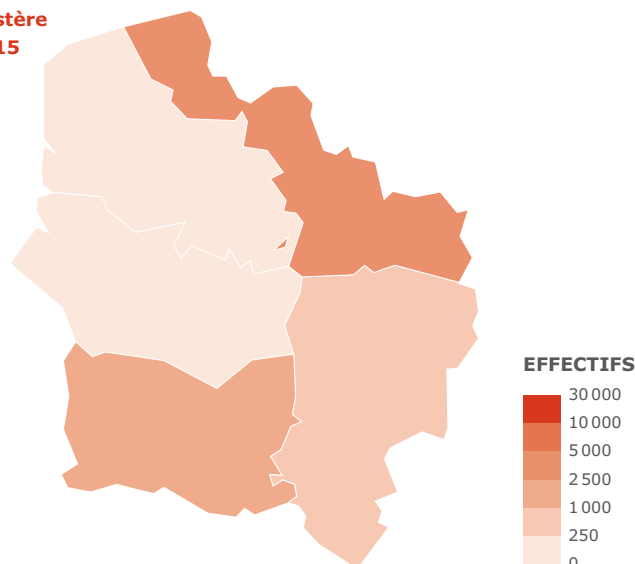


LA DÉFENSE EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Entraînement au complexe de tir en zone urbaine. CENZUB Sissonne.

© R. Senoussi - DICOD

Installations de transmission du 41^e RT lors d'un exercice du CRR-FR en Bulgarie.

© T. Trophime - DICOD

Vue aérienne de la base de Creil.

© Service photo de la base aérienne 110



La zone de défense et de sécurité Nord, dont le siège est à Lille, correspond au territoire de la région. Le commandement de la zone terre Nord-Est se trouve à Metz et le commandement de l'arrondissement maritime Manche-Mer du Nord à Cherbourg.

Les armées dans la région représentent environ 6 000 personnels, majoritairement des militaires. Elles sont implantées principalement autour de quatre garnisons :

- ↳ Lille : le commandement des forces terrestres, le quartier général du Corps de Réaction Rapide-France qui répond aux engagements internationaux de la France dans le cadre de l'Union Européenne et de l'OTAN ;
- ↳ Douai : le 41^e régiment de transmission ;
- ↳ Creil : la base aérienne 110 abritant notamment des entités de la direction du renseignement militaire ;
- ↳ Sissonne : le Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB).

Ces garnisons sont soutenues à partir de trois bases de défense dont les sièges sont à Lille et Creil et à Mourmelon-Mailly (hors région).

Enfin, diverses entités du SCA, du SSA, de la DGA et du SGA sont également implantées dans la région et dépendent d'établissements situés en Ile-de-France ou dans l'Est.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Les Hauts-de-France ont vu les effectifs des armées divisés de plus de la moitié entre 2008 et 2017 notamment dans les départements du Nord, de l'Aisne et de l'Oise.

Rapportés à la population active occupée, ces effectifs placent la région en dernière position de France métropolitaine mais au 10^e rang en masse salariale brute. L'activité du ministère se concentre aujourd'hui sur Lille, Douai, Creil et Sissonne.

La région contribue peu à l'économie de défense. En 2015, les paiements directs de ministère des armées aux PME placent la région au 8^e rang national.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	216,0
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	3,4
Paiements directs aux PME (M€)	60,5
Nombre de PME	882

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



CI-CONTRE
**Délégation de la DAR reçue
par le préfet M. Lalande.**
© ADC Thierry Munch - Sirpa Terre

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

FAVORISER L'ACCÈS DES ENTREPRISES RÉGIONALES AUX MARCHÉS DU MINISTÈRE DES ARMÉES

Le tissu industriel régional est historiquement peu tourné vers les industries de défense. Il dispose néanmoins d'atouts indéniables. Les démarches du ministère entreprises en matière d'innovation, en particulier dans les achats hors armement, et relayées par la déléguée, devraient permettre de susciter, en particulier auprès des start-up et des PME, l'envie de travailler avec le ministère et au ministère de développer sa capacité à détecter et à capter la valeur des innovations locales présentes sur le marché.

Sous l'égide de la directrice de la plateforme régionale des achats, la participation de la mission achats du ministère et de la déléguée régionale au forum de l'innovation et de l'achat public «Innov'ember», tenu à Euratechnologies en novembre, s'est inscrite dans cette démarche et a permis une première prise de contact avec différentes start-up et PME intéressées.

DÉVELOPPER LA CONNAISSANCE DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE RÉGIONALE

La déléguée régionale co-anime le pôle régional à l'économie de défense (PRED) avec les deux correspondants DGA en DIRECCTE. Les échanges d'informations sur les entreprises tant de la base industrielle et technologique de défense (BITD) que de celles travaillant pour le domaine hors armement sont précieux et permettent d'enrichir la connaissance mutuelle de ces entreprises et d'apporter ainsi la réponse la mieux adaptée à leurs attentes. En complément, la participation de la déléguée au comité développement économique de l'intelligence économique présidé par la secrétaire générale aux affaires régionales lui permet de contribuer à la sensibilisation des partenaires sur les fournisseurs du ministère et leurs problématiques.

FAVORISER LES RELATIONS ENTRE LE MINISTÈRE DES ARMÉES ET LES ADMINISTRATIONS CIVILES

Le positionnement de la déléguée au sein du secrétariat général aux affaires régionales offre des opportunités de rapprochement entre les autorités civiles et militaires sur des sujets aussi divers que l'environnement, la cohésion sociale ou les problématiques foncières. La déléguée permet, par sa connaissance du ministère, de faire intervenir les bons interlocuteurs. C'est également l'occasion d'accompagner certains dossiers complexes.



Sylvie COUDERT
Déléguée régionale

Ingénieur en chef des études et techniques de l'armement, elle a occupé divers postes techniques et d'encadrement à la DGA (service des programmes aéronautiques, service qualité) avant d'être détachée comme adjointe du directeur du centre de recherche Inria Lille-Nord Europe puis mise à disposition du ministère de l'économie à la Direccte Île-de-France. Elle est depuis mars 2017 déléguée régionale pour les Hauts-de-France.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Amiens.

© AdobeStock

Baie de Somme.

© CRT Picardie & S. Boulland

Terrils de Loos en Gohelle.

© CRT Picardie & E. Desauinois

Géants de Douai.

© CRT Picardie & X. Alphan



CI-DESSUS

BA 110.

© Service photo de la base

aérienne 110

Pépinière industrielle de Noyon.

© CPPN

Sur le périmètre de la région Hauts-de-France, cinq contrats de redynamisation de site de défense (CRSD) et de deux plans locaux de revitalisation (PLR) ont été mis en place.

LE CRSD DE CAMBRAI/EPINOY (NORD-PAS-DE-CALAIS)

La fermeture de la base aérienne 103 a fortement impacté économiquement le territoire. Doté d'un montant global de près de 38 M€ dont 12,77 M€ de crédits État, le CRSD est arrivé à son terme. Il a permis la création de zones d'activités, l'arrivée du très haut débit, le maintien de 1 120 emplois et de plus de 300 étudiants. Le principal enjeu désormais concerne l'avenir de l'emprise de l'ex-base aérienne (350 ha) cédée à l'euro symbolique, sur laquelle le projet de parc E-Valley, base logistique dédiée au e-commerce, pourrait permettre la création de 1 300 emplois.

LE CRSD DE NOYON (OISE)

Le quartier Berniquet a été reconverti en campus économique «Inovia» dédié aux start-up et entreprises innovantes. Cet écosystème offre ainsi des solutions d'accueil à une cinquantaine d'entreprises générant plus de 250 emplois. Un internat de la réussite (Éducation nationale) y est installé depuis 2010 pour les élèves de la 6^e à la terminale ainsi que de classes préparatoires commerciales. Le montant total du contrat s'est élevé à 36,7 M€ dont 10 M€ de crédits État.

LE PLR DE L'OISE - PARTIE SENLIS

Le PLR de Senlis s'est achevé en juillet 2017. Doté d'environ 1,6 M€ de crédits État spécifiques sur un budget global d'environ 8,8 M€ (dont 4,3 M€ de travaux), il a permis en particulier la reconversion du quartier Ordener (10 ha cédés à la ville). Ce site abrite le siège du CEEBIOS (Centre Européen d'Excellence en Biomimétisme de Senlis).

La mise en place du très haut débit a permis l'accueil des premières entreprises. Le ministère des armées a soutenu directement 4 entreprises dans le domaine de l'environnement et/ou relevant de l'économie verte. Le PLR a permis de générer 285 emplois directs ou indirects.

LE CRSD DE LAON-COUVRON (AISNE)

D'un montant total d'un peu plus de 38 M€ dont 10 M€ de crédits État, le contrat achevé en novembre 2017 a pour objectif de requalifier le quartier Mangin sur la base d'un projet d'autodrome comprenant la construction d'un circuit automobile, de garages et stands, de la fourniture de véhicules de courses pour des stages de pilotage... et l'accueil d'autres entreprises sur le site. Les installations d'eau potable et d'assainissement ont été réhabilités. 218 emplois ont été créés ou maintenus.

LE CRSD DE CREIL (OISE)

Ce CRSD signé en juillet 2016 et doté d'un budget de presque 11 M€ dont 25% de crédit État a été décidé suite à la fermeture programmée de la plate-forme de la base aérienne 110 de Creil. Onze actions de nature à favoriser le développement économique et la reconversion de l'emprise de 250 hectares ont été initiées. D'ores et déjà l'extension du parc d'activités ALATA est programmée et la construction d'hébergements en faveur des étudiants est engagée.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

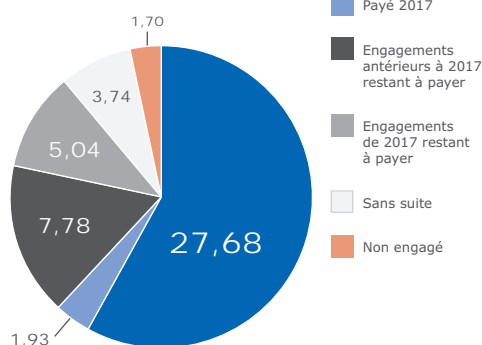
Montant total du FRED sur la région depuis 2007

47,87 M€ dont part contrats locaux : **34,81 M€**

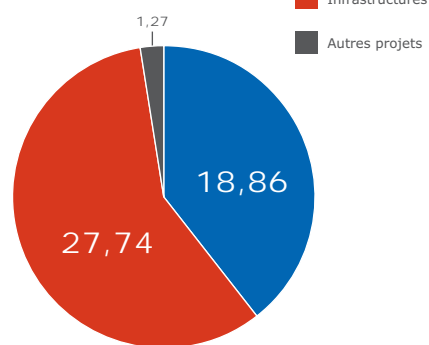
Part commission nationale : **13,05 M€**

L'Oise et l'Aisne (49% de la dotation) portent l'essentiel des engagements et paiements de 2017 ou à venir, les dossiers du Nord et du Pas-de-Calais (51% du total) étant plus anciens.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€

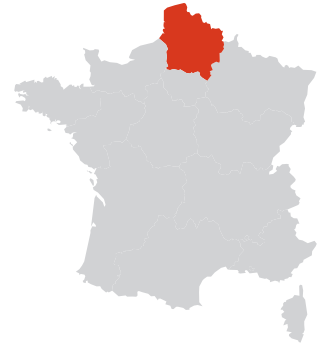


HAUTS-DE-FRANCE TÉMOIGNAGES

FRANCIS CLORIS

Sous-préfet de l'arrondissement de Senlis.

L'arrondissement de Senlis est concerné par deux contrats dans le cadre des restructurations militaires. Le Plan Local de Restructuration (PLR) de Senlis a été clos par le Comité Technique Interministériel du 4 octobre 2017. Il convient désormais d'assurer le bon achèvement de l'ensemble des actions de ce contrat. Le Contrat de Redynamisation de Site de Défense (CRSD) de Creil a été conclu à la suite de la fermeture de la plate-forme aéronautique de la BA 110 qui est en cours de mise en œuvre. À l'occasion tant de l'élaboration que de la mise en place des actions, la Délégation à l'Accompagnement Régional (DAR) a apporté une aide précieuse par, bien sûr, sa compétence particulière dans ce domaine des restructurations militaires mais également par sa réactivité, sa collaboration toujours constructive et son rôle de «porte d'entrée» du monde complexe des armées. Cette parfaite connaissance du monde militaire permet de trouver rapidement le bon interlocuteur et de bien respecter les usages et procédures pas forcément maîtrisés par les civils. Aussi la qualité de l'engagement de la DAR est-elle une garantie pour le bon achèvement de nos deux contrats du sud de l'Oise.



ISABELLE BROSSIER

Directrice de la plate-forme régionale des achats Hauts-de-France

La Préfecture de Région Hauts-de-France a mis en place depuis janvier 2017 un observatoire régional de la commande publique. Initiative pionnière en France métropolitaine, son rôle est triple. Il s'agit d'abord de sensibiliser l'ensemble des donneurs d'ordre à l'importance de leur rôle et de mieux faire connaître la commande publique dans la région Hauts-de-France par un effort de transparence. L'objectif est ensuite d'accroître sa performance grâce au partage des meilleures pratiques et à la mise en place d'indicateurs. Nous souhaitons enfin que cette structure permette de faire le lien entre l'enseignement supérieur et les acteurs publics en confiant son développement à des étudiants et en faisant de ce sujet une thématique de recherches.

Des groupes de travail ont été constitués et ont vocation à conduire la réflexion et à apporter un premier éclairage sur des sujets aussi divers que l'innovation dans la commande publique, les délais de paiement et les intérêts moratoires, les clauses sociales et environnementales ou encore la prospective dans les secteurs des travaux publics et du bâtiment.

Dans le cadre des travaux portés par le groupe de travail dédié à l'innovation dans l'achat public, une journée dédiée à l'Innovation et tournée vers les opérateurs porteurs de solutions innovantes a été organisée à Lille sur le site d'Euratechnologies premier incubateur de start-up en France.

L'objectif de cette journée était en particulier de permettre la rencontre entre les principaux acheteurs publics et l'univers de ces jeunes entreprises en croissance. La plate-forme régionale des achats des Hauts-de-France et la délégation à l'accompagnement régional du ministère des armées ont uni leurs efforts pour porter la parole et les projets d'achat du ministère des armées durant toute cette journée.

La participation du ministère des armées s'est en particulier traduite par la participation du responsable ministériel des achats du ministère des armées à la table ronde dédiée à l'achat innovant, la présentation de sa programmation d'achats sous forme de «pitches» devant les entreprises et la présence d'un stand du ministère dans l'atrium d'Euratechnologies aux côtés de celui de la direction des achats de l'État (DAE) et de la Direction interministérielle du numérique et des systèmes d'information et de communication (DINSIC) par exemple.

Le partenariat conçu entre la PFRA et la délégation pour mettre en œuvre la participation des équipes du ministère à cet événement a été déterminante.

SUITE AU VERSO ●●●→



CÉCILE HUART ET HICHAM EL MOUDEN**Correspondants DGA Direccte Hauts-de-France**

Les correspondants DGA nommés au sein des DIRECCTE ont pour mission principale d'accompagner les entreprises de la BITD (base industrielle technologique de défense). Nous travaillons en étroite collaboration avec la déléguée de la DAR, afin d'identifier les PME pouvant intéresser le ministère des armées, de promouvoir les dispositifs d'accompagnement existants ainsi que l'accès aux marchés de la défense. Nous échangeons des informations sur la situation des entreprises, chacun préservant la confidentialité requise par ses missions. Cela nous permet d'être beaucoup plus efficaces !

NICOLAS BASSELIER**Préfet de l'Aisne**

La complexité inhérente au contrat de défense axonais (cession du foncier, accompagnement des maîtres d'ouvrage, notamment d'un porteur de projet privé étranger, suivi des crédits, etc.) n'a pu être gérée que dans le cadre d'une collaboration étroite et efficace entre les services de la préfecture et ceux, centraux ou régionaux, du ministère des armées. Ainsi, même si du travail reste à accomplir, le plus important a été réalisé : tous les crédits de l'État ont été mobilisés et les opérations ont débuté.



DAR 2017

ÎLE-DE-FRANCE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de 8 départements et 1 276 communes, elle accueille une population de 12,1 millions d'habitants (19% de la population française métropolitaine), plus jeune que la moyenne nationale. Siège d'une métropole culturelle et intellectuelle, laboratoire scientifique et urbain, l'Île-de-France est aussi le poumon économique du pays, réalisant à elle seule 30% du produit intérieur brut national. Le fait d'être la région-capitale se traduit par la puissance du secteur des services. 82% des actifs franciliens travaillent dans le secteur tertiaire : administration, banque, tourisme, aides à la personne ou commerce. Son tissu industriel compte des secteurs de pointe : l'automobile, l'aéronautique, l'imprimerie, l'électronique ou encore la pharmacie. Elle concentre en outre 40% des effectifs de la R&D publique et privée.

Ces activités économiques façonnent les paysages, de la vallée de la Seine, berceau de l'industrie automobile, au quartier d'affaires de La Défense, du plateau scientifique de Saclay à La Plaine-Saint-Denis, du marché international de Rungis au port de Gennevilliers dédié à la logistique.



L'ÎLE-DE-FRANCE C'EST...

- 2% du territoire ;
- 30% du PIB ;
- 23% de l'emploi salarié ;
- 25% des créations d'entreprise ;
- 56% du trafic aérien de passagers ;
- 26% du parc locatif social ;
- 18% des exportations ;
- 27% des élèves de l'enseignement supérieur ;
- 25% des capacités d'accueil hôtelières ;
- 15% de la consommation finale énergétique.

Sources : INSEE, Pôle Emploi, DARES / Chiffres-clés 2017 de la région Île-de-France

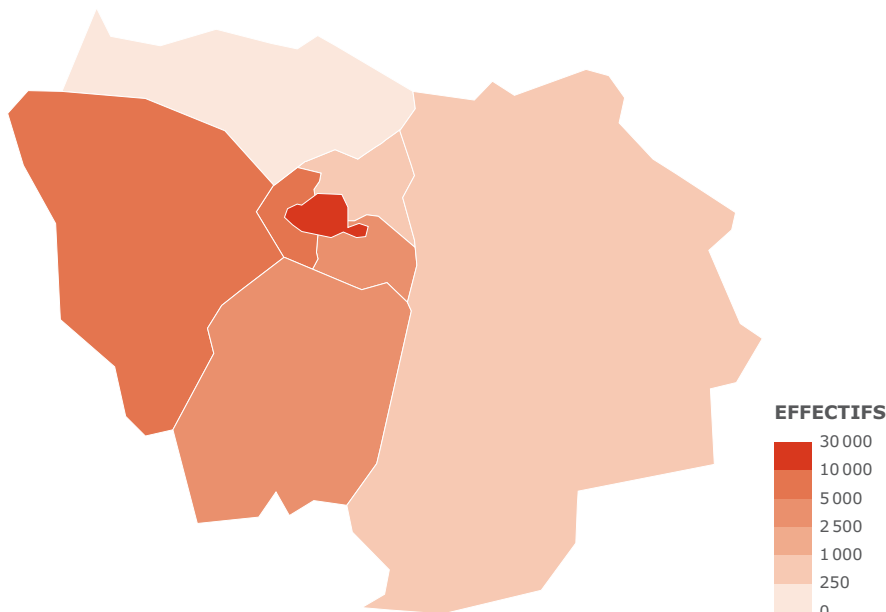


LA DÉFENSE EN RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Balard, Nouvel état-major interarmées.

© C. Vennin - DICOD

Module mixte logistique du 121^e RT.

© J. Redouane - ECPAD



La région Île-de-France est le siège de tous les états-majors centraux des grands employeurs du ministère des armées (état-major des armées, secrétariat général pour l'administration, direction générale de l'armement, direction générale des relations internationales et de la stratégie...), ainsi que, pour l'essentiel, des organismes dépendant de la zone de défense et de sécurité d'Île-de-France.

Elle concentre plus de 45 000 civils et militaires appartenant à l'ensemble des composantes des armées, dont plus de 9 000 sur le site de Balard, dans le 15^e arrondissement de Paris. Les états-majors, unités, établissements et bases aériennes sont majoritairement situés à l'ouest d'une ligne Taverny-Evry. Ils sont soutenus à partir de la base de défense de l'Île-de-France, unique base du ministère comportant 5 groupements de soutien (Paris-École militaire, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, Villacoublay et Vincennes). Les organismes centraux, sont, pour leur part, soutenus par le Service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC).

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 9,3‰ en région Île-de-France, c'est moins que la moyenne nationale (14‰). Ce taux assez faible s'explique par l'importance de la population active de la région.

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la région Île-de-France s'élève à 1 433 M€ (données 2015), soit 17,5% de la masse salariale du ministère en France métropolitaine. Ce poids élevé est corrélé à la concentration dans cette région des effectifs de direction et d'encadrement, notamment de l'administration centrale du ministère des armées et des états-majors. En 2015, les paiements directs du ministère aux PME régionales se sont élevés à 499 M€ soit plus d'un tiers du total des paiements aux PME, pour 4 452 entreprises bénéficiaires représentant 20% des PME bénéficiaires au niveau national.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	1 432,6
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	9,3
Paiements directs aux PME (M€)	498,5
Nombre de PME	4 452

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



CI-CONTRE

Vue aérienne du dôme des Invalides et de l'INI (Institution Nationale des Invalides).

© O. Dubois - Armée de Terre

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

FAVORISER LES LIENS AVEC LES ENTREPRISES

Renouvelé en décembre 2014, le partenariat entre le MEDEF et le ministère des armées a pour objet de faire vivre le lien entre le monde militaire et celui de l'entreprise. Cette coopération, portée par le Comité Liaison Défense (CLD) du MEDEF, recouvre de nombreux sujets de ressources humaines (retour à la vie civile du personnel militaire, soutien à la garde nationale, accompagnement des blessés...) et économiques (marchés publics, investissement, innovation...). Pour remplir son rôle d'interface et rapprocher les armées du monde de l'entreprise, le CLD réunit dans une même entité des chefs d'entreprise, des acteurs du monde économique et des représentants des principaux services et États-majors du ministère des armées.

Dans le cadre de ce partenariat, le Général de Corps d'armée Bruno Le Ray, Gouverneur Militaire de Paris, Officier général de la zone de défense et sécurité de Paris, et Eric Berger, Président du MEDEF Île-de-France ont signé le 5 octobre 2017 une convention portant création du Comité Liaison Défense (CLD) pour l'Île-de-France à l'Hôtel National des Invalides.

Cet accord vise à rapprocher les acteurs du monde économique et les représentants des États-majors des armées. Cette coopération s'organisera notamment autour de thématiques concrètes tant sociales (promotion du service militaire volontaire, du recrutement des réservistes, reconversion des personnels militaires, accompagnement des blessés...) qu'économiques (sensibilisation aux intérêts communs, achats publics, transfert d'innovation...).

À cette occasion, le GCA Bruno Le Ray a souligné le sens de ce partenariat : «Premier investisseur public en France, la Défense est intimement liée à un large réseau d'entreprises avec des intérêts communs évidents. Mais, au-delà des intérêts partagés, des valeurs communes nous relient, et l'envie de faire gagner la France. Ces valeurs doivent s'incarner et vivre : c'est bien le sens du partenariat entre la Défense et le MEDEF de renforcer la connaissance et les échanges entre nos communautés».

Eric Berger, Président du MEDEF Île-de-France, a pour sa part souligné que «l'armée est un immense réservoir de valeurs et de talents opérationnels. La rigueur et le dévouement, la fiabilité et la conscience professionnelle, la capacité d'adaptation et l'esprit collectif, autant d'atouts qui ne peuvent être que bénéfiques à toute entreprise !».



Matthieu MAINETTE
Délégué régional

Son premier poste au ministère des armées fut «chargé de mission» à la DAR avant d'être nommé DR IDF et Outre-mer en 2015. Il a exercé auparavant au sein du ministère de la culture.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Arc de triomphe.

Paris (péniche).

Bretigny-sur-Orge.

Val-de-Marne (Choisy-le-Roi).

© AdobeStock



CI-DESSUS

HIA (Hôpital Interarmées des Armées) Percy à Clamart.

© Ch. Fiard - DICOD

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

13,59 M€ dont part contrats

locaux : **11,16 M€**

Part commission nationale :

2,44 M€

L'activité 2017 a été marquée par une réorientation des crédits du CRSD de Taverny. Celui-ci concentre, avec celui de Brétigny, l'essentiel du reste à payer (81%) pour 31% de la dotation.

Le CRSD de Provins-Sourdon s'est soldé en 2014 à 6,75 M€ (annulation de la dernière créance en 2017). L'aménagement de la base-aéronavale de Dugny (zone du Bourget) s'est terminé en 2017.

LE CONTRAT DE REDYNAMISATION DE SITE DE DEFENSE (CRSD) DE BRETAGNE-SUR-ORGE

Afin d'accompagner la cessation d'activité de la BA 217, l'État et une dizaine de partenaires, parmi lesquels le conseil départemental, Cœur d'Essonne agglomération (ex-Val d'Orge) et la communauté de communes du Val d'Essonne, ont conclu un CRSD le 15 mars 2012. Ce contrat, qui a prévu une participation financière de l'État d'un montant de 4,2 M€, dont 2,8 M€ au titre du FRED, s'est accompagné de la restitution d'environ 550 hectares au domaine civil, remis à l'euro symbolique.

Conformément aux objectifs que s'étaient fixés les signataires, le contrat a permis d'impulser une dynamique de développement économique et un renforcement de l'attractivité de ce territoire. En effet, si l'ensemble des actions n'est pas totalement achevé, il convient de souligner que les investissements (aménagement routiers, installation des réseaux, réhabilitation des bâtiments) déjà opérés sur la zone du CRSD ont permis d'accueillir plusieurs entreprises (Amazon, STEF, XYT, EAST BALT...). Le site accueille des événements de type festival de musique et des tournages ainsi que le cluster «Drone Paris Région» qui fédère l'ensemble des acteurs de cette filière (formation, R&D, production).

Ces actions ont généré près de 200 emplois et permettront d'ici fin 2018 la création de près de 3 500 postes, ce qui compensera les quelques 2 300 emplois supprimés avec la fermeture de la BA 217.

LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) DU VAL D'OISE

Le PLR du Val d'Oise a été signé le 5 juillet 2013 à la suite de la réduction du format de la base aérienne 921.

Les axes des actions de redynamisation sont les suivants :

- ↳ améliorer le cadre de vie des habitants et des salariés en permettant la création de nouveaux logements et en redynamisant le commerce de proximité ;
- ↳ accroître l'attractivité et développer les zones d'activités économiques du territoire afin de favoriser le développement des entreprises existantes et attirer de nouvelles activités créatrices d'emplois ;
- ↳ favoriser la recherche d'emploi.

L'ensemble de ces actions avance et quatre d'entre elles sont même terminées. Lors du comité de site du 16 octobre 2017, des crédits ont été redéployés et dédiés notamment à l'amélioration de la desserte des logements et commerces de Sainte-Honorine à Taverny, quartier prioritaire au titre de la politique de la ville.

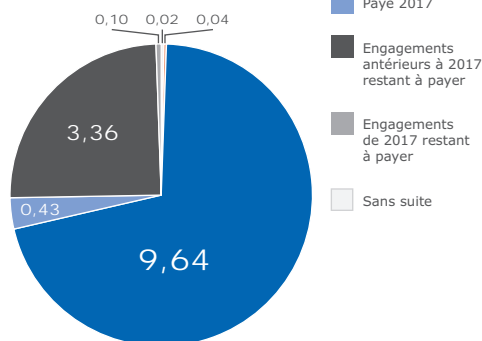
LE PLR DES YVELINES

Afin d'accompagner les restructurations dans les Yvelines, un Plan Local de Redynamisation a été mis en place avec une subvention de l'État (FRED) de 235 000 €.

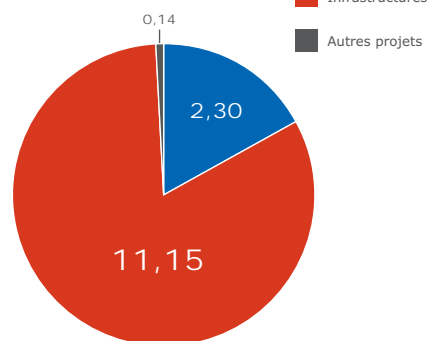
Ce PLR, signé en date du 6 août 2013 entre l'État représenté par le Préfet des Yvelines et l'Établissement public Paris-Saclay, prévoyait une durée de 3 ans pour la réalisation du programme d'études, soit jusqu'au 6 août 2016. L'évolution de la réflexion sur le projet a conduit à requalifier certaines études justifiant une prolongation de deux ans de ce contrat jusqu'au 6 août 2018.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





DAR 2017

NORMANDIE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La Normandie, qui résulte de la fusion de la Haute et de la Basse-Normandie, dispose d'atouts économiques, culturels et géographiques s'inscrivant au sein du territoire de projets «Paris Seine Normandie». L'un des principaux atouts de cette nouvelle région est la présence de l'axe Seine qui concentre la moitié du trafic fluvial national de marchandises. Le littoral, avec ses 600 km de côtes, offre des opportunités réelles aux activités de pêche, de plaisance et de tourisme ainsi que pour le trafic transmanche. Les zones urbaines concentrent les activités du tertiaire et de recherche. Les nombreuses zones industrielles accueillent, quant à elles, de grandes entreprises aux savoir-faire reconnus dans des domaines d'excellence (pétrole, chimie, énergie).

Avec ses 6 pôles de compétitivité, ses laboratoires et centres de recherches, la région s'illustre dans les activités navales, aéronautiques et spatiales, l'industrie pharmaceutique, l'automobile, l'énergie autour des énergies marines renouvelables.

La Normandie est une zone de transit pour le commerce international grâce à son réseau d'infrastructures le long de l'axe de la Seine et ses ports, dont Le Havre et Rouen. Les 3 700 entreprises exportatrices normandes réalisent près de 36% du PIB régional.



LES CHIFFRES-CLÉS

- 3 339 100 habitants ;
- 29 907 km² ;
- 5 départements ;
- 90,3 milliards d'€ de PIB ;
- 9^e région économique nationale ;
- 6^e région pour le commerce extérieur : 64 milliards d'€ ;
- 13,9 millions de visites touristiques ;
- 1,3 milliard d'€ de dépenses de R&D.

Sources : Panorama économique 2018 CCI Normandie / INSEE

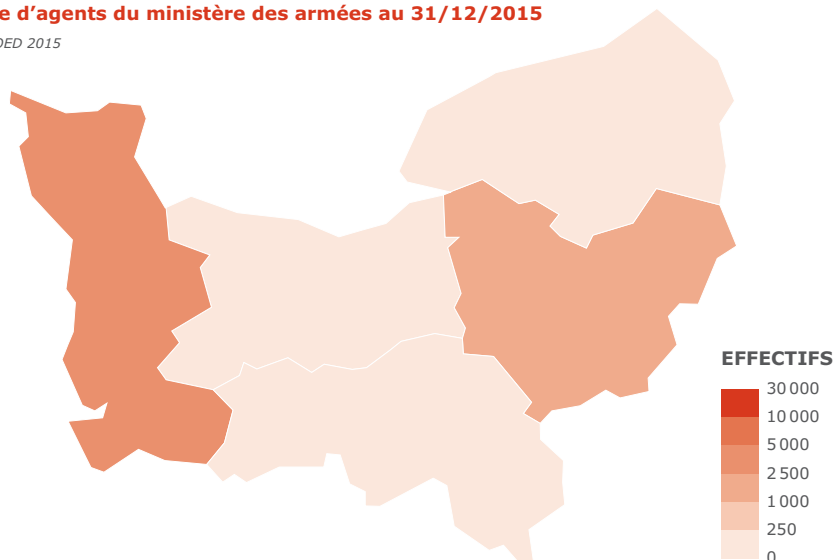


LA DÉFENSE EN RÉGION NORMANDIE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Base aérienne 105 d'Evreux.

© B. Pichard

Cérémonies du débarquement.

6 juin 2014 : anniversaire
débarquement.

© Préfecture du Calvados



Destination majeure du tourisme de mémoire, la Normandie n'est pas un territoire de forte présence militaire. On y trouve un peu plus de 5 300 personnels dont environ 3 500 militaires sont concentrés autour de la base navale de Cherbourg et de la base aérienne 105 d'Evreux.

D'autres services du ministère des armées s'investissent dans les territoires pour la formation, la promotion, la surveillance tels que les CIRFA, l'école des Fourriers à Querqueville, les sémaphores de Gatteville, Barneville-Carteret, Granville, Auderville et Saint-Vaast la Hougue, le groupe de plongeurs-démineurs de la Manche et l'école d'applications militaires de l'énergie atomique à Cherbourg-Octeville.

La région accueille un réseau de petites et moyennes entreprises ainsi que des grands groupes spécialisés dans l'aéronautique et spatial, la défense et la sécurité tels que NavalGroup.

600 PME ont reçu, en 2015, 34 M€ de paiements directs du ministère des armées. Les entreprises normandes bénéficient du label «Normandie Aéro Espace (NAE)», de plus en plus reconnu par les grands industriels (Safran Nacelles, Thales, Zodiac, etc.) qui sont nombreux en Normandie.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	170,7
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	5,3
Paiements directs aux PME (M€)	33,7
Nombre de PME	600

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



CI-CONTRE

Cérémonies du débarquement.

© Préfecture du Calvados

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

ÉVREUX, L'EXPÉRIMENTATION DE LA «SMART BASE»

S'inspirant du développement des Smart Cities pour son volet technologique, le concept de «Smart Base» consiste à nouer des partenariats et à recourir aux nouvelles technologies. Ces approches innovantes devraient permettre d'améliorer la capacité opérationnelle des bases aériennes et la qualité de vie des aviateurs.

Ce projet s'inscrit dans la dynamique de transformation des soutiens et des bases de défense. À Évreux, la BA 105 souhaite devenir pionnière dans le domaine de l'innovation et contribue par le biais de l'expérimentation Smart Base à inscrire encore davantage l'armée de l'air dans la marche du temps numérique et de la modernité.

COOPÉRATION EN NORMANDIE

Les ministres de la défense allemand et français ont signé un accord intergouvernemental pour mettre sur pied une force conjointe de transport tactique au travers de la création d'un escadron commun de transport tactique. Implanté sur la base aérienne d'Évreux, le futur escadron franco-allemand sera doté des huit avions de transport tactique Lockheed C-130J commandés par la France et l'Allemagne. Aviateurs, mécaniciens mais aussi instructeurs allemands et français travailleront de concert sur le site de la BA 105.

Ces quatre prochaines années, la BA105 va engager un programme d'investissement avec la construction de trois hangars de maintenance pour les nouveaux appareils.

D'ici là, l'État, la ville et l'agglomération préparent l'installation des 150 militaires allemands et leurs familles dont l'arrivée est annoncée en 2021. Les partenaires commencent à travailler sur les questions de scolarité des enfants, travail des conjoints et hébergement.

Outre le bac binational pour les lycéens, une section internationale pourrait ouvrir à partir du primaire à Évreux.



Benoît PICHARD
Délégué régional

Sous-préfet détaché dans le corps des administrateurs civils, il est délégué régional pour la Normandie depuis avril 2017 et coordonne également, au sein des services du SGAR, les actions opérationnelles dans le cadre de l'Intelligence économique.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Honfleur.

Normandie.

© AdobeStock

Colleville-sur-Mer.

Pan de bois d'une ferme à colombages.

© Calvados Tourisme Libre



CI-DESSUS

Campus de l'Espace, ancien LRBA-SNECMA.

© SLP Plateau de l'Espace

Dans la région Normandie, trois sites ont bénéficié d'un contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) ou d'un plan local de redynamisation (PLR).

LE PLR DE LA MANCHE

À la suite du retrait d'unités navales du service actif, il a été décidé de mettre en œuvre un PLR doté de 3 M€ de crédits de l'État dont 2,1 M€ au titre du FRED et 900K€ pour FNADT. Grâce aux cofinancements des collectivités et des entreprises, ce PLR s'élève à 10 M€.

Il privilégie 3 axes :

- ↳ l'émergence d'une filière nautique ;
- ↳ le développement de projets liés au traitement des produits de la mer ;
- ↳ la valorisation du savoir-faire français dans le domaine de la sûreté nucléaire.

LE CRSD DE VERNON (EURE)

Il concrétise le projet de reconversion et de redynamisation du site du Laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques (LRBA) de Vernon. Ce site militaire, qui comprend un secteur tertiaire et industriel, un secteur pavillonnaire, des logements collectifs, des équipements sportifs, une friche industrielle et une zone forestière, s'étend sur 370 hectares dont 304 hectares boisés. Le montant total de ce CRSD s'élève à 13,7 M€, dont 5,3 M€ apportés par l'État (au titre du FRED pour les deux tiers et des FNADT pour un tiers).

Ce CRSD s'articule autour d'un projet d'aménagement structuré autour de cinq axes :

- ↳ la relance d'une activité économique ;
- ↳ le développement d'une offre touristique et le renforcement de l'offre sportive et de loisirs ;
- ↳ l'affirmation d'un site à l'urbanisme maîtrisé et à la gestion éco-responsable ;
- ↳ la mise à niveau du site aux standards urbains et de développement durable ;
- ↳ l'ingénierie, portage, promotion et prospection.

LE CRSD DE CAEN (CALVADOS)

Il concerne deux anciens sites militaires : le quartier Koenig à Carpiquet qui abritait le 18^e régiment de transmission et, à Mondeville, l'Établissement central de matériels de mobilisation du service de santé des armées (ECMMSSA). Caen a été doté par l'État d'un contrat de redynamisation d'un montant de 4,1 M€ dont 2,67 M€ au titre du FRED et 1,43 M€ au titre des FNADT.

Le CRSD de l'agglomération caennaise se décline en 3 axes de développement sur Koenig :

- ↳ intégration du quartier dans la trame urbaine de l'agglomération ;
- ↳ la mise à niveau du quartier Koenig aux standards urbains ;
- ↳ le soutien au développement de l'activité grâce à la mise aux normes de 5 bâtiments.

L'abandon du site de l'ECMMSSA à Mondeville a permis la construction d'un EHPAD, d'environ 120 logements HLM et la relocalisation du collège. L'EHPAD «La source» a ouvert en 2015 (102 lits) et a permis la création d'environ 80 emplois directs. Le nouveau collège Guy Liard de 500 élèves trouve aussi sa place dans le quartier Valleuril. Son ouverture est prévue pour la rentrée 2018.

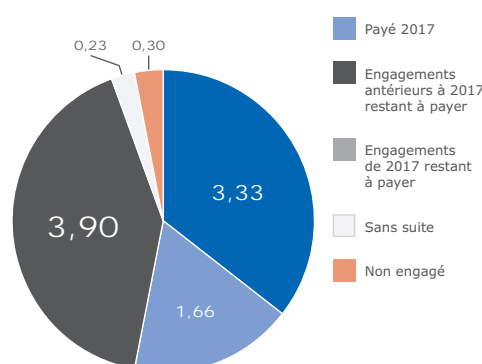
LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

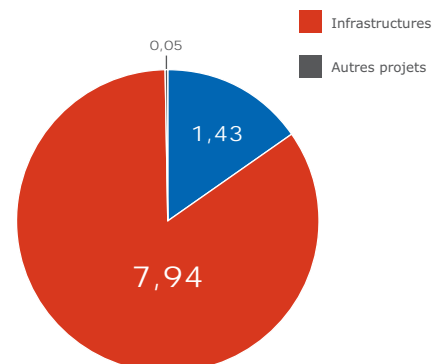
9,42 M€ dont part contrats locaux : **8,41 M€**
Part commission nationale : **1,02 M€**

L'année 2017 a été notamment marquée par l'avancée des travaux du domaine Viaire à Caen.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



TÉMOIGNAGES

NORMANDIE

NICOLAS HESSE

Secrétariat général pour les affaires régionales

Afin d'assurer ses missions, la Préfète de la région Normandie s'appuie sur le Secrétariat général pour les affaires régionales ainsi que sur les services régionaux de l'État. Le SGAR de Normandie est une structure basée à Rouen avec, à titre transitoire, une implantation à Caen.

Le SGAR est dirigé par un fonctionnaire territorial, Nicolas Hesse, qui dirigeait auparavant les services de la région Bourgogne.

Jusqu'à très récemment, le sujet de la défense était perçu comme secondaire par bon nombre de collaborateurs et fonctionnaires dans une région peu militarisée ; les sujets économiques, agricoles d'aménagement du territoire et les problèmes sociaux prenant le pas sur les questions militaires.

Depuis l'arrivée du délégué à l'accompagnement régional auprès de la Préfète de Normandie et tout particulièrement au sein de l'équipe du SGAR, les considérations militaires, les enjeux de l'industrie de défense et l'impact des restructurations militaires sur les territoires trouvent un nouvel écho à dimensions multiples. Que ce soit à Évreux, Rouen, Caen, Cherbourg ou au Havre, l'armée française dans son action de protection ou son impact économique bénéficie d'un fort soutien de la population. Dans le contexte post-attentats que nous connaissons aujourd'hui, le maintien de la paix est plus que jamais lié à l'organisation et l'industrie de la défense. Nos concitoyens en sont intimement convaincus et sont nombreux à plébisciter le travail et l'engagement de nos forces de sécurité et de l'innovation technologique.

Les filières aéronautique et navale, notamment dans le domaine de la défense, jouent un rôle important dans l'économie normande. La Normandie accueille en effet un réseau de petites et moyennes entreprises ainsi que des grands groupes spécialisés dans l'aéronautique et spatial, la défense et la sécurité.

Les missions confiées au délégué régional du ministère des armées à l'accompagnement territorial pour la Normandie consistent à rapprocher les armées basées sur le territoire normand avec les différents acteurs territoriaux qu'ils soient institutionnels et/ou économiques. C'est ce qu'il s'emploie de faire au sein de l'équipe du SGAR.

L'intervention de la loi «NOTRe» a modifié considérablement l'organisation de l'État et des collectivités territoriales et renforce le niveau régional. Dans ce cadre, le ministère des armées dans ses différentes composantes, doit accompagner et comprendre aujourd'hui les évolutions et les problématiques majeures dans les territoires. Les armées et leur économie apparaissent donc avoir un impact territorial certain et un enjeu politique et économique.

Le DAR présent au sein du SGAR consolide de fait les relations et la visibilité des armées auprès de ses interlocuteurs locaux notamment au profit des acteurs économiques. En lien avec les autorités militaires concernées sur le territoire, le délégué assure un rôle d'accompagnateur des actions conduites par le ministère des armées en région au profit de tous les organismes qui y sont rattachés, afin d'apporter la vision économique et locale du ministère et de faciliter les mises en relation. Il devient alors un interlocuteur auprès de la Préfète de région et du SGAR avec une vision globale des problématiques régionales. Dans ce collectif, le délégué dispose d'une connaissance approfondie du territoire et de leurs acteurs, qu'il s'agisse des services de l'État, des élus et des représentants du monde économique et social. Il assure alors des missions d'expertise au profit de la Préfète de région, des Préfets de département et de leurs collaborateurs pour des sujets concernant la défense (hors emploi opérationnel des forces et armement).

De plus, au sein du SGAR, le délégué régional est directement impliqué dans la coordination des missions sur l'intelligence économique (IE) et dans la mise en œuvre expérimentale d'un copilotage État/Région Normandie.



SUITE AU VERSO ●●●→

L'IE est une démarche organisée et cohérente qui représente une plus-value pour les acteurs économiques qui permet de connaître, comprendre et d'anticiper des environnements afin d'éclairer les décisions, de prévenir les risques et de l'influencer. La prise en compte des enjeux liés à l'IE est d'autant plus nécessaire que l'environnement économique évolue : la compétition internationale n'est plus seulement commerciale et financière. Elle porte sur des éléments immatériels : savoir-faire, réputation, image, données, normes, etc...

Aujourd'hui, les PME et les TPE de Normandie n'ont pas forcément le temps ni les moyens de mettre en pratique une démarche d'IE ; c'est pourquoi, elles doivent s'appuyer sur un réseau d'acteurs dont l'État avec les collectivités locales (dont la première la Région Normandie) mais également sur le savoir-faire des Armées pour initier avec succès une démarche d'IE. Sous l'autorité de la Préfète de Région, le SGAR est le coordonnateur régional de la mise en œuvre de cette démarche d'IE en lien avec les services de la DIRECCTE et l'appui opérationnel du délégué régional du ministère des armées à l'accompagnement territorial pour la Normandie.

Cette dualité d'action permet au délégué d'avoir ce lien avec les collectivités, les territoires, les entreprises et les armées. C'est dans cette optique aussi qu'il serait opportun de renouveler l'opération des rencontres «PME/Défense» initiée en 2012 par le ministère de la défense qui a réuni plus de 200 entreprises normandes au Havre. Les PME normandes sont intéressées par les marchés de la Défense ; reconduire cette opération permettrait de «mieux se connaître» et de proposer de nouvelles perspectives qui touchent les entreprises normandes dans le domaine de l'innovation. La BA 105 souhaite devenir pionnière dans le domaine de l'innovation et contribuer par le biais de l'expérimentation Smart Base à inscrire encore davantage l'armée de l'air dans la marche du temps numérique et la modernité. C'est une opportunité qu'il nous alors faut saisir ensemble.»



DAR 2017

NOUVELLE-AQUITAINE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La région Nouvelle-Aquitaine est née le 1^{er} janvier 2016 de la fusion des trois régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes.

Plus vaste région de France métropolitaine avec une superficie de 84 000 km², elle regroupe 5,9 millions d'habitants. Elle comporte douze départements, une métropole bordelaise de plus d'1,1 million d'habitants, une façade maritime attractive de 723 km, et des territoires très variés. Des Pyrénées au marais poitevin, du littoral au plateau de Millevaches, ces territoires font chacun valoir leurs atouts.

L'économie de la Nouvelle-Aquitaine est structurée par :

- ↘ Des filières majeures et historiques : agriculture, aéronautique, spatial, bois, luxe, chimie et matériaux ; la Nouvelle-Aquitaine dispose notamment d'une agriculture forte et diversifiée, représentant plus de 180 000 emplois agricoles et agroalimentaires.
- ↘ Des filières dynamiques et innovantes : optique & laser, «Silver» économie, économie sociale et solidaire.



LA NOUVELLE-AQUITAINE DISPOSE DE NOMBREUX ATOUTS :

- plus vaste région française ;
- 1^{re} région française et 3^e région européenne en surface agricole ;
- 1^{re} région pour les surfaces boisées en France métropolitaine ;
- 3^e région économique de France avec un PIB de 158 milliards d'euros ;
- Bordeaux est maintenant à environ deux heures de Paris par la LGV.

Sources : Conseil régional et CESER Nouvelle-Aquitaine, chiffres clé 2016

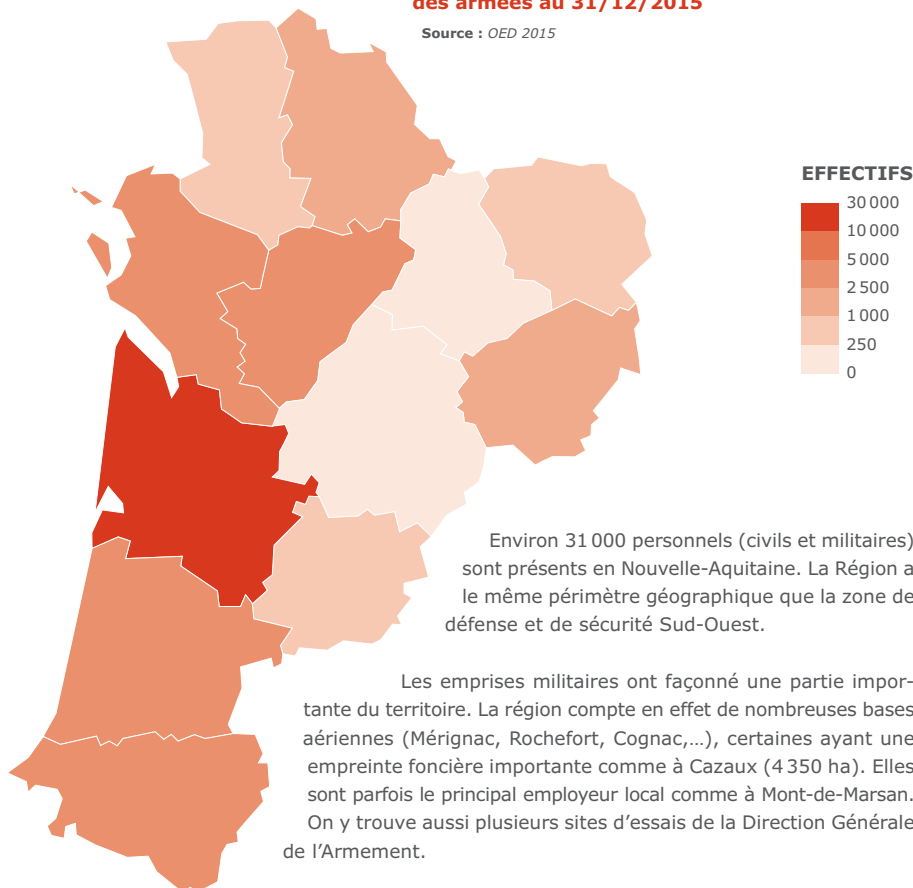


LA DÉFENSE EN RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Service militaire volontaire : «Armer pour l'emploi».

© C. Lebertre - DICOD

AMX 10 RCR du 1^{er} régiment de Spahis en entraînement.

© Sirpa Terre

Centre d'Instruction du Contrôle et de la Défense Aérienne (CICDA) de Mont de Marsan, chargé de former les contrôleurs aériens.

© J.J. Chatard - DICOD



Malgré la réduction de format, l'armée de Terre reste encore bien représentée, en particulier au travers d'unités telles que le 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine à Bayonne, le 4^e régiment d'hélicoptères des Forces spéciales à Pau, le 126^e régiment d'infanterie à Brive-la-Gaillarde ainsi que certaines appartenant à la 9^e brigade d'infanterie de marine.

Elle se caractérise également par la présence d'entités assurant la maintenance aéronautique ou terrestre.

Le soutien général, quant à lui, est organisé autour de 8 bases de défense.

Enfin, un centre du Service Militaire Volontaire (SMV) a été créé en septembre 2015 à la Rochelle.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La Nouvelle-Aquitaine est la 3^e région française avec 12,2% du chiffre d'affaires national de la base industrielle et technologique de défense (BITD). Les entreprises de ce secteur sont très importantes sur le territoire où plusieurs secteurs sont particulièrement présents : construction aéronautique (Rafale, hélicoptères...), spatiale (missiles stratégiques), électronique, systèmes embarqués et lasers, maintenance d'aéronefs.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	966,8
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	9,8
Paiements directs aux PME (M€)	81,5
Nombre de PME	2 362

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

SOUTIEN AUX PME

Apportant sa contribution à l'action de soutien aux PME menée par le ministère au travers du Pacte Défense PME, le délégué régional a accompagné 14 entreprises dans différents domaines : accès aux marchés du ministère, aux aides à l'innovation, difficultés de trésorerie et de paiement, rachat d'entreprise, disposition fiscales (Jeune Entreprise Innovante, Crédit d'Impôt Recherche, etc).

Cet accompagnement se fait en général avec l'appui du réseau local du délégué régional : directions régionales de l'État (dans les domaines économiques, de la recherche et de l'innovation), commissaires au redressement productif (pour les entreprises rencontrant un certain nombre de difficultés financières), collectivités, agences de développement économique, Chambres de Commerce et d'Industrie.

INAUGURATION DE LA NOUVELLE USINE ST GOBAIN À SAINT-JEAN-D'ILLAC

Saint-Gobain Performance Plastics France (SGPPF), filiale du Groupe Saint-Gobain, fournisseur de matériaux et composants utilisés dans le secteur aéronautique et spatial, a racheté en juin 2016, la PME Mipnet Industries, qui avait bénéficié d'une subvention de 120 000 € de Fonds pour les Restructurations de la Défense pour développer une technologie innovante «RT2I» de fabrication de matériaux composites.

Dans ce cadre, une nouvelle usine a été installée en 2017 à St-Jean-d'Illac (Gironde) permettant la reprise des salariés et le maintien de la technologie.

ANIMATION DU RÉSEAU D'ACHETEURS LOCAUX

Une journée de présentations et échanges a été organisée par la Plateforme Régionale des Achats de l'État le 11 octobre 2017 à la CCI de Bordeaux au profit des entreprises locales du secteur bâtiment, travaux et services associés.

L'objectif était de présenter aux entreprises les modalités d'accès aux marchés de l'État et de les accompagner de manière très pratique pour devenir fournisseur de l'État.

Le délégué a permis au ministère des armées d'être partenaire de la journée ; la mission achats, l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) et la plateforme achats finances (PFAF) ont participé aux ateliers thématiques (dématérialisation, achats innovants, réponse à un cahier des charges) et aux rendez-vous avec la centaine d'entreprises présentes.

93% des participants ont considéré que cette journée leur a permis de mieux comprendre les achats de l'État et les deux tiers ont jugé les rendez-vous avec les acheteurs bénéfiques pour leur prospection. Ils ont particulièrement apprécié ce format réunissant autour d'un secteur d'activités les PME et tous les acheteurs de l'État. Les conférences, ateliers pratiques, RDV d'affaires ont été appréciés.

L'INGENIERIE TERRITORIALE AU CŒUR DE L'ACTION DU DÉLÉGUÉ RÉGIONAL : LE PROJET BAHIA

BAHIA est un partenariat entre l'hôpital d'instruction des armées Robert Picqué et un établissement de santé privé, la Maison de Santé Protestante Bordeaux Bagatelle. Ce projet implique de nombreux acteurs civils et militaires.

Par sa position à proximité de l'autorité préfectorale, le délégué a été mis à contribution pour faciliter les relations et le partage d'informations, sans se substituer aux acteurs.



CI-DESSUS

Inauguration par M. le Préfet, M. le Président du conseil régional et la direction de SGPPF de l'usine le 2 octobre 2017.

© Saint-Gobain



Benoît FREDEFON
Délégué régional

Ingénieur en chef de l'armement, il a occupé plusieurs postes au sein de la Direction Générale pour l'Armement (services de programmes, sous-directeur d'un centre d'essais), avant d'être mis à disposition du ministère de l'économie en tant que chef de la division développement économique de la DIRECCTE Aquitaine. Il a rejoint la DAR en 2015.



Françoise BONNEIN
Assistante du délégué régional

Elle seconde le DR dans la gestion de l'accompagnement économique des restructurations et le suivi des dossiers, en lien avec les collectivités, les préfetures et les entreprises bénéficiaires. Elle accompagne également le délégué régional dans ses nouvelles missions notamment en matière économique.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Dune du Pilat (Bassin d'Arcachon, Cap Ferret).

Dordogne (paysage).

Corderie de Rochefort.

Uzerche (Limousin).

© AdobeStock



CI-DESSUS

Travaux à la caserne Marceau.

© Ville de Limoges

Lagord après reconversion.

© Association Atlantech

Un bilan positif avec plus de 2 100 emplois créés ou sauvegardés.

LE PLR DE BORDEAUX

Le bilan est satisfaisant avec 470 créations d'emplois et de nouvelles activités au profit des filières lasers, drones et de l'outil pédagogique du centre de formation Aerocampus Aquitaine. Les actions perdurent jusqu'à fin 2018.

LE CRSD DE LIMOGES

Les casernes Marceau et Beaublanc sont reconverties dans ce cadre. Parmi les récentes installations à Beaublanc : un pôle santé et le nouveau centre de traitement du contentieux des amendes de stationnement.

En dehors de ces emprises, le Centre d'Innovation et de Recherche en Électronique accueille le Pôle de Compétitivité Alpha - Route des Lasers et des Hyperfréquences. Le Parc d'Activités de la Grande Pièce, porté par Limoges Métropole, la rénovation urbaine du pôle de vie de la Bastide, portée par la ville de Limoges, et les projets de 31 entreprises sont également soutenus dans ce cadre.

Les actions perdurent jusqu'à 2019, et ont permis la création ou le maintien de plus de 570 emplois.

LE CRSD DE LA ROCHELLE

L'ancienne emprise militaire de Lagord est reconvertie en «parc bas carbone», qui accueille notamment un parc d'activités dédié aux entreprises du secteur de la transition énergétique, une école d'ingénieurs en alternance, et la plateforme technologique TIPEE sur l'habitat. Les dernières actions seront achevées en 2018. Plus de 350 emplois ont déjà été créés.

LE PLR DE LA COURTINE

Avec l'ouverture d'un EHPAD, d'une maison de santé pluridisciplinaire, d'un atelier d'engraissement de bovins et des investissements privés touristiques, 63 emplois ont été créés. Par ailleurs 191 autres ont été sauvegardés dans l'entreprise Alsapan. Toutes les actions de ce PLR sont achevées.

LE CRSD DE GUERET

L'ancienne emprise militaire de la Base de soutien du matériel de l'armée de Terre accueille l'entreprise Futura Finances (NOZ). Cette reconversion de site constitue une réussite. Les actions du CRSD se poursuivent jusqu'en 2018 (rénovation du parc d'entreprises). 177 emplois ont été créés ou maintenus.

LE PLR DE BERGERAC

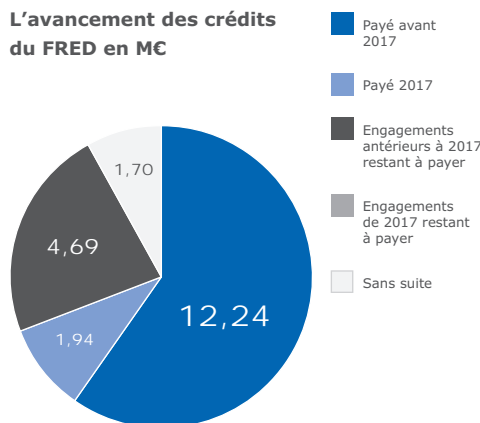
Le site de l'Établissement du service du commissariat de l'armée de Terre est en grande partie reconverti et accueille plusieurs entreprises. Les autres actions du PLR sont soit terminées soit prometteuses, en particulier l'action «cité numérique» ou «WAB». Il reste à construire le parc aquatique dont l'ouverture est prévue à l'été 2019. 143 emplois ont été créés.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

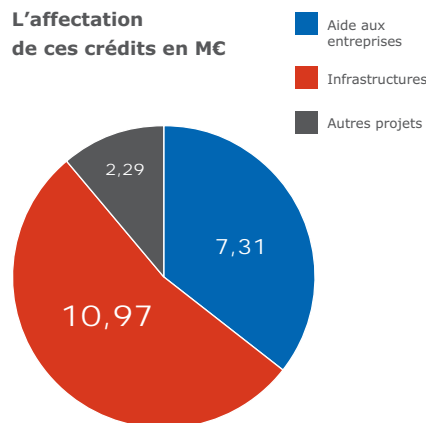
Montant total du FRED sur la région depuis 2007
20,57 M€ dont part contrats locaux : **14,13 M€**
 Part commission nationale : **6,44 M€**

Les contrats de la région sont tous clos depuis 2017. Ils ne donnent plus lieu à engagements. Les années à venir verront l'achèvement des actions dans la durée (infrastructures).

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



NOUVELLE AQUITAINE TÉMOIGNAGES

MATHIAS MONDAMERT

Commissaire au redressement productif

Les Commissaires au Redressement Productif accompagnent, sous l'autorité du Préfet de Région, les entreprises qui rencontrent des difficultés sur le territoire. Notre mission est d'articuler l'action des pouvoirs publics et agents économiques locaux pour sauver la production et l'emploi quand c'est possible, et accompagner les restructurations quand c'est nécessaire. J'ai ainsi été alerté en 2017 sur la situation d'une entreprise du domaine aéroportuaire dont l'actionnariat faisait défaut. Une reprise de l'entreprise était nécessaire pour éviter la liquidation. Il fallait alors obtenir des clients (privés et publics, dont le ministère des armées) une évaluation de l'utilité des compétences pour bâtir des perspectives en cas de poursuite de l'activité.

J'ai sollicité l'intervention du Délégué Régional de la Défense. Grâce à sa connaissance des acteurs concernés, et au travers de son réseau, il a obtenu des retours de certains d'entre eux dans des délais extrêmement courts. Les réponses, très qualitatives, ont rassuré un repreneur et ont facilité la transmission de l'entreprise, permettant la sauvegarde des emplois et d'un fournisseur utile aux armées.



BRUNO LANGROGNET

Correspondant réserve entreprise Défense (CRED)

En tant que réserviste opérationnel de la garde Nationale, j'ai la fonction de Correspondant Régional Entreprise/Défense (CRED) en région Nouvelle-Aquitaine. Mon rôle est de bâtir, par le biais de conventions, des partenariats avec les entreprises employant des réservistes.

Le délégué régional de la DAR m'a permis de participer à une journée sous le thème des achats de l'État où étaient présentes une centaine d'entreprises. Compte tenu de l'objectif croissant des effectifs de la réserve, pouvoir participer à ces journées me permet de renforcer des liens et de mieux faire comprendre aux entreprises les atouts d'une telle collaboration.

FABRICE MONCADE

Médecin général

Dans le cadre de la transformation du Service de Santé des Armées, l'Hôpital d'Instruction des Armées Robert-Picqué (Gironde) est engagé dans un partenariat avec la Maison de Santé Protêtante de Bagatelle toute proche. En 2017, ce partenariat est déjà une réalité : plus de la moitié des lits de l'hôpital militaire sont insérés dans le groupement «Bahia». Les patients sont pour l'instant accueillis sur les deux sites. La prochaine étape est la création d'un établissement civilo-militaire sur le site actuel du partenaire civil, qui prépare des travaux d'extension entre 2018 et 2022, date du regroupement des activités des deux établissements.

Ce projet d'intérêt général est complexe. Il comporte des volets (offre de soins locale, financement, urbanisme et environnement, tutelle des établissements d'utilité publique...) qui impliquent de nombreux partenaires locaux : préfecture et services départementaux de l'État, collectivités locales, Agence Régionale de Santé, ... Le positionnement du délégué régional de la DAR permet de faciliter la prise en compte de ces aspects et le partage d'informations. Un comité de suivi rassemble depuis décembre 2017 l'ensemble de ces partenaires qui soutiennent le projet.



NOUVELLE AQUITAINE

TÉMOIGNAGES



DAR 2017

OCCITANIE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'Occitanie résulte de la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, couvrant 73 000 km² (soit l'équivalent de la République d'Irlande), peuplée de 5,7 M d'habitants. Son PIB s'élève à 154 milliards d'euros. Région attractive, elle a vu sa population croître de plus de 51 400 habitants par an entre 2009 et 2014. Deuxième région de métropole où l'emploi augmente le plus, c'est en revanche la deuxième la plus touchée par le chômage après les Hauts-de-France. La capitale régionale est Toulouse.

L'économie occitane est spécialisée en termes d'emploi salarié et de valeur ajoutée dans les secteurs suivants :

- ↳ la construction aéronautique et spatiale, surtout depuis le début des années 2000 ;
- ↳ l'économie de la connaissance (recherche-développement scientifique et activités juridiques, comptables de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques)
- ↳ la filière numérique (services informatiques et édition de logiciels) ;
- ↳ les services de santé et d'hébergement de patients et personnes âgées ;
- ↳ certaines activités liées au tourisme (activités récréatives et de loisirs et arts du spectacle vivant).



UNE RÉGION LEADER :

- en matière d'effort de R&D (3,7%) ;
- de fréquentation touristique française (52 millions de nuitées) ;
- de production d'énergies renouvelables (22% de la consommation d'énergie finale et près de 50% de la consommation régionale d'électricité) ;
- de taux de création d'entreprises (15,2%).

Source : INSEE



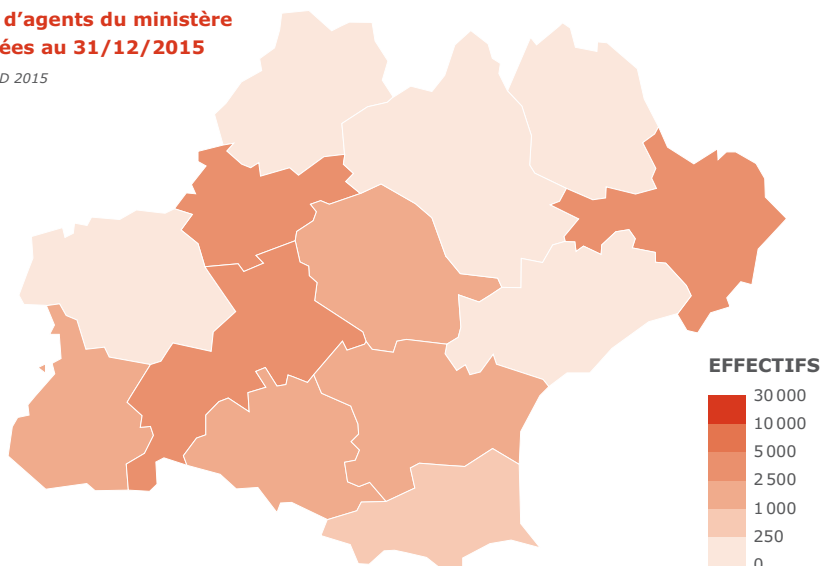
SGA
Secrétariat général pour l'administration
DÉLÉGATION
À L'ACCOMPAGNEMENT
RÉGIONAL

LA DÉFENSE EN RÉGION OCCITANIE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

Exercice largage para à Tarbes.

© Cellule communication du 1^{er} RHP

Cérémonie de la Saint Michel sur la place du Capitole à Toulouse.

© CCH Franck, cellule communication de la 11^e BP

Essais d'attachement d'arc de foudre sur une maquette représentative d'un A319 à Balma.

© DGA/TA



Environ 20 000 personnels civils et militaires de la défense sont présents en Occitanie. Au total, le ministère des armées occupe une surface de 23 000 ha, soit 8% des emprises de la défense sur le territoire national.

L'Occitanie concentre essentiellement des unités de l'armée de terre majoritairement regroupées au sein de la 11^e brigade parachutiste, une des brigades interarmes des forces terrestres, spécialisée dans l'engagement par la 3^e dimension dont l'état-major est à Toulouse.

Ses principaux régiments sont le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP) de Pamiers, le 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP) de Tarbes, le 1^{er} régiment du train parachutiste (1^{er} RTP) de Toulouse, le 17^e régiment du génie parachutiste (17^e RGP) de Montauban, le 3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (3^e RPIMa) de Carcassonne, le 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (8^e RPIMa) de Castres, le 35^e régiment d'artillerie parachutiste (35^e RAP) de Tarbes. On compte également la présence de l'état-major de la 6^e BLB à Nîmes qui comprend, sur la région, la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) à La Cavalerie (12), le 1^{er} Régiment étranger de Génie à Laudun, le 2^e Régiment étranger d'Infanterie à Nîmes (30).

Le régiment de soutien du combattant (RSC) est installé à Toulouse. La région Occitanie accueille tout ou partie de cinq bases de défense, Toulouse-Castres, Carcassonne, Montauban-Agen, Nîmes-Orange-Laudun, Pau-Bayonne-Tarbes. Deux plateformes achats-finances (PFAF) sont compétentes, celles de Bordeaux et Toulon. On compte également la présence de la DGA Techniques aéronautiques, expert du ministère pour la sécurité des aéronefs, les agressions électromagnétiques, l'aéromobilité et les matériaux.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour l'Occitanie s'élève à environ 600 M€, soit 7% de la masse salariale de la France métropolitaine. L'effectif de la défense pour 1 000 habitants, est de 5‰ (pour une moyenne nationale de 4,2‰). En 2015, les paiements directs aux PME se sont élevés à 83 M€ pour environ 2 000 entreprises bénéficiaires. Les revenus liés à la défense (masse salariale, commande publique, pensions, transferts sociaux,...) en Occitanie représentent plus de 3 milliards d'euros, soit 7,9% du total national.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	588,1
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	17,2
Paiements directs aux PME (M€)	82,6
Nombre de PME	1 929

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Au près de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

INGÉNIERIE TERRITORIALE AU CŒUR DE L'ACTION DU DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

Accompagnement de l'installation de la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) sur le plateau du Larzac. L'installation de la 13^e DBLE sur le Larzac à la suite de la décision ministérielle de juillet 2015 comporte de forts enjeux, tant pour le ministère des armées qui met sur pied un régiment de 1300 hommes que pour le territoire qui doit répondre à l'intégration des militaires et de leurs familles. À la fin 2017 la 13^e DBLE est composée de plus de 1 000 hommes, ce qui représente 240 nouvelles familles installées dans la région, avec 400 enfants.

Le délégué facilite l'implantation durable du régiment au sein du territoire en assurant la cohérence des différentes thématiques. Il appuie le préfet de département au sein de différents groupes techniques (commande publique, action sociale, logement, emploi des conjoints) afin que les aménagements profitent à la fois aux militaires et au territoire. Il assure également la mise en œuvre de la convention de Partenariat ministère des armées/PNRGC, signée le 21 octobre 2016 entre les armées et le parc naturel régional des Grands Causses.

La convention qui doit permettre à la 13^e DBLE de s'intégrer dans son environnement spécifique, le parc naturel régional des Grands Causses, porte sur : la prise en compte des enjeux de protection et de préservation de la ressource en eau ; la contribution du ministère des armées à l'ambition du territoire à énergie positive ; la valorisation du patrimoine naturel et vernaculaire situé sur le foncier du camp de la Cavalerie et le recours à la production locale dans le cadre de la restauration collective du camp.

Le développement des clauses sociales dans les marchés d'infrastructure du camp du Larzac. Les marchés d'infrastructure comportent des clauses d'insertion sociales (public en difficulté d'emploi). Le rôle de délégué a consisté à appuyer l'Établissement du service d'infrastructure de Bordeaux (ESID) pour permettre la création et le financement par les collectivités d'un poste de facilitateur des clauses sociales.

Reconversion de la partie sud de l'ancienne base aérienne de Franczal en appui de la filière transport du futur, robotique et drones. Le délégué a été chargé par le préfet de coordonner le projet de réaménagement du site avec l'ensemble des collectivités, des services de l'État et des acteurs économiques. À la suite des travaux, les élus de la Métropole ont reconnu Franczal comme l'un de ses cinq territoires majeurs du développement économique et ont présenté un projet d'implantation de la société américaine Hyperloop Transportation Technologie (HTT). Une promesse de bail à construction a été conclue avec la société HTT France.

SOUTIEN À L'INNOVATION

Rapprochement technologique avec les entreprises et les acteurs régionaux. Deux journées «eau et défense» permettant une rencontre entre les différents acteurs de la défense et des technologies innovantes ou de rupture de la filière «eau» ont été organisées en décembre 2015 et décembre 2016. L'année 2017 a permis d'organiser une troisième journée qui se tiendra en 2018 sous la forme d'une exposition de matériels au sein du régiment de soutien du combattant.

DE GAUCHE À DROITE

Garde au drapeau de la 13^e DBLE.
Construction du bâtiment de vie de la 13^e DBLE à la cavalerie.

© 13^e DBLE, cellule communication

Illustration Hyperloop.

© Hyperloop



Florent GALKO
Délégué régional

Administrateur civil, ancien officier de l'armée de Terre, il est délégué à l'accompagnement régional des armées depuis 4 ans. Par décision du préfet de région, il est en outre coordinateur régional de la politique publique d'intelligence économique pour l'Occitanie.



Marie-Hélène BONNET
Assistante

Secrétaire administrative, elle a rejoint son poste début décembre 2017. Auparavant, gestionnaire RH dans plusieurs postes au niveau central comme en région, elle a en particulier accompagné les personnels restructurés du ministère.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Montpellier.

Canal (paysage).

Cahors.

Lac la Raho (Le Canigou).

© AdobeStock



CI-DESSUS

Entrée des ateliers écoartisans,
PLR de Montpellier.

© montpelliermediterranéemétropole

LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) DE NÎMES-GARONS

Le PLR de Nîmes-Garons a été signé le 6 avril 2011, pour une durée de trois ans, afin d'accompagner le territoire de l'agglomération de Nîmes-Métropole à la suite du départ de la base d'aéronautique navale de Garons (BAN) le 1^{er} juillet 2011. Un avenant a prolongé le PLR de deux ans, jusqu'au 5 avril 2016.

L'objectif de ce plan, accompagné de moyens financiers et de mesures d'aides, soit 2,7 millions d'euros de fonds de restructuration de la Défense (FRED) et 1,75 millions d'euros de fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), était triple :

- ↳ contribuer à la pérennité de l'aéroport et des emplois liés, tant dans le secteur du transport aérien que de l'activité industrielle et de services ;
- ↳ aider au développement des activités et des emplois sur la plate-forme aéroportuaire ;
- ↳ contribuer à l'aménagement par la collectivité d'une importante zone d'activités économiques de 160 ha, dite «Mitra», en bordure du site.

Au bilan, les différentes actions du PLR de Nîmes Garons ont produit les effets escomptés lors de la signature du plan, puisqu'elles ont permis le maintien de l'équipement aéroportuaire structurant, des entreprises et des emplois qui en dépendent, le développement économique de la zone aéroportuaire et la création d'une importante zone d'activité contiguë.

LE PLR DE MONTPELLIER

Dans le cadre du départ des écoles militaires de la ville de Montpellier, l'école d'application de l'infanterie (EAI) et l'école militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM), un PLR a été signé en mai 2012, pour trois ans et reconduit pour 2 ans jusqu'au mois de mai 2017. Ce PLR conduit en étroite coopération avec la métropole de Montpellier a mobilisé une enveloppe de 5,26 millions d'euros, dont 1,5 millions apportés par l'État au titre du fonds de restructuration de la Défense (FRED) pour deux tiers et du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) pour un tiers.

Au bilan, les objectifs en termes d'emplois ont été dépassés : 2 000 emplois ont été créés ou maintenus entre 2012 et 2017. Les actions les plus significatives ont été les suivantes :

- ↳ réalisation d'un Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) dédié à la filière éco-construction. Cette action a généré 40 emplois sur site ; les locaux sont occupés par six artisans éco-construction ;
- ↳ extension du parc d'activité Garosud et développement de l'offre foncière au profit des PME/PMI. Cette action a permis l'installation d'une trentaine d'entreprises avec un nombre d'emploi de 1 100 à fin 2017 et près de 1 500 à un horizon de cinq ans ;
- ↳ aide au développement des entreprises bénéficiant du label «French Tech» : 16 entreprises ont été sélectionnées pour un potentiel de création de 53 emplois dont 30 à fin 2017 ;
- ↳ organisation de six chantiers d'insertion : les sorties dynamiques sont de 62 (emplois, contrats aidés ou formation qualifiante) pour un nombre de 130 bénéficiaires ;
- ↳ offre de nouvelles opportunités foncières aux PME au sein du parc d'activité Descartes pour un nombre prévisionnel de 400 emplois entre 2015 et 2020.

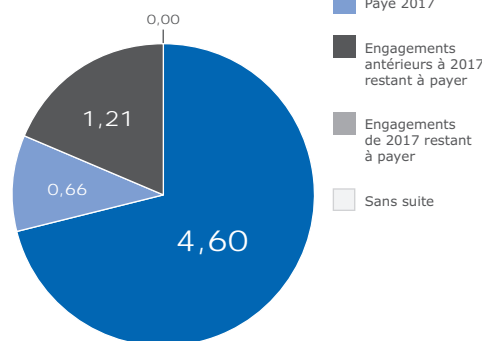
LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

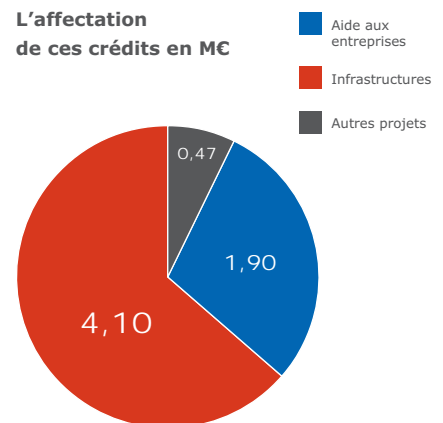
6,47 M€ dont part contrats locaux : **5,49 M€**
Part commission nationale : **0,98 M€**

L'essentiel des projets financés par le FRED en Occitanie a porté sur des projets d'infrastructure, qui ont été réglés pour 90%. Le solde du reste à payer porte sur l'aide aux entreprises.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



TÉMOIGNAGES

OCCITANIE

DANIEL DRUILHET

**Président de la Fédération du bâtiment et des travaux publics de l'Aveyron (FBTP12)
sur l'installation de la 13^e DBLE à La Cavalerie**

L'installation de la 13^e, c'était Noël en Juillet ! 115 millions de travaux en perspective dans notre BTP rural totalement déprimé en 2015 avec 1 640 emplois salariés permanents perdus depuis 2008. Il nous fallait donc montrer que notre BTP rural avait les moyens, était à la hauteur de la tâche et des ambitions du Ministère. Nous gardons un excellent souvenir de nos premières rencontres avec le Général Patrick Barrillon, Directeur de l'ESID de Bordeaux et M. Florent Galko qui se sont révélées immédiatement fructueuses par le niveau d'écoute qui nous a été témoigné ainsi que par le terrain d'entente immédiat que nous avons pu trouver ensemble. En effet, il a fallu répondre aux impératifs de délais qui s'imposaient à l'armée et à notre fil rouge : l'accès direct de nos entreprises locales aux marchés. C'est ainsi que tous les marchés, à l'exception de la récente dévolution de la CCAEM, ont été dévolus en macro-lots au profit quasi exclusif des entreprises locales.

Nous souhaitons poursuivre sous cette formule pour les marchés à venir en 2018 et les années suivantes, dans ce contexte de dialogue étroit, permanent et constructif avec Patrick Barrillon et Florent Galko. Vive le retour de la 13^e sur ses terres d'origine !



CHRISTIAN TRAORE

Chef du centre du service national de Toulouse

Le général de corps d'armée Philippe Ponties, directeur central du service national et de la jeunesse (DSNJ), m'a confié la mission de promouvoir l'esprit de défense auprès de la jeunesse française, notamment dans la mise en œuvre de la journée défense et citoyenneté (JDC). Ayant pris mon poste en avril 2017, M. Florent Galko, délégué à l'accompagnement régional pour l'Occitanie, m'a apporté rapidement un soutien très efficace. La qualité de son réseau sur le territoire et son implication ont permis de mettre en place un partenariat avec la société AIRBUS en la personne de madame Cécile Ha-Minh-Tu, directrice des relations institutionnelles à AIRBUS pour l'organisation d'une JDC exceptionnelle.

ALAIN CHALÉON

Maire de la ville de Cugnaux

Francazal est un poumon économique pour notre territoire. Devenu l'une des cinq zones économiques d'intérêt majeur de la Métropole toulousaine, le projet avance à grands pas depuis 2014. Florent Galko, en tant que représentant de l'État, a parfaitement cerné les enjeux de cette reconversion et agit comme un facilitateur entre les différentes parties en présence. Francazal poursuit ainsi sa vocation d'accueil des entreprises innovantes de demain.

SYLVIE LEFEBVRE

Relations institutionnelles d'ATR

ATR (avions de transport régional), constructeur franco-italien d'avions turbopropulseurs de moins de 90 places est le leader mondial de l'aviation régionale. Il est aujourd'hui implanté sur 3 sites de l'agglomération toulousaine. Les récentes installations de l'entreprise ont été facilitées grâce au support de la Délégation à l'accompagnement régional, tant pour l'acquisition de terrains précédemment exploités par la DGA TA à Blagnac, que pour notre implantation sur l'aérodrome de Toulouse Francazal. L'éclairage sur les projets de reconversion du site de Francazal a, en effet, été utile à la révision de notre schéma directeur. Chacune de nos sollicitations a toujours été examinée avec attention, aussi nous tenons à remercier Florent Galko pour sa réactivité, son support et ses actions en soutien à notre activité.



OCCITANIE

TÉMOIGNAGES



DAR 2017

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte 5 024 192 habitants et se situe au 7^e rang des régions françaises. Près de 9 habitants sur 10 vivent dans une aire urbaine.

Avec un PIB de 151 Mds €, c'est la sixième région de France par sa richesse (7,2% du PIB métropolitain). Le PIB par habitant (30 299 €) la situe à la troisième place. Le taux de chômage (10,8%) est supérieur à la moyenne nationale (9,2%).

L'économie de la région est orientée vers les activités tertiaires avec le commerce, les transports, le tourisme ainsi que les services aux entreprises. L'industrie est aussi un secteur structurant.

La région représente le quatrième potentiel de recherche et de formation français.

Provence-Alpes-Côte d'Azur concilie une grande diversité de paysages ; la montagne occupe la moitié de la superficie et le littoral s'étire sur 700 kilomètres.

La région bénéficie d'une richesse naturelle remarquable avec notamment 4 parcs nationaux et 7 parcs naturels régionaux. Elle est également dotée d'un patrimoine historique et culturel exceptionnel.



LES CHIFFRES-CLÉS

- 31 400 km², 6 départements, 3 métropoles ;
- 7 filières stratégiques : énergies et écotechnologies ; aéronautique, naval et défense ; maritime ; agro-alimentaire ; santé ; «Silver économie» ; tourisme ;
- 10 pôles de compétitivité dont 3 concernent des activités de défense-sécurité ;
- un tissu très riche de PME innovantes avec une forte dynamique de création d'entreprises ;
- 5 sites classés au patrimoine mondial de l'Humanité.

Sources : INSEE, DIRECCTE, Région PACA

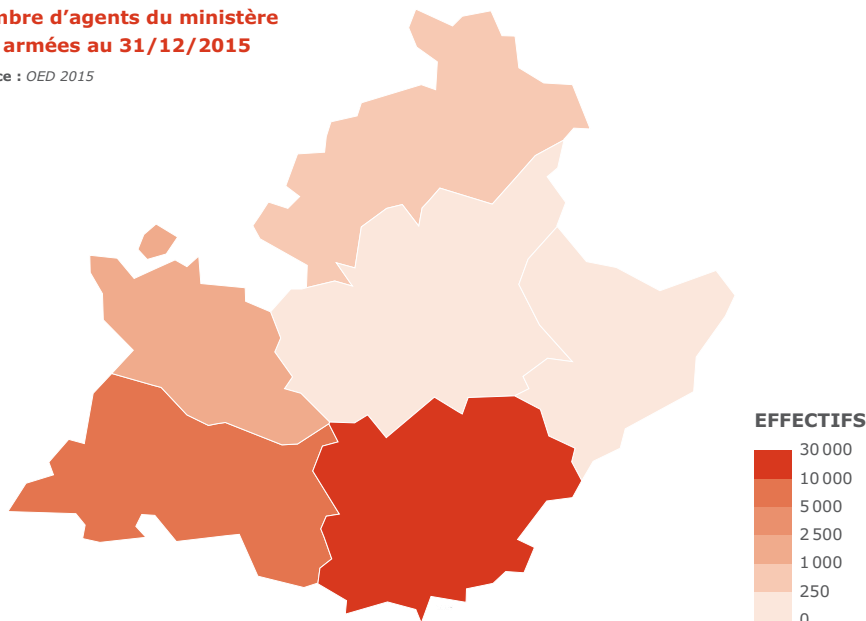


LA DÉFENSE EN RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

**Exercice GARUDA IV sur
la base aérienne 125 d'Istres.**

© B. Biassutto - DICOD

**L'État-major interarmées
de la zone de défense
et de sécurité Sud rassemblé
devant le monument aux morts
du XV^e corps d'armée.**

© EMIAZDS Sud

**Photex des bâtiments
participant à l'exercice OTAN
Brillant Mariner à quai dans
la base navale de Toulon.**

© F. Bogaert - Marine Nationale



La Provence-Alpes-Côte d'Azur est au 2^e rang des régions françaises avec un effectif de 44 000 personnels civils et militaires (environ 9 000 civils et 35 000 militaires), soit 17% des effectifs nationaux. Les trois armées sont représentées.

La région compte 7 Bases de Défense (BdD) : Toulon (par ailleurs principale base navale française), Marseille-Aubagne, Istres-Salon, Draguignan, Gap, Saint-Christol et Orange-Nîmes-Laudun (pour partie avec la région Occitanie).

L'état-major de la zone de défense Sud (PACA, Occitanie et Corse) se renforce sur Marseille. Il aura sa pleine autonomie en 2018.

L'armée de l'Air est aussi bien représentée avec 3 bases importantes : Istres, Salon-de-Provence et Orange.

Le commandement de la 3^e Division de l'armée de Terre est implanté également à Marseille et dirige une vingtaine de régiments répartis dans toute la France.

Une plate-forme achats finances est installée à Toulon.

La DGA dispose de 3 centres d'expertise et d'essais (Istres, Toulon, Levant).

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 28‰ en région ; soit le double de la moyenne nationale (14‰). Ce taux très élevé en région est essentiellement dû au département du Var.

Les revenus liés à la défense s'élèvent en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 5,8 Mds € par an, soit 15% du montant France métropolitaine (dont 1,3 Mds € pour la masse salariale des personnels).

En 2015, les paiements directs du ministère aux PME régionales se sont élevés à 154 M€ pour plus de 2 400 entreprises bénéficiaires.

La filière économique de la défense est structurée autour de 3 pôles de compétitivité (SAFE, Optitech, Mer méditerranée), de grands groupes (Naval Group, Dassault, Thales, Airbus helicopters, ...) et d'un large réseau de PME.

Le chantier exceptionnel de modernisation du porte-avions Charles-de-Gaulle (1,3 Mds € d'investissement) a été lancé en 2017.

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (M€)	1 332,9
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	28,0
Paiements directs aux PME (M€)	154,5
Nombre de PME	2 434

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



CI-CONTRE

**Base de défense
de Saint-Christol (Vaucluse) :**
**2^e Régiment étranger de génie
de la Légion.**

© ECPAD

Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

ACCOMPAGNER LES BASES DE DÉFENSE

Le délégué s'est attaché à tisser des liens avec les responsables des bases de défense et a apporté sa contribution à certains sujets sensibles. Tout particulièrement à :

- ↳ Istres-Salon, avec le suivi du projet de pôle aéronautique et la filière «dirigeable» ;
- ↳ Saint-Christol, avec la problématique de l'implantation de champs photovoltaïques sur les sites défense délaissés ;
- ↳ Gap, avec la reconversion du Fort des Trois Têtes à Briançon ;
- ↳ Marseille-Aubagne, avec le suivi du patrimoine immobilier et en particulier le devenir de la caserne du Muy, et la relance pour l'accès au haut débit sur le camp de Carpiagne ;
- ↳ Toulon, avec la participation aux réflexions sur la relocalisation des services et la mobilisation du patrimoine foncier de la défense.

FAVORISER LES LIENS AVEC LES ENTREPRISES

Le délégué a développé les contacts avec les PME et les acteurs institutionnels (CCI, ...), ainsi que les correspondants réserve entreprises défense (CRED), afin de mieux faire connaître les besoins de la défense et de faciliter le lien avec la Direccte, la DGA pour ce qui concerne l'armement ou encore l'ANSSI pour les questions de sécurité numérique.

Le délégué régional participe au comité de sécurité économique et a également accompagné, en 2017, la mission d'évaluation relative aux investissements étrangers dans les entreprises stratégiques. 2017 a vu la création de la Fédération Euro-Méditerranéenne des Industries de Défense (FEMID), qui devient pour le délégué une porte d'entrée vers les acteurs de la défense et de la sécurité.

DÉVELOPPER LES LIENS AVEC LES ADMINISTRATIONS

Sur les sujets immobiliers, le délégué participe à la Conférence Régionale de l'Immobilier Public. Il est le point de contact du responsable régional de la politique immobilière de l'État et de la plate-forme immobilière du SGAR.

Les achats et l'accès aux marchés publics pour les PME constituent d'autres sujets suivis par le délégué qui a porté ses efforts sur les liens avec la PFAF, la PFRA et les CCI. Il participe au groupe de travail des acheteurs animé par la CCI Marseille Provence, avec la perspective d'un forum entreprises en 2018.

FAIRE CONNAÎTRE L'IMPORTANCE DE LA DÉFENSE EN RÉGION

Le projet d'élaboration d'un «panorama» de la défense en PACA, en collaboration avec la CCI du Var et l'OED, est lancé afin de présenter les chiffres-clés de la défense en région, le poids économique et les entreprises de la BITD.



Pierre RICARD
Délégué régional

Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, il a commencé sa carrière dans l'enseignement supérieur et le transfert technologique, puis il a occupé des postes liés à l'aménagement du territoire et à la conduite des politiques publiques notamment en cabinet ministériel et comme SGAR Auvergne. Il a pris ses fonctions de délégué à l'accompagnement régional PACA-Corse en mars 2017, date de la création du poste.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

Sanary.
Marseille Muséum.
Briançon.
Ecrins.

© AdobeStock



CI-DESSUS

Le parc scientifique et technologique de Luminy.

© Grand Luminy Technopole

Pôle nautique, Sainte-Sophie.

© TPMéco

LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Ce PLR a été signé fin 2012 entre l'État, la Ville de Marseille, la Métropole, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et le Conseil régional. Il a été clôturé le 6 décembre 2017.

Un programme de 13,8 M€ (dont 1,5 M€ de l'État au titre du fonds pour les restructurations de la défense -FRED-) a été mis en œuvre, autour de 3 actions en faveur du développement économique et de la création d'emplois :

- ↳ **la création du fonds innovation Marseille Provence.** Avec 2 M€ dont 916 000 € de FRED, il a permis d'accompagner l'implantation et l'ancrage d'entreprises innovantes, sous forme d'une aide directe conditionnée à la création effective d'emplois. 31 entreprises bénéficiaires sur 3 sites : Pôle média de la Belle de Mai, Technopoles de Luminy et de Château-Gombert. 340 emplois ont été créés.
- ↳ **un pôle de création d'entreprise.** Appelé «le carburateur», il a été construit dans les quartiers Nord de Marseille (La Cabucelle) et inauguré fin 2016. L'investissement s'élève à 5,75 M€. Il fonctionne sur le principe d'une pépinière pour les entreprises artisanales. 37 entreprises résidentes représentant 81 emplois, 70 actions de formation-information.
- ↳ **l'implantation d'un studio de «capture de mouvements» et d'effets spéciaux au sein du Pôle média de la Belle de Mai à Marseille.** D'un coût total de 1,1 M€, il constitue une offre d'accueil de tournages unique dans le sud de la France. Depuis octobre 2015, les différentes productions tournées sur le plateau ont permis l'embauche locale de 200 personnes en intermittence.

LE CONTRAT DE SAINT-MANDRIER (VAR)

L'État et la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée se sont engagés, dès 2007, pour la reconversion du site de l'ex-base aéronavale de Saint-Mandrier et le développement d'activités dans le domaine de la maintenance de yachts de grande plaisance et des technologies marines.

Les travaux se sont achevés fin 2017 pour un montant final de 10 M€ (dont 3,2 M€ de subvention au titre du FRED).

Le programme d'aménagement du site de Saint-Mandrier a notamment permis la rénovation des bâtiments, l'aménagement des terre-pleins d'exploitation, la réalisation des fosses de halages, l'installation d'un ponton flottant et d'un brise clapot.

La rénovation du hangar «Sainte-Sophie» (qui tient son nom de son toit formé de 13 voûtes) revêt une importance particulière. Ancien hangar de 6 800 m² construit en 1936 pour accueillir les hydravions, il permet aujourd'hui d'accueillir de nouvelles activités de construction navale.

Au bilan, les investissements réalisés permettent de disposer d'un parc d'activités marines performant, dans un environnement sécurisé et au cœur d'une technopole favorisant l'innovation et les partenariats. Plus de quinze entreprises sont installées sur le site de Saint-Mandrier.

Par ailleurs, ce site a servi en 2016 de base logistique pour les épreuves préliminaires de l'America's Cup et a démontré qu'il offre un potentiel en matière d'infrastructures pour les compétitions de voile.

LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

7,10 M€ dont part contrats

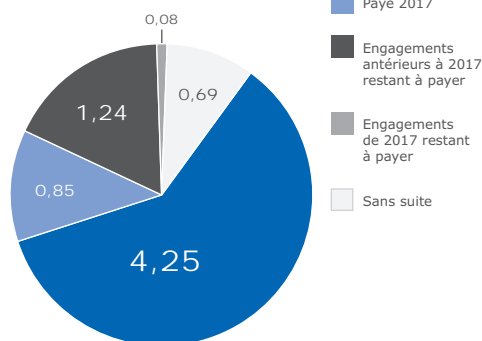
locaux : **3,54 M€**

Part commission nationale : **0,36 M€**

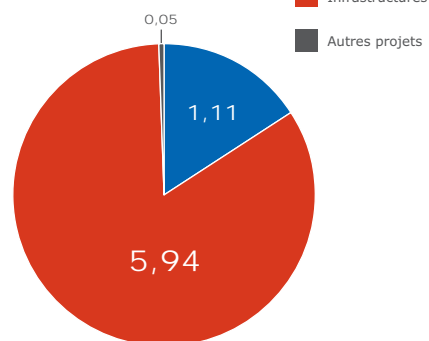
Part CPER : **3,20 M€**

Les travaux de la BAN de Saint-Mandrier se sont achevés fin 2017 et un dernier paiement de 0,8 M€ sur les 3,2 M€ de dotation interviendra début 2018.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

TÉMOIGNAGES

HUBERT FALCO

Ancien Ministre
Président de Toulon Provence Méditerranée

En complémentarité avec les installations et chantiers existant dans la rade de Toulon et plus largement la région, le parc d'activités marines de Saint-Mandrier (PAM), réalisation majeure de Toulon Provence Méditerranée, s'insère dans une démarche collective de développement de la grande plaisance sur le territoire métropolitain.

Ce projet exemplaire de reconversion réussie n'aurait pu aboutir sans le soutien de l'État, la Région et du Département qui nous ont permis d'investir plus de 12 millions d'euros dans l'aménagement et la requalification du site qui accueille une vingtaine d'entreprises créant plus de 150 emplois à ce jour.

La volonté de faire du PAM une filière d'excellence de notre territoire se concrétise tous les jours grâce à l'énergie engagée, aux côtés des entreprises implantées, par notre établissement et nos partenaires institutionnels et locaux depuis 14 ans au service du développement économique et de l'emploi.



JACQUES DE LAPASSE

Général, Adjoint Engagements Zone de Défense et de Sécurité Sud (ZDS-Sud)

Le délégué à l'accompagnement régional est un partenaire intéressant pour l'officier général de zone de défense, il sera un partenaire clé du commandant de la zone terre sud.

En effet, sa vision globale des infrastructures de la défense, ses relations avec la préfecture de région et les acteurs de niveau régional, font de lui un relais et une source d'information indispensable au commandant de zone terre.

En outre, de par ses relations privilégiées avec les services déconcentrés de l'État, il est un facilitateur pour la mise en œuvre de la politique de la jeunesse et de l'égalité des chances développée par le ministère, et mise en œuvre par les zones de défense d'après les directives de la DSNJ.

Enfin, sa connaissance du tissu économique régional, fait de lui un relais indispensable au développement de la garde nationale et des réserves des armées, notamment via les conventions passées par l'intermédiaire des correspondants régionaux entreprises défense (CRED).

LAURENT MEYER

Directeur du Technopole de Luminy à Marseille

Depuis 2014, six entreprises de la pépinière Biotech de Grand Luminy ont bénéficié du Fonds Innovation Marseille Provence, permettant de soutenir leur croissance. En tout, le Technopole de Luminy compte neuf lauréats au FIMP.

L'impact de ce dispositif financier a été très important car il a incité les entreprises innovantes des quatre sites retenus à embaucher. Le FIMP a ainsi favorisé la création d'emplois à haute valeur ajoutée, nécessaires au développement de ces entreprises. Il permet un partage du risque avec les acteurs publics, avec une avance de 50% de la subvention dès le démarrage de la convention. Passant par un processus sélectif, l'obtention d'une telle aide permet dans tous les cas de donner de la crédibilité aux entreprises lauréates, de rassurer les financeurs et d'attirer éventuellement des investisseurs.

Depuis le démarrage du FIMP, Grand Luminy a bien sûr informé les entreprises de son périmètre de l'existence du dispositif (trop peu connu des entreprises) et de la possibilité de candidater aux appels à candidature successifs. Comme nous le faisons déjà pour d'autres types de financement privés et publics, nous avons accompagné les sociétés dans le montage de leurs dossiers et la préparation de leur présentation. Cet accompagnement s'est fait en parfaite collaboration avec les services de la Métropole et ceux de la Défense.

SUITE AU VERSO ●●●→



En ce qui nous concerne, le FIMP n'a pas eu d'effet sur l'implantation d'entreprises sur Luminy, le dispositif ayant bénéficié à des entreprises déjà installées dans nos locaux. Ce type de soutien peut bien sûr être un outil d'attractivité pour des start-up exogènes souhaitant s'implanter sur le territoire marseillais. Il doit être intégré dans une offre plus globale, comprenant des locaux et des services annexes.

L'accompagnement des entreprises par le ministère des armées s'est aussi illustré ces dernières années par le financement d'Altipolis à Briançon (dans le cadre du CRSD), pôle d'innovation économique constitué d'une pépinière et d'un hôtel d'entreprises dont j'ai assuré la direction jusqu'en 2017.

HÉLÈNE ARTIGUES

Responsable Ressources Humaines Société StarDust Testing
Pôle média Belle de Mai à Marseille

StarDust est une entreprise spécialisée dans le test digital. Nous chassons les bugs des applications, des sites Web et des outils connectés.

Nous avons bénéficié du dispositif du plan local de redynamisation des Bouches-du-Rhône et en particulier le FIMP depuis 2015. Avec l'aide de cette subvention, nous avons réalisé nos prévisions d'embauches sur les trois années précédentes et nous avons atteint nos objectifs de croissance de 60% chaque année.

Le FIMP soutient concrètement la création d'emploi dans notre bassin marseillais. Nous avons en effet embauché des personnes du 3^e arrondissement et d'autres quartiers. Le FIMP n'est donc pas seulement une aide financière, elle est un soutien pour notre entreprise pour croître et nous accompagne dans notre responsabilité d'employeur sur cet enjeu de société qui est l'emploi.



DAR 2017

PAYS DE LA LOIRE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La région Pays de la Loire est peuplée de 3,7 M d'habitants. 4^e par son PIB/habitant (28 802 €), 5^e région par sa densité de population (116,7 h/km²), elle s'avère contrastée, composée de la métropole nantaise, de deux pôles urbains - Angers, Le Mans - et d'un tissu de villes moyennes et petites au centre de bassins ruraux irrigués d'industries et de services.

Elle bénéficie d'une dynamique favorable sur le plan démographique (3^e rang de croissance de population), sur celui de l'emploi avec le taux de chômage le plus faible des régions françaises au 3^e trimestre 2017 (8,1%).

Son tissu industriel et agricole associé à ses secteurs traditionnels (secteur naval, agro-alimentaire, plasturgie, bois, pêche) les secteurs émergents des technologies de l'information et de la communication (TIC), ceux de énergies renouvelables et de la recherche. La réalité entrepreneuriale ligérienne est marquée par une forte présence des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et des petites et moyennes entreprises, ces dernières (PME) se caractérisant par un niveau de dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) les plaçant au 1^{er} rang français. Les secteurs ainsi explorés sont les activités spécialisées, scientifiques et techniques, le domaine de la biologie-santé et celui des matériaux-énergies.



LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE SE CARACTÉRISE AINSI :

- 1^{re} région pour l'industrie maritime ;
- taux de croissance (2010-2015) supérieur à la moyenne nationale : +2,5% contre +1,7% ;
- nombreuses PME (plus de 9 500), 1^{ers} employeurs de la région ;
- forte mobilisation combinée des réseaux d'entreprises et de la recherche sur les sujets de la transition énergétique, de l'innovation et de la numérisation de l'économie.

Source : Stratégie de l'État en région, SRDEII, Insee Analyses Pays de la Loire.

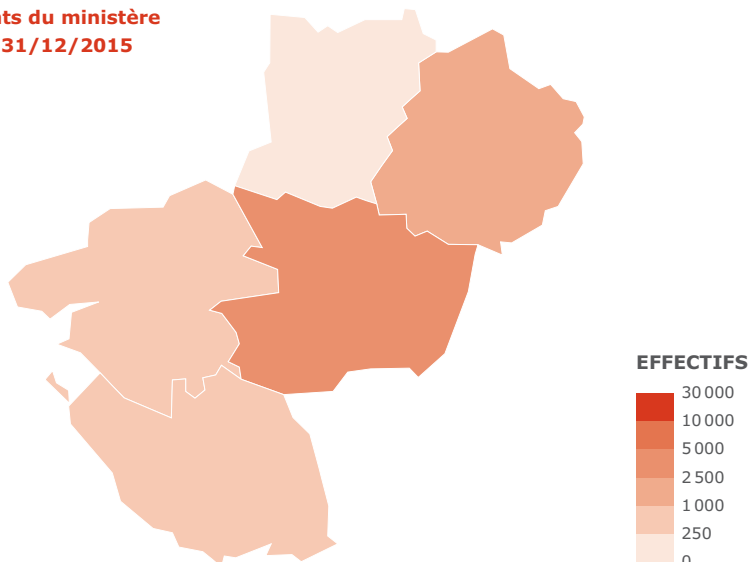


LA DÉFENSE EN RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ORGANISATION

Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

**Tir au HK MP5 SD6 par
des plongeurs du 6^e RG.**

© JB. Tabone - Armée de Terre

**Centre Militaire de Formation
Professionnelle de Fontenay
le Comte.**

© B. Biasutto - DICOD

**Entreprise TDV (textiles
du Vermandois) Industries,
fabricants de tissus destinés
à la confection des treillis
militaires français.**

© T. Trophime - DICOD



La région est incluse dans le périmètre de la zone de défense et de sécurité nord-ouest.

L'empreinte militaire y est à la fois assez peu conséquente (6 150 militaires et civils) et très disparate puisque le Maine-et-Loire et la Sarthe représentent à eux seuls 92% de cet effectif, issu principalement de l'armée de terre.

Dans le Maine-et-Loire, l'implantation militaire s'organise en deux ensembles :

- ↳ un premier centré sur Angers avec l'école du Génie, l'école nationale supérieure des ingénieurs de l'infrastructure militaire et la base de défense à Angers même, le 6^e régiment du génie et le pôle interarmées de traitement des munitions et des explosifs à Avrillé, ainsi que de petites structures rattachées aux différents services de soutien des armées ou bien liées à la fonction «ressources humaines» du ministère ;
- ↳ un second sur Saumur avec les écoles militaires de Saumur (EMS) regroupant 4 organismes, assurant tout la fois l'instruction des cadres des unités blindées, des officiers aux techniques d'état-major et des cadres dans le domaine nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) et du renseignement. À proximité, le camp de manœuvre de Fontevraud (300 ha) est le lieu de stationnement du 2^e régiment de Dragons, seule unité spécialisée de défense NRBC.

La Sarthe, quant à elle, accueille le 2^e régiment d'infanterie de marine de la 9^e Brigade d'infanterie de marine et le Prytanée militaire de la Flèche, un des six lycées de la Défense.

Au sein des autres départements, on trouve le commandant de la Marine (COMAR) à Nantes et le centre militaire de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte formant les personnels des armées en transition professionnelle.

L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

La région contribue assez peu à l'économie de défense.

En 2015 les paiements effectués au profit des PME (906 fournisseurs) sont de 35 M€, soit une part régionale dans ces paiements de seulement 2,3%, la plaçant au 10^e rang national.

Le taux de personnels de la défense dans la population active occupée est de 5,1‰ contre 13,9 au plan national.

Les revenus liés à la défense représentent 1,1 Mds € soit 2,9% du total national (9^e rang national).

Champs : emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute «Défense» (Mos €)	195,9
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	5,1
Paiements directs aux PME (M€)	34,7
Nombre de PME	906

L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

Le délégué, prenant en compte le champ d'activités élargi de la DAR, notamment en matière économique, s'est porté à la rencontre des différents acteurs étatiques et du monde des entreprises de la région.

INVESTIR LE MONDE DES ENTREPRISES

Mettant à profit les informations reçues de l'OED et celles de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), il a noué des relations avec plus de 20 entreprises et leur a proposé de travailler à une relance de leurs relations avec le ministère des armées.

De plus, il a pris l'attache d'entreprises jusque-là inconnues du ministère grâce à une matinale du «Club stratégie achat» de la CCI consacrée au ministère des armées et sa participation au comité «Atlantique Initiatives Développement». Ce comité AID réunit de grandes entreprises et des banques locales pour accompagner les entreprises de la région en développement (diversification, modernisation, innovation, exportation, ...) sous la forme d'une avance remboursable et d'apports en compétence.

L'objectif visé est de développer et d'accompagner leurs projets à l'endroit du ministère des armées et de ses besoins en matière d'innovation. Ce travail est conduit en parfaite intelligence avec la correspondante DGA de la DIRECCTE.

POSER DES JALONS DE PARTENARIAT

En dépit d'un taux de chômage le plus faible des régions françaises (8,1% au 3^e trimestre 2017), les entreprises régionales font face dans différents secteurs à une pénurie de main d'œuvre : métiers de bouche, transports, métallurgie et usinage (électromécanique, électro-soudure, pilotage de machines complexes).

Par ailleurs, environ 700 personnes issues du ministère demeurent inscrites à Pôle Emploi en recherche d'emploi. Dans son rôle de facilitation, le délégué a entamé un travail de rapprochement plus ciblé de l'agence de reconversion de la défense (ARD) et du monde entrepreneurial pour déboucher sur des actions concrètes, innovantes et ciblées de découverte du monde de l'entreprise au-delà des dispositifs existants.

En outre, les contacts déjà noués avec les organisations représentatives des entrepreneurs et les différents réseaux d'entreprises incitent à pousser plus avant la collaboration dans des secteurs d'excellence ciblés par département.

ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS DU MINISTÈRE

La réforme du maintien en condition opérationnelle (MCO) terrestre aura pour conséquence la fermeture du détachement du Mans de la 12^e base de soutien du matériel au 1^{er} juillet 2018. Le délégué a été associé aux réunions de préparation de cette échéance et à la manœuvre «ressources humaines», priorité du chef de corps. Les contacts ont été pris et des informations recueillies afin de proposer des possibilités de reconversion aux 30 ouvriers d'État concernés, hors périmètre du ministère en vue d'une stabilité géographique.

DE GAUCHE À DROITE
La société SMAC, spécialiste en matière d'enveloppe du bâtiment, d'asphalte et de pose de membrane photovoltaïque par la société SMAC.

© SMAC

Aéronef solaire innovant développé par la société XSun.

© XSun

Installation sportive proposée par l'entreprise Go Mouv.

© Go Mouv



Bertrand DROGUET
Délégué régional

Administrateur civil hors classe, ancien officier de l'armée de terre, il a occupé plusieurs postes au sein de différents ministères. Son parcours très varié est un atout pour embrasser de nouveaux univers professionnels. Il a été affecté en mars 2017, à la date de création du poste.

BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE
Nantes (passage Pommeraye).
Pont de Saint Nazaire.
Saumur.
Le-Mans.
 © AdobeStock

Dans la région Pays de la Loire, trois sites ont bénéficié d'un contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) ou d'un plan local de redynamisation (PLR).

LE PLR LOIRE-ATLANTIQUE

Ce contrat a été signé en décembre 2011 pour un montant de 4,6 M€ dont 0,8 apportés par le fonds pour les restructurations de la défense (FRED). **Il a permis :**

- ↳ l'aménagement d'un nouveau quartier urbain. La cession du quartier Mellinet (13,5 ha) et la reconversion des docks de La Mitrie Sud (2,2 ha) ont permis de construire plus de 2 000 logements.
- ↳ la création du centre européen de formation à la bio-production, en lien avec le pôle de compétitivité «Atlantpole Biothérapies» axé sur les bio-médicaments ;
- ↳ la création du cluster «Quartier de la création» a positionné l'agglomération de Nantes comme une référence européenne dans le domaine de la création artistique et culturelle. 26 000 m² dédiés aux entreprises créatives seront livrés à l'horizon 2020 (800 emplois attendus) ;
- ↳ l'aide directe à la création d'emplois par le biais du comité Atlantique Initiatives Développement. Depuis 2012, les PME-PMI lauréates bénéficient d'une subvention du (FRED) pour la création d'au moins 3 emplois. Montant moyen : 24 000 € par entreprise. En 2016, 31 entreprises en ont bénéficié, 130 emplois créés sur 205 attendus.



CI-DESSUS
Démarrage des travaux du quartier Mélinet à Nantes.
 © DIRCOM - Nantes métropole
Quartier Ferrié à Laval.
 © DR - Laval Agglomération.

LE PLR MAINE-ET-LOIRE

Ce plan a été mis en place suite au transfert à Bourges d'une grande partie des activités de l'établissement technique d'Angers (ETAS). Signé en octobre 2012, s'élevant à plus de 4,6 M€ dont 1 M€ provenant du FRED, il s'est achevé le 23 octobre 2016, la totalité des crédits ayant été engagée.

Le PLR a ainsi contribué à mener les actions suivantes :

- ↳ le développement du pôle Innovation et Technologies de Santé d'Angers (ITSA) ;
- ↳ l'animation et la restructuration de la filière culturelle et créative qui a permis le développement de «marques identitaires» locales, et la candidature d'Angers au programme européen «Culture for Cities and Regions» ;
- ↳ une aide directe à 13 entreprises PME-PMI portant en germe la création de 180 emplois en CDI ;
- ↳ le développement de l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans 1 500 petites et très petites entreprises de l'Anjou ;
- ↳ enfin, une aide personnalisée à la création d'entreprise pour les ressortissants de la défense à l'entreprise GO MOUV.

LE CRSD DE MAYENNE

Le CRSD, d'un montant de 6,6 M€, signé en octobre 2011, fait suite à la dissolution du 42^e régiment de transmissions amenant la cession du quartier Ferrié et des terrains de manœuvre avoisinants.

Le CRSD a contribué à :

- ↳ l'aménagement durable des espaces cédés ;
- ↳ la création du Laval Virtual Center avec 3 pôles : un pôle grand public, un pôle enseignement et formation ainsi qu'un pôle R&D, avec l'octroi d'aides aux entreprises du secteur (25 emplois créés) ;
- ↳ l'accueil du centre d'enseignement des soins d'urgence (CESU) ;
- ↳ l'aménagement du quartier de la gare en lien avec l'arrivée de la ligne à grande vitesse (LGV) ;
- ↳ la création d'un pôle d'activités tertiaires.

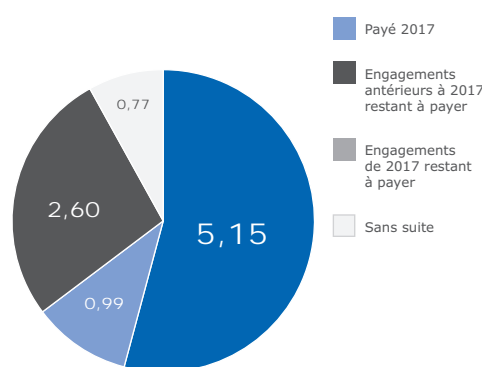
LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007

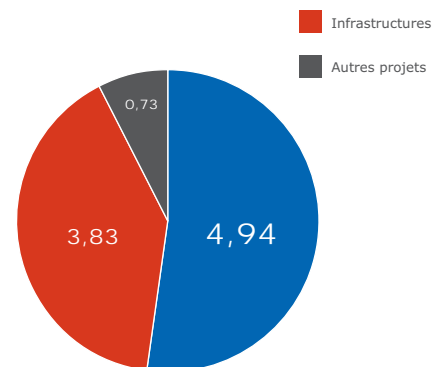
9,50 M€ dont part contrats locaux : **6,00 M€**
 Part commission nationale : **3,50 M€**

La Mayenne a bénéficié de 6,58 M€ de dotation (69% du total). Elle concentre l'essentiel de l'activité 2017 (88%) et 71% du reste à payer.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



TÉMOIGNAGES

DENIS PARMENTIER

Général, commandant l'École du génie

Dans le cadre du rayonnement de l'Armée de Terre et plus largement des Armées, l'École du génie a organisé le 29 septembre 2017 une présentation des capacités et des moyens du génie sur son site d'Angers en bord de Maine.

Cette démonstration, co-organisée avec l'entreprise SCANIA dont une usine est implantée à Angers et qui fournit des équipements aux Armées (camions citerne du Service des Essences, camions bennes du génie, camions spécialisés dans les travaux routiers,...), visait un large public allant des autorités institutionnelles locales aux autorités militaires de l'armement (DGA, STAT, ...), en passant par les élus locaux et des auditeurs de l'IHEDN régional des Pays de la Loire.

L'appui du délégué Pays de la Loire à l'accompagnement régional de la défense a permis d'organiser et de coordonner la participation de la Préfète de Région à cette manifestation dans un emploi du temps très serré et à lui fournir, en amont de l'évènement, tous les éléments nécessaires à la compréhension des enjeux.



DAVID BRION

Colonel, chef de corps de la 12^e base de soutien du Matériel

Dans le cadre de la réorganisation de la fonction du maintien en condition opérationnel des matériels terrestres, la 12^e Base de Soutien du Matériel (BSMAT) a récupéré à l'été 2017 le détachement du Matériel du Mans rattaché auparavant au 2^e RMAT. Ce détachement avait pour mission principale la régénération des VAB de l'armée de Terre. À cette date, il était composé de 7 militaires et de 32 ouvriers de l'État. Par la décision ministérielle de juillet 2017 il a été décidé que ce détachement serait fermé en 2018 et son personnel reclassé. Afin d'organiser le reclassement du personnel, une commission locale de restructuration a été montée pour trouver de nouveaux postes aux ouvriers. C'est dans ce cadre que le délégué régional à l'accompagnement s'est spontanément fait connaître pour apporter à la 12^e BSMAT son expertise sur les offres d'emploi disponibles dans la région du Mans. Grâce à son aide, la 12^e BSMAT a pu étendre son champ de recherche pour trouver des emplois à son personnel restructuré, dans des organismes en dehors du ministère des armées.

BENJAMIN DAVID

Président de la Start-up XSun

Créée à l'été 2016, XSun est une start-up, encore jeune, qui développe un concept de drone innovant à plus d'un titre : il s'agit d'un aéronef solaire avec une consommation inférieure à sa capacité à se recharger, donc d'une plate-forme autonome, potentiellement à action permanente, apte à délivrer des services innovants et performants, tant pour le secteur militaire que civil (surveillance terrestre et maritime, détections diverses, agriculture de précision). Il inclura un système d'intelligence artificielle pour le rendre maître de ses trajectoires. Le premier prototype SolarXOne a volé en octobre. Via Airbus, le délégué régional du ministère des armées nous a permis une mise en contact directe avec la DGA : ce lien est fondamental pour l'avenir de XSun tant l'intérêt des forces armées françaises, maritimes ou terrestres apparaît évident en terme aussi d'indépendance stratégique.

SUITE AU VERSO ●●●→

MATHILDE ANDRAUD**Chargée d'affaires chez SMAC**

SMAC est une société du BTP spécialisée dans l'entretien et la maintenance des bâtiments. Nous avons fait appel au délégué à l'accompagnement régional du ministère en région Pays de la Loire pour nous mettre en relation avec les bons interlocuteurs de la base de défense d'Angers - Le Mans - Saumur et faire valoir nos compétences en matière d'enveloppe du bâtiment (création-extension-rénovation-maintenance), d'asphalte et de pose de membrane photovoltaïque. Après cet échange, les perspectives à conduire des projets ensemble sont là.

Grâce au réseau du délégué régional, SMAC fera partie des entreprises invitées à la prochaine «journée d'information aux entreprises» organisée par l'ESID de Rennes.

JEAN-PHILIPPE LERAT**Fondateur et CEO de NOVYSPEC**

NOVYSPEC, jeune entreprise, développe une plateforme d'intégration IoT (Internet of Things) destinée à l'inspection industrielle, «l'internet des objets» donnant une capacité de transfert des données sur un réseau sans nécessiter aucune interaction humain-à-humain ou humain-à-machine. Cette plate-forme nous a permis de développer des solutions innovantes mobiles et augmentées dans le domaine entre autres de l'inspection des installations et du transport de carburant. (...)

NOVYSPEC a souhaité entrer en contact avec le service des essences des armées (SEA) et disposer de son regard professionnel quant à la solution proposée et par là-même parfaire son aspect de technologie duale en incorporant la reconnaissance des signalétiques OTAN et en s'adaptant aux équipements de protection individuelle (EPI) militaires. Le délégué à l'accompagnement régional nous a permis, par sa connaissance des acteurs concernés et son réseau, cette mise en relation qui s'est formalisée récemment lors de l'inauguration de notre agence parisienne en décembre dernier. Fort de cela, nous envisageons de déposer un projet RAPID (dispositif DGA) avec le concours de laboratoires de R&D de l'ICAM et de l'Université de Nantes ainsi que avec le soutien d'industriels, tout en sachant pouvoir compter sur la disponibilité et l'appui avisé du délégué régional.